

**La demande de l'Iran  
visant à exclure  
Israël de l'ONU  
a été largement repoussée**

LIRE PAGE 4

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 80 pes. ; E.-U., 95 c. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1 000 l. ; Liban, 350 P. ; Lituanie, 0,350 Lt. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 6,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 200 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d. Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 P  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## Le retrait de M. Schmidt

La décision de M. Helmut Schmidt de ne pas briguer à nouveau la chancellerie en cas de victoire de ses amis aux élections anticipées prévues pour le 6 mars prochain, est probablement, dans l'immédiat, ce qui pourrait arriver de mieux au chancelier Kohl. Sans doute ce retrait n'est-il pas exactement une retraite : l'ancien chef du gouvernement fédéral n'exclut pas de continuer à siéger au Bundestag, il se réserve d'intervenir dans la campagne présidentielle dans la mesure des Mémoires politiques très attendus. Mais, en renonçant à occuper le poste suprême de l'exécutif, il plonge la plupart des dirigeants, élus et militants du parti social-démocrate dans l'embarras. Y compris ceux qui, en le combattant ardemment, ont contribué à précipiter sa chute.

Le S.P.D., pour commencer, ne bénéficiera plus de la popularité personnelle de l'ancien chancelier qui avait survécu à la chute de son gouvernement. Autant le parti semblait, depuis bien des mois déjà, usé par un long exercice du pouvoir et empêtré dans de lourdes luttes intestines, autant M. Schmidt continuait de faire figure de grand homme d'Etat. Les conditions dans lesquelles il a perdu la majorité au Bundestag, à la suite du renversement d'alliance opérée par les libéraux, ne pouvaient lui valoir qu'un surcroît d'estime : il est apparu comme la victime de jeux politiques, plus que du suffrage universel. Il le savait si bien, qu'il réclamait des élections immédiates. Près, à cinq mois d'un scrutin essentiel, d'une telle « locomotive », le S.P.D. se trouve rendu à son image un peu fatiguée.

Mais le voici rendu, également, à ses divisions. On peut imaginer, même si les perspectives électorales ne sont pas enthousiasmantes, que la lutte pour le pouvoir sera sévère au sein de la grande formation de la gauche ouest-allemande, où, selon le quotidien conservateur « Die Welt », M. Vogel serait le mieux placé pour l'emporter. M. Schmidt a recommandé à ses amis de demeurer « unis et solidaires », comme ils l'avaient « tardivement » su le faire au cours des dernières semaines. Même si le S.P.D. arrive à mettre sous le boisseau ses luttes de tendance jusqu'au 6 mars, celles-ci risquent fort, au lendemain d'un scrutin dont tout indique pour l'instant qu'il sera décevant, de reprendre le dessus.

Ne s'agit-il pas d'une fausse sortie ? On est toujours plus ou moins tenté de le penser lorsque l'on voit un homme d'Etat renoncer volontairement à briguer de hautes fonctions, alors que sa popularité ne fléchit pas. Mais les raisons invoquées par M. Schmidt sont convaincantes, qu'il s'agisse de sa santé ou de la situation politique. Manifestement, l'ancien chancelier ne veut pas, puisque sorti il doit y avoir, la manquer.

C'est, de toute façon, la fin d'une époque. L'ère Schmidt, ouverte dans l'incertitude et le scepticisme en 1974, au lendemain de la démission de M. Brandt, dont un très proche conseiller, Günther Guillaume, avait été confondu comme agent est-allemand, aura finalement été longue et brillante. Comme chancelier, M. Schmidt a été, avec un certain panache - et aussi avec efficacité, - l'homme des situations difficiles. Qu'il s'agisse de la lutte contre le terrorisme, de la crise internationale, de la fin de la détente Est-Ouest ou des aléas de la construction européenne, domaine où il s'est résolument appuyé sur la coopération avec la France. Il n'y a pas qu'aux Allemands que va manquer ce « battant ».

(Lire nos informations page 4.)

## Les élections en Espagne

**Les derniers sondages attribuent  
aux socialistes la majorité absolue  
des sièges au Congrès des députés**

La campagne pour les élections législatives du jeudi 28 octobre s'est terminée mardi en Espagne. Selon les derniers sondages, les socialistes devraient obtenir la majorité absolue au Congrès des députés, en occupant de 193 à 217 sièges sur 350, la deuxième place revenant aux conservateurs de l'Alliance populaire, qui pourraient en obtenir une centaine.

Des patrouilles militaires ont commencé à surveiller les édifices publics et les points considérés comme stratégiques dans les principales villes du pays, en prévision d'une éventuelle recrudescence des attentats terroristes. La majorité des Espagnols s'inquiètent davantage, en fait, des rumeurs persistantes de putsch militaire. Dix-huit militants d'extrême droite ont été arrêtés ces derniers jours à Madrid et à Valladolid.

Au cours de sa campagne, le secrétaire général du parti socialiste, M. Felipe Gonzalez, s'est plaint de l'obsession du golpe, qui risque de détourner de la gauche une partie de l'électorat. Dans son dernier meeting à Madrid, il a accusé la droite de mener une « campagne de la peur » et, en privé, il se montre fort inquiet.

De notre correspondant

Madrid. - M. Felipe Gonzalez s'approche de la tribune l'air plus fatigué et préoccupé que de coutume. Pour la clôture de sa campagne électorale, le secrétaire général du P.S.O.E. (parti socialiste ouvrier espagnol) a réuni trois cent mille à quatre cent mille personnes sur le campus de l'université de Séville. Pendant plusieurs heures, une véritable marée humaine, où les jeunes dominent, a submergé tout le nord-ouest de la capitale.

Si M. Gonzalez est soucieux, c'est en raison de la violente campagne menée contre lui par les formations conservatrices. Aussi prononce-t-il un discours plus musclé que les autres jours. « Il y a dans ce pays une droite insatiable qui a mené contre nous la campagne de la peur », dit-il. Une droite incapable de proposer le moindre programme aux électeurs et qui se contente de dire « non ».

LE RAPPORT 1982 D'AMNESTY INTERNATIONAL

**Les assassinats politiques pratiqués ou tolérés  
par les gouvernements se multiplient**

LIRE PAGE 3

## ETATS-UNIS : les élections à mi-parcours

Les Américains sont appelés à élire, mardi 2 novembre, 435 représentants, 33 sénateurs (le tiers de cette Assemblée), 36 gouverneurs (sur 50) et à participer à d'innombrables scrutins locaux en tout genre. Ces « mid-term elections », ainsi appelées parce qu'elles interviennent en milieu de mandat présidentiel, sont traditionnellement l'occasion pour l'opinion d'envoyer un « message » à l'hoste de la Maison Blanche. Dans une série de trois articles, nous présenterons successivement la tactique de M. Reagan, les espoirs des démocrates et les enjeux locaux de ces élections.

### I. - M. Reagan en première ligne

Washington. - C'est une règle quasi scientifique : le parti représenté à la Maison Blanche perd des sièges aux « Mid-Term Elections » (qui marquent la moitié du mandat présidentiel). Comme si les Américains étaient systématiquement déçus par l'homme qu'ils avaient choisi deux ans plus tôt ou voulaient, par principe, affaiblir ses positions au Congrès... Depuis 1934, cette règle s'est toujours vérifiée.

Le parti républicain voulait la démontrer de manière originale, le 2 novembre : en faisant une exception. Il se sentait porté par une vague de fond, celle qui amena M. Reagan au pouvoir et lui permit ensuite tant de victoires législatives. On avait ravi aux démocrates la majorité au Sénat en 1980. Pourquoi ne leur prendrait-on pas la Chambre des représentants en 1982 ?

Cet espoir s'est effiloché au fil des mois. Puis il a disparu tout à fait. Les républicains en sont à espérer que leurs pertes ne seront pas trop importantes. Ils misent sur des facteurs négatifs, comme l'absence d'un réel programme démocrate, ou le moindre risque électoral. En effet, il y a en jeu cette fois davantage de sièges démocrates que de sièges républicains. Sur les 33 postes de sénateurs à renouveler, 20 sont démocrates. Moins de sièges, moins de risques.

Ce retournement est dû, bien sûr, à la récession. Une récession plus profonde et beaucoup plus longue qu'on ne le prévoyait l'an dernier. Elle aura dominé de bout en bout la campagne électorale. Si le scrutin de novembre 1980 ressemblait à un référendum sur la personne de M. Carter, celui de novembre 1982 a été comparé au référendum sur la politique économique de M. Reagan.

Le président est monté en ligne dès le début de la campagne. Il voulait défendre, à la fois, sa politique, son image personnelle et la position qui lui permettait de faire adopter ses budgets successifs au Congrès. Beaucoup de ces voix s'étaient jouées à quelques voix. Il suffisait que le parti républicain perde une

De notre correspondant  
ROBERT SOLÉ

capable de constituer une majorité avec les démocrates conservateurs.

Pour aider les candidats républicains, M. Reagan a utilisé au maximum le bureau ovale. Ces dernières semaines, plus d'une loi devait être signée en grande pompe, devant micro et caméras, parfois en présence de citoyens. Le « grand communicateur » faisait chaque samedi un discours à la radio pour séduire une catégorie sociale particulière, ou alors il s'adressait à dix auditeurs républicains en même temps, disséminés dans le pays, grâce à un système de communication par satellite.

Coller au président  
ou s'en démarquer ?

Cela ne l'a pas empêché, parallèlement, de jouer à l'outsider, l'anti-washingtonien, rôle qui lui avait si bien réussi en 1980. Paradoxe d'un président qui dénonce avec conviction le pouvoir fédéral qu'il incarne... On l'a vu sillonner l'Amérique comme autrefois, président des dîners mondains au Texas, manger avec des ouvriers dans l'Ohio, faire un tour de diligence dans le Montana, s'exhilarer sur des cochons dans l'Iowa, multiplier partout les formules-chocs et les bons mots.

M. Reagan était très sollicité par certains candidats. Figurer sur une tribune à côté du président, venait vous faire des compliments publics, ne manque pas d'attraits. C'est un « nice guy », un homme charmant, qui draine les foules, les caméras et les dollars.

Mais tous les républicains ne souhaitent pas se compromettre ainsi avec lui. Au début d'octobre, dans l'Ohio, il a fallu pousser des candidats du parti sur la tribune officielle. Nombre de ceux qu'on appelait les « Reagan's robots » en 1980 ont pris leurs distances. Dans le Massachusetts, M<sup>me</sup> Claudine Schneider rappelait aux électeurs combien de fois elle avait déboîté au

président dans ses votes au Congrès. On a même vu un candidat à la Chambre, M. Jim Dunn, omettre la mention « républicain » dans ses tracts électoraux. Il est vrai que sa ville de Pontiac (Michigan) compte 28 % de chômeurs...

Désireux ou non, la participation de M. Reagan à cette campagne a été déterminante. Aucun autre dirigeant républicain n'a su - ou osé - se servir des « mid-term elections » comme tremplin pour l'élection présidentielle de 1984. Tout le monde a fait hypocritement comme si la question ne se posait pas : puisque nous sommes sûrs et nous souhaitons que le président se représente dans deux ans... Le vice-président Bush a été le premier à jouer ce jeu, plaçant discrètement ses pions dans plus d'une centaine de meetings électoraux.

Pour se faire élire à la Chambre des représentants en 1974, il fallait disposer en moyenne de 50 000 dollars. Six ans plus tard, le coût d'une telle campagne avait triplé et, aujourd'hui, les spécialistes comptent carrément un demi-million, soit 355 millions de centimes pour un mandat qui durera à peine deux ans. C'est dire qu'un siège de sénateur (six années sans réélection) « coûte » une fortune.

Les biens personnels sont évidemment un solide atout. C'est un candidat démocrate au Sénat, M. Mark Dayton, qui a battu tous les records au cours de cette campagne en mettant de sa poche 5 millions de dollars.

Mais la plupart des postulants comptaient d'abord sur la contribution de leur parti. Les républicains avaient amassé, entre le 1<sup>er</sup> janvier 1981 et le 30 juin 1982, un trésor de guerre de 161 millions de dollars, soit six fois plus que les démocrates. Ce qui a permis au Grand Old Party de conduire des sondages locaux, de bien sélectionner ses candidats puis de leur fournir des outils de propagande, 15 millions de dollars ont été dépensés ainsi pour une campagne télévisée nationale, sur le thème « Stay the course » (tenir bon).

(Lire la suite page 5.)

## La démocratisation du secteur nationalisé

**Le projet de loi ne prévoit pas  
d'extension du droit  
à l'expression politique**

Le conseil des ministres devait adopter, mercredi 27 octobre, le projet de loi, présenté par M. Jean Auroux, ministre du travail, sur la démocratisation du secteur nationalisé. Amendé et transformé en loi-cadre, ce texte confirme la nouvelle orientation rigoureuse du gouvernement, qui, contrairement à ce que souhaitent certains, s'est refusé à étendre le droit d'expression politique dans les entreprises.

On retrouve ce souci de rigueur dans la politique d'augmentation du SMIC, dont le pouvoir d'achat en 1982 n'augmentera pas de 4 % comme il était prévu.

### Restrictions

En dépit des soubresauts politiques et sociaux, de la grosse croissade des salariés, le gouvernement maintient son nouveau cap : rigueur et restrictions en tous genres, qu'elles soient quantitatives avec la moindre progression du SMIC ou qualitatives avec la présentation du projet de loi Auroux sur la démocratisation du secteur nationalisé.

Premières restrictions amorcées dès l'été, celles qui portent sur le projet de loi sur la démocratisation du secteur public. Comme le Monde du 28 août l'annonçait, le projet Le Garrec avait déjà été « sensiblement remanié » par M. Auroux alors chargé de cette réforme. Avec le feu vert de l'Elysée et de Matignon, M. Auroux a décidé d'amender le projet initial afin de l'aligner sur les textes concernant le secteur privé. Principales modifications : le droit de réunion politique au moment envisagé ne sera pas élargi ; rien n'est prévu dans le texte, le secteur nationalisé devant s'aligner sur le droit commun ; le droit d'expression que, en 1981, le gouvernement reconnaissait en détaillant les conditions de fonctionnement des conseils d'atelier est bien entendu confirmé, mais les modalités d'application ont été sérieusement allégées afin de laisser aux partenaires sociaux « un large espace contractuel ». En revanche, la loi - et non plus un décret comme cela a été un moment envisagé - précise que les conseils d'ateliers devront se réunir au moins quatre fois par an, au minimum six heures par an.

Quant aux conseils d'administration, les modifications sont minimes. Comme le prévoyait M. Le Garrec, les cadres auront un siège et les autres salariés éliront des administrateurs sur des listes libres, parrainées soit par des syndicats représentatifs déjà au moins 10 % des voix lors d'élections professionnelles dans l'entreprise, ou encore par 10 % des délégués élus, ce qui ouvre une brèche dans le système privilégiant jusqu'à présent les seuls syndicats représentatifs au niveau national : un syndicat autonome ayant suffisamment de voix ou d'élus comme délégués du personnel ou membres du comité d'entreprise pourra présenter des candidats. Seules nouveautés introduites par M. Auroux : l'ouverture des conseils aux collectivités locales, usagers et consommateurs, la personne désignée par décret ne pouvant être déchu que pour faute grave.

JEAN-PIERRE DUMONT.  
(Lire la suite page 29.)

## Un « ordre » de l'information audiovisuelle

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle doit veiller « au respect du pluralisme et de l'équilibre dans les programmes ». Dans le double avis qu'elle a émis à la requête de M. Jacques Chirac, M<sup>me</sup> Michèle Cotta, sa présidente, vient de donner une interprétation extensive et contestable de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1982.

D'une part, elle se fait juge de l'opportunité, pour une émission donnée, de fournir ou non une information. Que devient dans ce cas la capacité à informer - donc à choisir - des professionnels de la radio et de la télévision ? D'autre part, elle mesure l'« objectivité » des informations à l'expression des temps réservés à l'expression des deux thèses en présence.

Qu'une telle conception de l'objectivité vienne d'une ancienne journaliste est confortant. Chacun sait dans ce métier qu'il n'existe pas d'aune à mesurer l'impartialité et que l'honnêteté de l'information repose principalement sur celle du professionnel et de ses supérieurs, sur la manière dont ils prennent leurs distances par rapport à un événement.

Les journalistes de l'audiovisuel savaient déjà qu'ils devaient être « la voix de la France ». Les voilà maintenant en liberté hautement surveillée par le truchement d'un organisme nommé par le pouvoir, qui semble assimiler son rôle à celui d'un « ordre » qui dit la déontologie et juge la conscience professionnelle. « La presse, peut-on lire dans un texte adopté en 1945 par la Fédération nationale de la presse française, est libre quand elle ne dépend ni de la puissance gouvernementale ni des puissances d'argent, mais de la seule conscience des journalistes et des lecteurs. » Et la radio-télévision ?

(Lire page 18.)

UNE COMMUNICATION  
DE M<sup>me</sup> DUFOIX  
AU CONSEIL DES MINISTRES

**Le gouvernement  
veut assouplir  
les règles  
de l'adoption**

(Lire page 24 l'article de  
CHRISTIANE CHOMBEAU.)

le must de Cartier

Paris

SANTOS DE CARTIER

ETANCHES

QUARTZ

501/1000

سكنا من الاحول

Le Monde

# idées

## Adieu à P.M.F.

Un hommage national est rendu ce 27 octobre à Pierre Mendès France. C'est l'occasion de publier sur lui quelques nouveaux témoignages, aussi bien, comme le note André Fontaine, il existe une sorte de hiatus entre ce qu'il était et la statue qu'on lui dresse aujourd'hui. Daniel Mayer s'étonne également qu'on n'ait pas davantage mis en lumière la vive sensibilité du disparu. Etienne Manac'h célèbre à propos de ses relations avec l'Asie sa droiture intellectuelle, tandis que Hubert Dubedout rappelle ce que fut la relation très particulière de P.M.F. avec la ville de Grenoble. Quand à Paul Sérant, il se demande si l'on n'en fait pas tout de même un peu trop aujourd'hui.

## Un hommage démesuré

J'en voudrais d'introduire une note discordante dans le concert d'hommages à Mendès France. L'homme était évidemment d'une envergure peu commune dans le monde politique français. Quand il parvint à gagner Londres après le scandale des procès qu'avait suscité Vichy contre lui, il choisit de se battre, contrairement à d'autres qui préféreraient intriguer. Son intelligence ne fut pas moins frappante que son caractère : le plan d'austérité qu'il proposa à de Gaulle à la libération eût mieux valu, pour notre pays, que la politique préférée à la sienne. Courageux et lucide, Mendès le fut aussi près de dix ans plus tard, quand il s'employa à mettre fin à la guerre d'Indochine. Il avait compris depuis longtemps que la décolonisation était une nécessité de notre temps. Il faut ajouter qu'il ne mena pas cette politique dans l'esprit de guerre civile, hélas trop fréquent dans la société française : il entendait restaurer la paix et ne écraser les Français qui pensaient autrement. Cela étant, et qui n'est pas mince, il me semble quand même que l'hommage général qu'on rend à cet homme a quelque chose d'étonnamment disproportionné par rapport à ce qu'il a été et à ce qu'il a fait. Plus courageux dans la guerre, sans doute, que d'autres hommes politiques, il ne l'a pas été davantage que de nombreux Français qui, de diverses manières, luttèrent pour les

intérêts essentiels de leur pays. Plus lucide que ses contemporains, à 1945, on tient pour acquis qu'il le fut : il n'en reste pas moins qu'on ne peut être totalement affirmatif à cet égard puisqu'il n'eut pas les moyens d'appliquer la politique qu'il préconisait. L'armistice qu'il signa en 1954 avec le Vietnam était sans doute inéluctable. On peut toutefois regretter que Mendès ait annoncé publiquement qu'il se donnait quelques semaines pour obtenir la fin des combats. Se battre lorsqu'on sait que la lutte est désormais sans espoir, c'est, pour des combattants, une situation aussi atroce moralement que matériellement. Le maréchal Pétain avait, lui, annoncé aux Français qu'il allait demander l'armistice à l'adversaire alors que certaines unités résistaient encore. Cela lui a été reproché en des termes tout à fait excessifs. Mais il paraît difficile, inversement, de saluer les accords conclus avec le Vietnam comme une sorte de victoire. C'était la fin d'un drame, c'est vrai, mais ce drame allait bientôt renaître sous une autre forme, et plus cruellement encore, pour les peuples de la péninsule indochinoise. Mendès France, d'ailleurs, ne fut pas toujours aussi clairvoyant qu'on

(\*) Journaliste et écrivain.

## L'homme et la statue

par ANDRÉ FONTAINE

TOUT paraît avoir été dit sur Mendès, et pourtant, entre la statue qui lui est élevée et l'homme qu'il fut réellement, il y a une sorte de hiatus, peuplé de tout ce qui fait l'humanité d'un homme que trop d'hommages défigurent, d'un homme qui, comme tous ses semblables, avait ses faiblesses, ses obstinations, ses préjugés, ses naïvetés, mais qui les faisait oublier par son intelligence, son autorité naturelle, son esprit de décision, sa droiture, son sens de l'Etat, son aptitude à s'entourer : beaucoup d'amitiés et au moins un mariage se sont noués dans son ombre, qui ont survécu, dans la plupart des cas, à l'épreuve du temps et aux clivages partisans.

Peu d'hommes politiques peuvent se vanter d'avoir inspiré à leurs proches une telle affection. Georges Boris, qui dirigeait son cabinet, le chérissait comme un nouveau son enfant préféré. Nous l'entendons encore, alors que P.M.F. venait de partir pour Tunis en compagnie du maréchal Juin, nous répondre, comme nous lui demandions qui avait imaginé ce coup de maître : « C'est un de ces traits de génie dont Pierre est familier ». « Pierre » ne sous-estimait certes pas ses capacités, mais l'orgueil qu'il en tirait ne se mêlait d'aucune espèce de vanité. Il connaissait trop son intimité vulnérable. Il n'oubliait pas qu'à la France, pour laquelle il avait couru tous les risques, à un peuple persécuté. N'avait-il pas fait physiquement face, dans sa jeunesse, au quartier Latin, à une extrême droite déchaînée contre les « métèques » et les « youpins » ? Comment aurait-il joué d'un tel charisme s'il n'avait laissé clairement apparaître, derrière sa détermination et la froide lo-

gique de son raisonnement, l'évidence d'une sensibilité à fleur de peau ?

En sept mois et dix-sept jours, il a liquidé l'essentiel des dossiers aux quels ses prédécesseurs n'avaient osé s'atteler ; il a arrêté aux meilleures conditions concevables, compte tenu du désastre de Dien-Bien-Phu et du refus d'Eisenhower d'intervenir, la première guerre d'Indochine. Son seul tort est d'avoir trop facilement ensuite laissé les Américains prendre pied à Saigon. Il a sorti du placard où les ministres M.R.P. l'avaient discrètement enfoui le diabolique dossier de la Communauté européenne de défense. Il faut beaucoup d'ignorance et de mauvaise foi pour soutenir, comme on l'entend encore aujourd'hui, qu'il est responsable du naufrage de ce projet : à preuve que le compromis sur lequel il avait fait s'entendre la majorité de ses ministres a entraîné la démission de plusieurs adversaires mais d'aucun partisan du traité sur la C.E.D. C'est le refus des autres gouvernements européens, ouvertement manipulés par l'ambassadeur des Etats-Unis à Bruxelles, de comprendre qu'il n'y avait pas d'autre solution possible, vu l'état de l'opinion en France, qui devait, en fin de compte, provoquer l'échec.

Enfin, et c'est ce qui l'a perdu, il a osé ouvrir la porte à l'inévitable décolonisation du Maghreb. Mais, cette fois, il s'en prenait à des intérêts très précis : les écuries d'Augias nettoyées, les procureurs ne perdirent pas une seconde pour déclarer anathème celui qui s'en était chargé. Suivit un long silence, coupé d'une brève association avec Guy

Mollet, dont tout le séparait. Il se trompa, jusque et y compris en 1968, sur de Gaulle, et qui pourtant l'aimait bien. - « Vous voyez toujours votre ami Mendès ? » - devait-il demander un jour à Robert Buron. - « Oui, mon général. » - « Drôle de type, ce Mendès. Sa place devrait être avec nous, mais il n'est pas facile à faire travailler en équipe. Enfin peut-être vaut-il mieux qu'il reste de son côté, pour ramasser les morceaux quand je ne serai plus là... » - « Vous permettez que je lui rapporte ces propos ? » - demanda Robert Buron au général. - « Pourquoi croyez-vous donc que je vous l'ai dit ? » -

Les deux hommes se murèrent dans leur divorce avant de mourir presque de la même manière. Un beau dessin de Tim, dans l'Express, les réconcilie dans l'au-delà. Les voilà déjà associés dans la mémoire collective, puisque, entre autres points communs, ils ont désormais d'avoir suscité de leur vivant les procès les plus abjects, avant de recevoir, à leur mort, un tribut quasi unanime.

P.M.F. aurait-il apprécié celui que lui rend aujourd'hui la République, ces discours, cette lecture dans les écoles ? Son amour-propre et sa sensibilité avaient une revanche à prendre sur trop d'incompréhension et de haine. Mais, cette revanche, il l'avait déjà savourée, lorsque, à peine élu, François Mitterrand l'étrangla à l'Elysée, saluant en lui le précurseur sans lequel le 10 mai n'aurait pas été possible. Disons que l'extrême simplicité des obsèques que Mme Mendès France et lui avaient voulues, en la seule présence de quelques intimes, lui ressemblait davantage.

## Compléments à un portrait

par DANIEL MAYER

MALGRÉ l'abondance des témoignages, des événements importants auxquels Pierre Mendès France a étroitement participé, ou des traits caractéristiques de sa personne, ont été passés sous silence. ● L'événement : le refus de lui proposer la présidence du conseil au lendemain des élections de janvier 1956 placées sous le signe du Front républicain - et alors que tout le pays l'attendait - ne vint pas seulement de l'antisémitisme, d'ailleurs encore feutré, mais de la hargne du M.R.P. qui ne lui pardonnait pas d'avoir permis au Parlement de s'être enfin prononcé sur la C.E.D. L'entente entre les membres du M.R.P. et les dirigeants de la S.F.I.O. partisans de la C.E.D. a créé le barrage qui a conduit où nous savons. ● L'événement par la personne : la loyauté, la fidélité au contrat passé, par les élections, entre le peuple et le pouvoir, le refus du compromis, si souvent synonyme de compromission, éventuellement l'explication des difficultés rencontrées, cette réconciliation de la morale et de la politique, c'est à lui qu'on les doit. Cette réhabilitation de la politi-

que a été très précisément perçue par la nation, comme elle l'avait été au temps de Léon Blum. Dès lors, la désaffection, née de la conscience antérieure qu'il y a une sorte de complicité entre des adversaires apparents, disparaît : on revient vers les institutions de la démocratie dont le fonctionnement n'est plus faussé ; la confiance renaît et, donc, la volonté de défense républicaine. ● La personne : sa rigueur, son intransigeance, ses refus successifs, la stricte conformité de son comportement à ses principes, ont donné de lui une image - et presque une légende - de sécheresse, voire de dureté. Il était, au contraire, d'une sensibilité, d'une humanité, d'une générosité très grande, possédant une incompréhensible compréhension à l'égard de l'autre. Qui n'a vu son émotion dans certaines circonstances ou en face de telle situation, de tel récit, même individuel, qui n'a vu les larmes parfois prêtes à jaillir de ses yeux, ne l'a pas connu. C'est pour tout cela que, lorsqu'on parle de « mendésisme », il ne peut s'agir d'une école, mais d'une qualité d'homme et, donc, simplement d'un exemple.

## La composante grenobloise

par HUBERT DUBEDOUT (\*)

La France est donc devenue mendésiste. Au deuxième tour des élections législatives de 1982, nous nous trouvons un petit nombre autour de P. M. F. à Grenoble, soudés dans la tristesse de la défaite alors que s'expriment à l'extérieur la joie des partisans de M. J.-M. Jeanneney qui venait de gagner. Ce soir-là, la France n'était pas mendésiste. Mais l'épreuve dans l'action forge la politique. Ce n'est pas le fait du hasard si tous les élus grenoblois se sont retrouvés au parti socialiste, qu'ils viennent de la S.F.I.O., du P.S.U. ou de ces fameuses « couches nouvelles » qui ont nourri la mythologie grenobloise. D'aucuns m'ont classé parmi ces techniciens venus à la politique, parmi ces cadres de gauche influencés par le mendésisme, par opposition, pensent-ils, aux mendésistes du temps des clubs qui ont ensuite relié la droite.

Les choses sont moins simples. Mon parcours mendésiste date de l'accord de Genève signé alors que l'Algérie indochinoise : trop peu d'officiers avaient pris, comme moi, conscience de l'immense gâchis de ces guerres de décolonisation. A partir de là, la éducation politique de cet homme de rigueur et d'ambition sociale devait opérer. Ensuite parce que le cheminement au contact des forces sociales qui allaient appuyer le combat municipal de 1965 m'a mis au contact d'hommes beaucoup plus formés po-

litiquement que je ne l'étais, tous influencés comme moi par le phénomène mendésiste.

Que Mendès France ait trouvé à Grenoble un maire « surpi » contre et malgré les partis », comme Pierre Viannson-Ponté l'avait écrit, est partiellement exact, mais en raison d'une situation politique nationale qui faisait à cette époque de François Mitterrand un combattant relativement solitaire lui aussi.

Mais ne jouons pas aux naïfs. Un Jean Verhaeg par exemple avait parfaitement compris comment le mouvement politique pouvait s'amplifier à partir d'une conjoncture politique locale.

Les rencontres de Grenoble en 1968, l'appel à P. M. F. à la fin de cette année pour la bataille législative, ne doivent pas occulter le soutien à François Mitterrand que j'avais accueilli à Grenoble lors de son meeting de 1965 ; le relais de P. M. F. atteint par la maladie que les dirigeants socialistes me demandaient de prendre aux législatives de 1973, l'adhésion globale au parti socialiste de tout le conseil municipal en 1974, le score très élevé de François Mitterrand dès la première tour de 1981 (plus de 30 %, chiffre atteint par seulement trois autres villes de plus de 100 000 habitants).

Avoir apporté à la gauche, au socialisme, la composante provinciale mendésiste, nous paraît important. Sans doute le champ d'expérimentation politique grenobloise a largement débordé le mendésisme. Mais il a permis à P. M. F. de multiplier ces

(\*) Député socialiste, maire de Grenoble.

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4287-23

**ABONNEMENTS**  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.  
273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
533 F 962 F 1 391 F 1 820 F

ÉTRANGER  
(par messagerie)  
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
313 F 522 F 731 F 940 F

2 - SUISSE, TUNISIE  
386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Chaque numéro d'adresse détaillée ou provisoire (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**JEAN-PAUL PIGASSE**

**LE BOUCHIER D'EUROPE**  
Vers une autonomie militaire de la Communauté Européenne.

La fin de la dissuasion nucléaire.  
L'Europe doit-elle continuer à dépendre militairement des Etats-Unis ?  
Collection "Les visages de l'avenir"

**Seghers**



Le Monde

# étranger

## DIPLOMATIE

### LE RAPPORT 1982 D'AMNESTY INTERNATIONAL

Les assassinats politiques pratiqués ou tolérés par les gouvernements se multiplient

Le rapport 1982 d'Amnesty International met particulièrement l'accent sur le problème des assassinats politiques pratiqués par un nombre considérable de gouvernements « ou avec leur complicité » au cours de l'année précédente. L'un des aspects de ce problème est la « disparition » de milliers de personnes arrêtées ou enlevées par les autorités, ce qui, pour l'organisation humanitaire, dégage le plus souvent des exécutions immédiates ou différées. « On ne peut plus laisser les États éluder leurs responsabilités lorsqu'ils décident d'écarter des opposants », observe le rapport qui porte sur 121 pays. Par ailleurs, en 1981, Amnesty a eu en faveur de 4 982 prisonniers d'opinion répertoriés ou « possédés » dans 170 cas nouveaux. Dans le même temps, 1 108 prisonniers ont été libérés. L'organisation a lancé 808 actions urgentes portant sur 67 pays. Voici l'essentiel des observations par continent, étant entendu, précise l'organisation, que « le nombre de mots consacré à chaque pays ne doit pas servir de base à des comparaisons ».

#### AFRIQUE : des violations des droits de l'homme partout

Ne disposant pas d'informations sur les seuls Cap-Vert, Maurice, Nigéria et Sénégal, ce qui « ne signifie pas qu'il n'y a pas eu de violations des droits de l'homme dans ces pays », Amnesty relève que les abus sont communs « sous des régimes politiques très divers » et que la détention de nombreux prisonniers s'accompagne de tortures et de « procès non équitables ». Cette dernière pratique concerne notamment le Mozambique (procès à huis clos), comme l'Afrique du Sud, où des aveux « extorqués » à la torture sont notamment signalés en Éthiopie, en Afrique du Sud, en Ouganda, au Zaïre. Des condamnations à mort ont été prononcées dans 13 pays du continent, et 30 personnes ont été pendues en Afrique du Sud.

Amnesty dénonce la pratique consistant à refouler des réfugiés vers leur pays d'origine par l'effet d'une « collusion entre gouvernements ». Ainsi des Guinéens ont été « rapatriés de force » par la Côte-d'Ivoire et la Libéria, des demandeurs d'asile ont été renvoyés par le Botswana et le Lesotho vers l'Afrique du Sud, et des réfugiés de ce pays enlevés au Swaziland et au Mozambique. Se référant à certaines libérations de détenus pour délits d'opinion (Libéria, Bénin, Mali, Éthiopie), l'organisation juge également « positif » que l'O.U.A., lors de son sommet de Nairobi, en avril 1981, ait approuvé, à l'unanimité, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

#### AMÉRIQUES : des milliers de meurtres politiques et d'enlèvements

Le Salvador et le Guatemala se distinguent en Amérique latine par l'action des forces armées et les « personnes manquantes » se comptent par milliers dans ces deux petits États. Amnesty, devant la « recrudescence » de ces violations des droits de l'homme, se voit contrainte à mettre l'accent sur l'exigence de « protection du droit fondamental à la vie ». Une mission de l'organisation auprès de réfugiés salvadoriens a à nouveau constaté qu'ils étaient en lieu de « tortures de femmes et d'enfants ». Les refoulements de réfugiés sont fréquents (du Honduras vers le Salvador, du Mexique vers le Guatemala, et du fait du durcissement des lois sur l'immigration des États-Unis vers le Salvador). Le rapport d'Amnesty sur le Guatemala, publié en février, relevait l'assassinat d'« au moins 3 200 personnes ». Amnesty incrimine particulièrement les lois d'exception en vigueur (Argentine, Chili, Colombie, Salvador, Haïti, Paraguay, Uruguay) qui permettent la détention sans jugement ou les exécutions sommaires. Le « décret sur la sécurité » péruvien, « rédigé en termes vagues », permet les arrestations d'opposants présumés. Cuba juge à nouveau des détenus ayant purgé la totalité de peines pouvant atteindre vingt ans et accusés d'une « attitude rebelle ».

• LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN, M. Dehert, a adressé, mardi 26 octobre, un télégramme à M. Senghor pour demander la libération immédiate de M. Chichamanki. L'agence Tass, de son côté, a dénoncé, le même jour, le « coup » organisé « en particulier en France et aux États-Unis » en faveur du dissident, condamné à treize ans de prison en 1978 et qui observe une grève de la faim depuis le 23 septembre. — (A.F.P.)

condamnables » du F.R.I. et appelle à supprimer — dans le cadre de sa campagne mondiale permanente sur ce thème — la peine de mort sous le coup de laquelle se trouvent 224 condamnés. Au Chili, la police politique (C.N.I.) reste très active. En Uruguay et en Argentine, les conditions de détention des prisonniers sont extrêmement dures. L'Uruguay notamment pratique des « traitements destinés à briser psychologiquement les prisonniers ».

#### ASIE : des lois iniques

« La plupart des pays asiatiques ont des dispositions législatives jugement et, quelquefois, sans limitation de durée », observe le rapport, qui cite un cas de rééducation » du Vietnam et du Laos et mentionne également la Chine, le Pakistan, le Népal, l'Inde, Sri Lanka, la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, Brunei, les Philippines. Toutefois, en Malaisie et à Singapour, le nombre de personnes « détenues sans jugement en vertu des lois sur la sécurité » a sensiblement diminué en 1981. Signalant une « dégradation » des droits de l'homme et de la législation elle-même au Pakistan, Amnesty dénonce les verdicts de « tribunaux militaires sommaires » qui, dans ce pays, auraient envoyé à la mort « plusieurs centaines » d'accusés, tandis que « quatre-vingt-sept personnes au moins étaient exécutées en Chine au cours d'une seule période de deux semaines » en août 1981. Dans ce dernier pays, l'organisation relève particulièrement la pratique des « procès publics de masse » précédant une exécution capitale (l'un d'eux a rassemblé cent mille spectateurs en juillet 1981) et l'incertitude planant sur le sort des condamnés à mort avec « sursis d'exécution ». En Afghanistan, où « les accusations de tortures » sont de plus en plus nombreuses, on signale l'exécution « d'au moins quinze prisonniers politiques ». Des « nouvelles d'assassinats et de brutalités politiques continuent à parvenir de l'Inde ».

Dans toute l'Asie, seule la Papouasie — Nouvelle-Guinée et la Nouvelle-Zélande ne comptent pas de violations des droits de l'homme (l'Australie n'étant pas mentionnée dans le rapport). Amnesty ne dispose que de très peu d'éléments sur la situation au Cambodge et à Timor.

#### EUROPE : Pologne et Turquie sur la sellette

Dans les violations des droits de l'homme signalées en Europe, la Turquie et la Pologne occupent

une place de choix. En novembre 1981, 29 929 personnes se trouvaient en prison en Turquie pour des raisons politiques, dont 3 731 n'avaient pas été officiellement incriminées. 24 500 étaient courus de jugement. Amnesty constate que, comme les années précédentes, « la torture est très répandue et des dizaines de décès ont eu lieu en garde à vue ». Depuis le coup d'État militaire, l'organisation a eu connaissance de 10 exécutions, dont 6 en 1981 pour assassinat politique.

En Pologne, c'est évidemment l'interdiction sans incrimination de membres ou sympathisants de Solidarité après la proclamation de la loi martiale qui préoccupe le plus Amnesty. Les conditions de détention sont « très dures pour beaucoup d'entre eux ». En Union soviétique, « l'action contre les dissidents déclinée à la fin de 1979 a continué sans trêve ». L'organisation, qui a pris en charge 200 cas nouveaux, dont la moitié concerne les membres de sectes chrétiennes) reprend ses constatations des rapports précédents sur les internements en hôpitaux psychiatriques qui « n'ont pas cessé ». Elle constate que sont poursuivis et condamnés « des militants des droits nationaux actifs dans différentes républiques soviétiques et des gens qui ont tenté de surveiller le respect par l'Union soviétique de ses engagements internationaux en matière de droits de l'homme ». C'est également le cas en République démocratique allemande, où des centaines de citoyens ayant tenté de quitter le pays ont été frappés par la répression, comme en Roumanie, en Tchecoslovaquie et en Roumanie.

Le rapport d'Amnesty relève que, à la suite des troubles du Kosovo affectant les membres de l'ethnie albanaise, 300 personnes ont été arrêtées et que « le nombre des procès politiques s'est accru brusquement dans le pays, y compris dans d'autres régions ». Le chef d'accusation de « propagande hostile » permet de poursuivre les opposants réels ou présumés.

En Europe de l'Ouest, comme chaque année, Amnesty est surtout préoccupée par le sort des réfugiés politiques. Les États de l'Europe (Italie, Suisse, Grèce, notamment) et signale que « des rapports ont encore été reçus d'Espagne faisant état de mauvais traitements, de tortures et de décès — dans sur- cas de personnes détenues au secret en vertu des lois antiterroristes ». En Italie, la lenteur des procédures est telle que, fin 1981, seulement 10 personnes de terrorisme étaient détenues depuis deux ans et demi sans que la date de leur procès soit fixée. En

France, Amnesty se félicite de l'abolition de la peine de mort et de la suppression de la Cour de sûreté de l'État.

#### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD : les exécutions en Iran

C'est en Iran que la répression politique est la plus brutale, les exécutions y ayant atteint, en 1981, le chiffre de 2 600, dont plus de 2 400 depuis que M. Bani Sadr a cessé d'être président, en juin. « Il semble, observe Amnesty en citant le « minimum » de 4 000 exécutions depuis la révolution de 1979, que de nombreuses personnes ont été exécutées sans jugement. Lorsque des procès ont eu lieu, ils s'éloignent considérablement des normes internationales du juste procès ». Parmi les cas « vérifiés », Amnesty mentionne l'exécution d'enfants, dont une fillette de treize ans.

L'organisation s'est occupée, dans l'ensemble de la région, de plus de 800 cas de prisonniers d'opinion (Algérie, Bahreïn, Égypte, Irak, Israël et territoires occupés, Jordanie, Libye, Maroc, Oman, Syrie, Tunisie, Yémen du Sud). Elle signale un peu partout « de nombreuses exécutions, des meurtres politiques commis par les gouvernements et la disparition de prisonniers capturés ou arrêtés, ainsi que la détention sans jugement et la torture ». En Irak, le nombre des exécutions semble avoir été élevé en 1981. En Syrie, « des centaines de personnes auraient été tuées à l'issue de procès sommaires » et des « exilés éminents » auraient été assassinés à l'étranger par les forces de sécurité. En Libye, où cette pratique a des précédents, on se promet à nouveau officiellement de « libérer physiquement les ennemis du peuple ». Au Maroc, les « tentatives de Casablanca ont suscité une vague de procès et des « arrestations massives ».

Israël, comme les années précédentes, se signale par la pratique de la « détention administrative » et ne garantit pas les prisonniers qu'il détient, notamment dans les territoires occupés, contre les mauvais traitements. Amnesty relève avec satisfaction que « des juristes et certaines organisations non gouvernementales ont continué à agir pour que soient proclamés et protégés les droits fondamentaux de l'homme dans la région ». L'organisation mentionne le Conseil islamique international et l'Union des avocats arabes. Une « commission internationale des droits de l'homme » est placée sous la présidence de M. Ben Bella.

### Le budget du Quai d'Orsay souffre de la dépréciation du franc

Il n'est pas facile de se retrouver dans le projet de budget du Quai d'Orsay 1983. L'intégration de l'ancien ministère de la coopération, rue Monsieur, au Quai d'Orsay proprement dit, sous forme d'un « ministère délégué » auprès du ministère des relations extérieures chargé de la coopération et du développement, confié à M. Jean-Pierre Côté, est plus laborieuse que prévu. La nouvelle répartition des compétences entre les services est, en partie, à l'origine de la crise qui secoue, avec grève à l'appel, la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques et qui a incité M. Cheysson à faire inspecter ses services. Une importante fraction de son ministère.

Budgétairement, l'intégration n'est pas faite. Le budget du Quai d'Orsay et celui de la Rue Monsieur se présentent sous forme de deux fascicules distincts portant simplement le surtitre commun des « Relations extérieures ». Une forte somme — 1 400 millions de francs — connaît en outre un destin baladeur. Il s'agit de « la contribution budgétaire au développement de l'Algérie », que la France s'est engagée à verser lors de la signature du contrat du gaz algérien, le 3 février 1982. Cette « intervention internationale » entièrement nouvelle porterait le budget du Quai d'Orsay à 9 803 millions de francs, en augmentation de 36,3 %. Mais ne serait-il pas plus logique de l'inscrire en crédit du ministère chargé de la coopération et du développement ? Ce sera sans doute sa destination finale.

Pour ne comparer que ce qui est comparable, le budget du Quai d'Orsay ancienne manière, et « hors gaz », s'élèvera à 8 403 millions de francs, en augmentation de 11,9 % par rapport au budget civil (+ 12,5 %), ce qui fait légèrement progresser la part de l'action diplomatique dans l'ensemble des dépenses de la France : elle passe de 0,91 % à 0,93 % d'une année sur l'autre, et de 1,71 % si l'on prend en compte le contrat algérien.

Ces chiffres sont cependant beaucoup moins satisfaisants quand on considère que les dépenses du Quai d'Orsay sont, pour 56 %, réglées en devises étrangères. Il faut donc compter avec ce que l'on appelle pudiquement l'« effet-change », c'est-à-dire la dépréciation du franc. Celle-ci dévorera selon les spécialistes quelque trois points (sur 1,91) d'augmentation du budget — hypothèse de travail encore très optimiste puisqu'elle est fondée sur un dollar à 6,30 F !

En francs constants (et abstraction faite du contrat algérien), la contribution de la France aux organisations internationales est la plus grande bénéficiaire du budget de 1983, avec une augmentation de 21,4 % en tout (y compris l'« enveloppe recherche » qui finance la participation française aux organisations scientifiques internationales, c'est-à-dire surtout au Centre européen de recherche nucléaire de Genève), et de 18,95 % sans elle. Les seules contributions volontaires les plus significatives progressent de 26,4 %. Il s'agit là d'un choix politique marquant la volonté du gouvernement d'accroître son aide au développement.

Le budget de la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques progresse de 14,2 %, chiffre d'autant plus faible que l'augmentation ira surtout aux rémunérations. Les bourses mises à part, qui recevront 10 millions supplémentaires, les actions culturelles ne seront pas actualisées. La part de la D.G.R.C.S.T. dans le budget tombera au-dessous de 40 %.

Les crédits du service de presse n'est pas actualisé non plus, mais la contribution du Quai d'Orsay aux émissions de radio vers l'étranger est fortement augmentée et atteindra 48 millions.

Les crédits pour les Français de l'étranger n'augmentent que de 0,2 %, mais un effort de solidarité est fait pour les Français en difficulté et pour améliorer le sort des réfugiés, même avant leur accueil en France (pour recueillir les « boat people » par exemple).

Les services de sécurité mis à part, les créations d'emploi sont réduites à douze, mais les syndicats apprécient la titularisation, depuis longtemps réclamée, de deux cent soixante-quatre contractuels et vacataires. Au chapitre des bâtiments, la grosse dépense restera en 1983 la construction de la nouvelle chancellerie de Washington, qui sera achevée en 1984. La construction d'une nouvelle ambassade est envisagée dans un embarras du Co. A Paris, cinquante-neuf millions d'autorisations de programme iront à l'Institut du monde arabe. Avec des augmentations de 22 % et 20 %, une marge importante a été ménagée pour que l'« effet-change » ne pèse pas trop sur les déplacements et les loyers à l'étranger.

Les crédits pour l'acquisition de voitures blindées sont doublés, détail restant confidentiel pour ne pas renseigner les terroristes mais il faudra encore beaucoup d'argent pour un équipement suffisant, chaque véhicule coûtant quelque 500 000 F.

MAURICE DELARUE.

## A TRAVERS LE MONDE

### Botswana

• PROCHAINE VISITE EN FRANCE DU CHEF DE L'ÉTAT. M. Mphahlele, chef de l'État du Botswana, se rendra en visite officielle en France le 15 novembre. C'est la première fois dans l'histoire de cet État d'Afrique australe devenu indépendant en 1966 (ancien protectorat britannique du Bechuanaland) qu'un président de la République visite la France. — (A.F.P.)

### Comores

• RENFORCEMENT DES POUVOIRS DU PRÉSIDENT. Les quatre-vingt-dix députés et conseillers des Comores ont adopté, dimanche 24 octobre, plusieurs amendements à la Constitution, qui renforceront les pouvoirs du président Ahmed Abdallah. Les amendements, adoptés par 83 voix contre 4 et 3 abstentions, prévoient notamment une réduction des pouvoirs des gouverneurs des îles, désormais nommés par le président et non plus élus au suffrage universel. Les ressources des différentes îles dépendront davantage du gouvernement de Moroni. Enfin, le mandat des conseillers est porté de quatre à cinq ans. — (Reuter.)

### Inde

• SIX MEMBRES DES FORCES AUXILIAIRES DE POLICE ont été tués, lundi 25 octobre, dans une embuscade apparemment tendue par des militants du Front national indépendant à Tipaimukh, dans l'État de Manipur, dans le nord-est de l'Inde, a annoncé l'agence Press Trust of India. D'autre part, une personne a été tuée, et trente-cinq autres ont été blessées, dont plusieurs grièvement, mardi 27 octobre, par l'explosion d'une bombe à Amritsar, au Pendjab, au nord-ouest de l'Inde, selon la même agence. Le même jour, le dirigeant

du parti autonomiste, sikh Abhai Dal, Sant Longowal, avait annoncé l'ouverture prochaine de négociations avec son parti et M. Swaran Singh, membre de la communauté sikh et ancien ministre des affaires étrangères, chargé par le premier ministre, M. Gandhi, de tenter de dénouer la crise au Pendjab. L'île la plus radicale du mouvement sikh s'est cependant retirée à partir des pourparlers. — (A.F.P., U.P.)

### Irlande du Nord

• UN MILITANT DU SINN FÉIN (l'association légale très proche de l'I.R.A., M. Peter Corrigan, âgé de quarante-sept ans et père de onze enfants, a été tué par balles devant l'un d'eux mardi 26 octobre à Armagh, dans le sud de la province. La responsabilité du meurtre a été revendiquée par un groupe extrémiste protestant qui affirme avoir voulu venger l'assassinat par l'I.R.A. du sergent Cochrane (le Monde du 27 octobre). Après le meurtre de M. Joseph Donegan par d'autres extrémistes protestants — qui, selon la police, ont battu à mort et défiguré leur victime, il s'agit du troisième assassinat en deux jours depuis les élections de l'assemblée provinciale prévue l'Ulster. — (A.F.P.)

### Kenya

• UN AMÉRICAIN TUÉ. — Un Américain de soixante et un ans a été tué par les gardes du président Kenyan Daniel Arap Moi, alors qu'il essayait d'entrer dans la résidence de celui-ci, a déclaré, mardi 26 octobre, le procureur général, M. William Allen Watt, de Columbus (Ohio), était conseiller d'une société agricole liée à l'État. Selon la police, il n'aurait pas été aux ordres des militaires qui montent la garde à la résidence présidentielle. — (Reuter.)

### Rwanda

• APPEL DU H.C.R. EN FAVEUR DES RÉFUGIÉS. L'Haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, M. Hartling, a lancé, mardi 26 octobre, un appel à une cinquantaine de gouvernements pour financer le programme d'assistance urgente à plus de quarante mille Rwandais, rentrés dans leur pays depuis une quinzaine de mois. Le programme porte sur 5 millions de dollars, a indiqué M. Hartling, en précisant que l'aide apportée jusqu'à ce jour dans le domaine des vivres et des médicaments n'était suffisante que pour un mois. Le partenaire médical

du haut commissariat sur place est l'organisation française Médecins sans frontières. Jusqu'à présent, la distribution de deux mille sept cents tentes et quatorze mille cinq cents couvertures, ainsi que de médicaments, a permis d'éviter la propagation de maladies épidémiques. — (A.F.P.)

### Suède

• LA SUEDE A MIS FIN, mardi 26 octobre, aux recherches entreprises le premier jour de ce mois pour intercepter le mystérieux sous-marin qui avait été détecté dans les parages d'une de ses bases secrètes. — (Reuter.)

### Turquie

• YILMAZ GÜNEY DECHU DE SA NATIONALITÉ. Le cinéaste turc Yilmaz Guney, 40 ans, d'origine grecque, a été déchu de sa nationalité faute d'être retourné dans son pays avant le 25 octobre. Guney s'est échappé il y a un an d'une prison où il purgeait une peine de dix-neuf ans pour le meurtre d'un procureur auxiliaire. Les autorités turques ont déclaré que le 24 septembre dernier, j'ai eu un mois au cinéaste, ainsi qu'à d'autres fugitifs, pour rentrer dans leur pays. — (Reuter.)

## Géopolitiques de l'Apartheid

Stratégie ethnique de l'apartheid

Par Antoine-Jean Bullier

En recréant de toutes pièces un nationalisme fractionnaire, l'apartheid entend établir neuf entités qui seront destinées à l'indépendance. Ce faisant, l'Afrique du sud peut se séparer de ces territoires, mais bien plus de ces habitants qui se verront octroyer une nouvelle citoyenneté tout en perdant leur nationalité sud-africaine. Grâce à cette stratégie de la partition, le problème noir sud-africain aura disparu car l'Afrique du sud dénationalisée tous les Noirs en les rattachant à ces États en passe de devenir indépendants, et ainsi assurera son empire sur tout le sous-continent.

pu

Collection "Politique d'aujourd'hui" 182 pages - 70 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

الكتاب



سكرا من الاجل

## EUROPE

### Allemagne fédérale

#### LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS DU 6 MARS

#### M. Schmidt renonce à briguer à nouveau la chancellerie

De notre correspondant

Bonn. — C'est devant le groupe parlementaire du S.P.D. que l'ancien chancelier Schmidt a fait connaître officiellement, mardi 26 octobre, sa décision de ne pas entrer dans la course à la chancellerie dans la perspective des élections fédérales, programmées pour le 6 mars 1983. Cette renonciation a été décidée par M. Schmidt contre le vœu unanime exprimé et par le groupe parlementaire et par le comité directeur du parti social-démocrate. L'ancien chancelier a évoqué des raisons de santé et des motifs politiques à l'appui de son refus de briguer une nouvelle fois les fonctions de chef de l'exécutif.

Les premières ne sont pas qu'un prétexte. M. Schmidt n'est pas en bonne santé. La pâleur de son teint en témoigne. Ses médecins lui ont conseillé de se ménager. huit ans de pouvoir, à une époque où il n'est plus possible de suivre le train paisible d'un Konrad Adenauer, ont laissé des traces. A soixante-trois ans, M. Helmut Schmidt ne se sent plus la vigueur nécessaire pour gouverner un pays qui est d'ailleurs peut-être en passe de devenir ingouvernable.

De plus, le S.P.D. ne s'attend pas à distancer la C.D.U. dans les prochaines élections. Qu'il soit donc fait M. Helmut Schmidt dans cette galère ? Les sociaux-démocrates n'espèrent pas, très vraisemblablement, la majorité absolue, il leur faudrait, s'ils voulaient sérieusement revenir au pouvoir, négocier avec un partenaire éventuel pour former une majorité. Mais avec qui ? Une grande coalition S.P.D.-C.D.U. étant officiellement exclue pour le moment, un rapprochement avec le F.D.P. de M. Genscher — à supposer qu'il siège au prochain Bundestag — étant encore moins vraisemblable, il ne resterait qu'une coalition possible dans l'immédiat, celle qui, très timidement encore, désigne à Bâle, Bourg et en Hesse, avec les « verts ». Or l'ancien chancelier n'éprouve à leur égard que de la répulsion. Ce n'est pas lui qui leur tendrait la main le 6 mars. Il aurait donc toutes chances de se retrouver battu et isolé.

Ce n'est pas aîné qu'il entend finir sa carrière, ni se placer dans l'histoire.

Ce qui ne signifie pas qu'il va se consacrer à la culture des roses, clairement donné à entendre qu'il se laisserait volontiers réélire au Bundestag, et il est de toute façon à prévoir, que l'ancien chancelier prendra plus d'une fois la parole durant une campagne électorale, qui tournera fatalement autour de son « héritage ».

Il n'est-il jusqu'à patronner une « fête de liste » succédant à la sienne ? Il sera bien obligé de se soumettre à la logique de sa semi-retraite. Pour l'instant, deux prétendants sont apparemment en lice. Le premier est M. Hans-Jochen Vogel, ancien ministre fédéral de la justice, actuellement chef de l'opposition à Berlin-Ouest, et qui passe pour avoir les préférences de M. Willy Brandt, lequel est toujours président du S.P.D. Le second est M. Johannes Rau, ministre-président de Rhénanie du Nord-Westphalie, que le S.P.D. local confie de pas desirer son champ d'action actuel. Les instances supérieures du parti procéderont vendredi à une première sélection, soumise ensuite à des congrès extraordinaires du parti.

Quel que soit le choix qui s'en fera, il est d'ores et déjà certain qu'aucun des aspirants, avoué ou non, à la succession de M. Schmidt ne pourra égaler sa stature ni sa popularité. Les « pressions amicales » qui se sont exercées sur lui jusqu'à la dernière minute n'étaient pas purement symboliques.

ALAIN CLÉMENT.

● M. Franz-Josef Strauss a été réélu mardi 26 octobre, à Munich, ministre-président du Land de Bavière. Le chef du parti chrétien-social bavarois (C.S.U.), allié aux chrétiens-démocrates du chancelier Helmut Kohl et aux libéraux au sein de la coalition gouvernementale, a obtenu à la Diète de Munich une large majorité de 125 voix sur 185. M. Strauss est ministre-président de la Bavière depuis 1978. — (A.F.P.)

### Pologne

#### Le vote de la loi contre le « parasitisme social » confirme l'existence d'un noyau contestataire au Parlement

Les débats de la Diète sur le projet de loi contre le « parasitisme social », adopté, mardi 26 octobre, à une très forte majorité — ont confirmé la cristallisation d'un noyau contestataire au sein du Parlement polonais. Douze votes contre et vingt-deux abstentions ont, en effet, été enregistrés lors du décompte des voix, alors même que la mise hors de la loi de Solidarité avait, elle, déjà suscité douze votes contre mais seulement neuf abstentions.

Pour relative qu'elle soit (la Diète compte quatre cent soixante parlementaires), cette opposition n'en est pas moins significative dans la mesure où, quelle que soit leur étiquette, les députés ont été divisés sur des listes établies par le parti. L'Église, de son côté, n'avait pas hésité, avant les débats de mardi, à écrire au président du Parlement pour demander que soit purement et simplement rejeté un texte qu'elle avait qualifié de « contraire aux intérêts » de la société polonaise. L'extrême droite, elle, s'est opposée à l'interdiction des syndicats indépendants, vient donc encore de s'opposer à l'approche de la grève nationale de huit heures à laquelle les dirigeants clandestins de Solidarité ont appelé la population pour le 10 novembre.

Intitulé « loi sur la manière de se comporter à l'égard des personnes refusant de travailler », le texte sur le « parasitisme social » prévoit que toute personne âgée de moins de cinquante-cinq ans, de sexe masculin et n'ayant pas d'emploi depuis trois mois consécutifs, devra obligatoirement se faire inscrire sur des listes spéciales établies par l'administration. Celle-ci leur attribuera un poste de travail ou une place dans un établissement scolaire. Dans le cas où cette « loi » serait refusée, les récalcitrants seraient inscrits sur une seconde liste recensant, elle, les personnes « refusant délibérément de travailler ».

Arrivés à ce stade, des hommes sont venus à l'Assemblée pour des explications sur leurs sources de revenus, leur logement, pour leur être retiré, et ils pourront être obligés à effectuer, « dans des cas de force majeure », un travail d'urgence pour les conditions d'existence de toute ou partie de la nation, des travaux servant l'intérêt public ». C'est au gouvernement qu'il revient de définir ces cas de force majeure et d'introduire donc ce travail obligatoire dans le pays entier ou dans des régions déterminées. Les députés ont voté la loi de 125 voix contre 12 et 22 abstentions. Ce qui souligne la nature essentiellement répressive — et non prise conjointement par les ministères de l'Administration, de la Justice et de la Défense, l'intérieur. Des peines de trois mois à deux ans de « liberté limitée » sont prévues contre ceux qui ne s'y soumettraient pas.

La couverture médiatique, le procureur général de Pologne, M. Rusek, avait déclaré que ce texte jouerait un rôle important dans le retour à l'ordre et faciliterait la lutte contre les formes les plus dangereuses de la « pathologie sociale ». Prononçant un violent réquisitoire contre le rôle déterminant qu'aurait joué le parti de la gauche, grèves, et centres de subversion intérieure et étrangers », le procureur général a affirmé que « la grande majorité de la classe ouvrière avait accepté la nouvelle loi syndicale ».

avec réalisme » et indiquant aussi que onze mille neuf cent quatre-vingt personnes avaient déjà été poursuivies en procédure sommaire depuis l'instauration de l'état de guerre. Ce chiffre est supérieur aux estimations généralement faites jusqu'à maintenant par l'Église et les milieux syndicaux.

Le rapporteur du projet, M. Puk, a quant à lui déclaré que la loi répondait « à l'intérêt des travailleurs honnêtes » et qu'elle n'instaurait le travail obligatoire que dans « des cas exceptionnels ». Il n'a cependant pas caché que le texte avait suscité dans l'opinion et en commission des « opinions diverses », dont il aurait été tenu compte, puis que le texte définitif n'aurait été établi qu'après un « compromis ».

#### Un geste de défi

Ces assurances n'ont pas empêché plusieurs députés de s'exprimer en termes particulièrement vifs contre le projet. M. Malczewski, un journaliste « sans parti », et connu pour sa probité morale, a ainsi déclaré que « nombreux d'anciens membres de Solidarité » l'invitent pour « différentes raisons » à risquer de tomber sous le coup de cette loi. « Nous faisons face actuellement, a-t-il dit, à une tension dramatique qui s'exprime par des déclarations de ruses et des affrontements sanglants. Personne aujourd'hui ne croit que la C.I.A. soit capable de faire sortir des milliers de soldats de l'étranger pour nous contrôler dans les rues ». Nous aurons dans le passé été témoins d'erreurs de propagande de ce type. Ne les répétons donc pas », a-t-il ajouté avant de conclure en qualifiant la loi de « péroratoire » et « démagogique ».

Parmi les députés qui se sont opposés à l'adoption du texte, on relève quatre des cinq membres du groupe catholique néo-social (le cinquième étant vice-premier ministre) et plusieurs députés du parti démocrate et du parti paysan. Les deux groupes satellites du P.O.P.

Ces hommes ont osé ce geste de défi alors même qu'un député sans parti, partisan de Solidarité, avait été condamné à deux ans de prison pour avoir encouragé des manifestations de protestation contre la loi de Solidarité.

Au cours des débats, une pétition signée par une centaine de parlementaires a par ailleurs été présentée au président de la Diète, demandant que soient mis en jugement l'ancien premier secrétaire Edward Gierek et cinq membres de son équipe.

Le même jour, six élèves et les professeurs de l'école américaine de Varsovie ont dû être évacués d'urgence après qu'un inconnu eut pénétré dans l'établissement et menacé de l'incendier avec un bidon d'essence qu'il commençait à verser. Cet incident s'ajoute à la liste déformable longue des actes de vandalisme commis contre les intérêts occidentaux dans la capitale polonaise.

Le premier secrétaire du parti pour la région de Cracovie, M. Dadrowski, considéré généralement comme une personnalité plutôt ouverte à la démocratie, a été remplacé par le maire de la ville qui aurait conduit la répression contre les manifestations d'il y a dix jours, autour des usines de Nowa Huta. Le dixième plénum du comité central s'est ouvert, ce mercredi matin, pour une session de deux jours.

### Espagne

#### LES DERNIERS SONDAGES ATTRIBUENT AUX SOCIALISTES LA MAJORITÉ ABSOLUE DES SIÈGES AU CONGRÈS DES DÉPUTÉS

(Suite de la première page.)

« Je remercie la confédération patronale, ajoute-t-il ironiquement, d'avoir organisé mille deux cents réunions de travail d'entreprise pour critiquer le programme socialiste. Cela prouve que c'est bien le seul qui existe. » « Je ne vous cache pas que les difficultés que nous attendent sont énormes, poursuit M. Gonzalez. Il y a dans ce pays beaucoup d'entreprises et de banques en crise. Plus tard, si nous ne sommes pas en mesure de résoudre ces difficultés économiques, et si nous ne parvenons pas à faire passer l'argent de tous. Parmi ceux qui nous reprochent de vouloir détruire l'économie, certains ne seront pas mécontents de profiter des fonds publics. Mais d'autres entreprises sont en crise à cause d'une gestion frauduleuse. Leurs responsables seront donc punis, traduits en justice. La législation espagnole ne peut pas laisser plus longtemps impunis les délits économiques. Un gouvernement élu par le peuple ne peut pas laisser impunis les délits économiques. »

Faisant allusion aux rumeurs de « déstabilisation » de la démocratie qui circulent avec insistance à Madrid, M. Gonzalez promet que les socialistes formeront « un gouvernement solide qui défendra l'Espagne contre les putschistes et les terroristes, contre la dynastie, les militaires et contre les abus du Congrès des députés ». Il demande également à ses partisans : « Montrez que vous savez gagner ou perdre avec dignité sans tomber dans la provocation. La seule bataille que nous arborerons le

#### VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 220 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 270 F/mois (sans apport, ni caution)

Livr. gratuite dans tte la France

26 MARQUES REPRÉSENTÉES

Garantie jusqu'à 6 ans ou 70 000 km

Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h

DAUDÉ

73 bis, av. de Wagram, 17°

222-88-54/763-34-17

## PROCHE-ORIENT

### NATIONS UNIES

#### La demande iranienne visant à exclure Israël a été massivement repoussée

New-York (Nations unies)

(A.F.P.). — Israël continuera à siéger à l'Assemblée des Nations unies : la tentative de l'Iran d'exclure l'Etat hébreu a été largement repoussée, mardi 26 octobre, par l'Assemblée qui n'a même pas eu à se prononcer sur l'amendement iranien.

La Finlande a déposé une motion, adoptée par 74 voix contre 9 et 31 abstentions, demandant qu'il n'y ait pas de vote sur la proposition iranienne, dans l'intérêt des Nations unies et de la poursuite des efforts de paix au Proche-Orient.

La Tunisie et l'Égypte ont voté la motion finlandaise. Les autres pays arabes n'ont pas pris part au vote, mais le représentant arabe a dit après coup qu'il avait voté contre s'il avait été présent.

La demande iranienne se présentait comme un amendement au rapport de la commission de vérification des pouvoirs, amendement invalidant les pouvoirs de la seule délégation israélienne (le Monde du 27 octobre).

Le vote a été accueilli avec soulagement par de nombreuses délégations. Le représentant israélien, M. Bitum, s'en est félicité et a signalé que l'Iran et la Libye, qui avaient voté contre la motion finlandaise.

La Tunisie et l'Égypte ont voté la motion finlandaise. Les autres pays arabes n'ont pas pris part au vote, mais le représentant arabe a dit après coup qu'il avait voté contre s'il avait été présent.

### A NAPLOUSE, EN CISJORDANIE

#### Un jeune Palestinien a été tué et trois autres ont été blessés par des colons israéliens

Jérusalem (A.F.P.). — Un jeune

Palestinien a été tué et trois autres ont été blessés par des balles israéliennes à Naplouse (Cisjordanie) à la suite d'incidents entre colons israéliens et jeunes manifestants arabes (voir dernière édition du 23 octobre).

L'armée israélienne est intervenue pour rétablir le calme et a imposé le couvre-feu dans le camp de réfugiés de Balata, à la périphérie de la ville. A la suite de ces incidents, la vieille ville de Naplouse et les principaux bazars de la ville moderne se sont mis en grève.

Le jeune manifestant tué, Itham Lufia, quinze ans, a été atteint par des automobilistes qui avaient été pris à partie par des manifestants arabes devant le camp de Balata, a précisé un porte-parole militaire israélien.

Au cours du même incident, deux autres Palestiniens ont été blessés par balles par les mêmes colons.

D'autre part, une autre personne a été blessée au cours d'un incident antérieur, dans le centre de Naplouse. Les versions données par les porte-parole officiels et les témoins palestiniens diffèrent sensiblement.

Selon la version officielle israélienne, un professeur qui circulait dans un autobus avec les étudiants d'une implantation juive voisine de Naplouse a ouvert le feu « en état de légitime défense » contre des colons qui s'en prenaient aux étudiants juifs.

Pour les Palestiniens au contraire, des colons israéliens ont organisé un véritable raid contre trois collèges secondaires de Naplouse, battant une garnison d'étudiants. De source palestinienne, on précise que c'est cet incident qui a été à l'origine de l'agitation des jeunes dans Naplouse, entraînant la fermeture des écoles, des bazars et finalement les affrontements de Balata où le jeune Palestinien a trouvé la mort.

Les autorités universitaires ont lancé un appel pour que les autorités laissent les enseignants étrangers poursuivre leur travail dans de quoi l'avenir universitaire des Palestiniens risquait d'être compromis.

### AU SUD-LIBAN

#### Quand les Palestiniens d'Ain-Heloué refusent de vivre sous des tentes

Salda (Sud-Liban) (A.F.P.). —

Les Palestiniens du camp d'Ain-Heloué, dans le banlieue sud de Salda (40 kilomètres au sud de Beyrouth), ont marqué, mardi 26 octobre, leur refus de vivre sous des tentes en brûlant la première tente qui venait d'être installée par l'UNRWA (Office des Nations unies chargé des réfugiés palestiniens).

Mardi, dès le début de la matinée, des femmes et de nombreux enfants se sont rassemblés dans la partie sud du camp, où des employés de l'UNRWA avaient installé des tentes. Les femmes crient, alors que les enfants arrachent la tente avant de la brûler et de danser autour du brasier en chantant : « Nous ne voulons pas de tentes. »

La manifestation prend alors un tour nouveau. Quelques pierres sont jetées sur des soldats israéliens qui se trouvent à proximité, mais qui n'ont pas bougé pendant tous les incidents. Les enfants crient : « Palestine ! » en faisant de la main le signe de la victoire, alors que les femmes demandent la libération des prisonniers d'An-Nasser (Sud-Liban), détenus par l'armée israélienne.

toujours moqués de nous ».

Les couverts de l'UNRWA commencent à brûler. La première tente, une tente verte de l'armée palestinienne, de 4 mètres sur 4. Elle doit servir d'abri à sept personnes pour l'hiver, selon un responsable de l'UNRWA. Aussitôt la tente installée, les femmes et les enfants entrent à l'intérieur ; alors des membres de l'UNRWA essaient sans conviction de les chasser.

Puis, d'un seul coup, la tente s'effondre sous les coups de feu des soldats. C'est l'explosion de joie. Les femmes rient, alors que les enfants arrachent la tente avant de la brûler et de danser autour du brasier en chantant : « Nous ne voulons pas de tentes. »

La manifestation prend alors un tour nouveau. Quelques pierres sont jetées sur des soldats israéliens qui se trouvent à proximité, mais qui n'ont pas bougé pendant tous les incidents. Les enfants crient : « Palestine ! » en faisant de la main le signe de la victoire, alors que les femmes demandent la libération des prisonniers d'An-Nasser (Sud-Liban), détenus par l'armée israélienne.

### LA GUERRE DU GOLFE

#### L'Irak accepte le tracé des frontières avec l'Iran défini par l'accord d'Alger de 1975

Moscou (A.F.P.). — L'Irak a

annoncé officiellement, mardi 26 octobre, qu'il acceptait le tracé des frontières entre l'Irak et l'Iran, tel qu'il avait été défini par l'accord signé à Alger en 1975. L'agence irakienne INA a diffusé, mardi, ce qu'elle a appelé les « grands traits des nouvelles propositions » soumises samedi dernier aux deux belligérants par la délégation du comité islamique de paix que Bagdad avait annoncé avoir acceptées. En revanche, Téhéran les avait refusées, en se référant au traité de 1975.

Ces propositions comprennent « sept éléments pour une solution pacifique du conflit », le premier étant l'arrêt immédiat des hostilités, et le second le retrait des deux belligérants sur les frontières internationales conformément aux accords d'Alger de 1975.

Lors du déclenchement de la guerre en septembre 1980, l'Irak avait demandé les accords d'Alger, en soulignant qu'il n'était pas respecté par la partie iranienne. Le 30 juin dernier, l'Irak effectuait un « retrait » sur les frontières internationales, mais sans faire référence à ces accords.

Cependant, Téhéran a encore réaffirmé dimanche dernier que l'Irak occupe toujours « 170 kilomètres carrés de son territoire à la ville de Naji-Char ».

Les autres « éléments pour une solution pacifique globale » prévoient, selon Bagdad, la création de trois comités formés par l'organisation de la conférence islamique (O.C.I.) de l'instauration d'un cessez-le-feu :

1) Un comité chargé de définir l'agresseur ;

2) Un comité chargé de trouver une solution au problème des frontières terrestres et fluviales ;

3) Un comité d'observateurs sur les frontières.

Les propositions islamiques comprennent enfin l'INA la création d'un fonds de l'O.C.I. pour la reconstruction des deux pays.

Entre-temps, les combats se sont poursuivis. L'aviation irakienne a bombardé, mardi 26 octobre, la ville de Deraïr, située à 700 kilomètres au sud-ouest de Téhéran. Selon un premier bilan, le bombardement a fait vingt et une victimes et a détruit une cinquantaine d'habitations qui ont été détruites.

**FORGEST**  
vous propose  
ses séminaires sur  
**IMPÔTS SUR LES GRANDES  
FORTUNES**  
NOUVEAU  
PLAN COMPTABLE  
CONTRÔLE FISCAL

**FORGEST-LENDRE**  
10 rue de la Paix, 75002 Paris  
Tél. 01 47 33 36 36

**INTÉGRATION  
ET DÉMOCRATIE**  
Armando TOLEDO LAREDO  
Institut d'études européennes  
215 PB + 40 PB (rue d'Anvers)  
Editions Université de Bruxelles  
Av. F. Bâger 28 - 1050 Bruxelles  
Tél. 02/443.00.39 ext. 3795  
C.C.P. 000-0749221-02

**RETROPROJECTION**  
VOS TRANSPARENTS  
EN QUADRICHROMIE  
DANS LA 12 JOURNÉE À PARTIR DE TOUT DOCUMENT COULEURS  
TRAITEMENT EN UN SEUL ÉTAPE À PARTIR D'UN OBJET  
ETRAVE 38 av. Daumesnil Paris-12° - 347.21.32

**Champs-Élysées :  
la venue de Volvo.**



Volvo Paris s'agrandit avec une nouvelle  
adresse prestigieuse. Pour découvrir une  
gamme complète : 138, avenue des Champs-  
Élysées 75008 Paris, tél. : 225.60.70

**VOLVO**

# AMÉRIQUES

## États-Unis : les élections à mi-parcours

(Suite de la première page.)

La bataille du 2 novembre a été influencée par les PAC (Political Action Committee). Ce sont des associations de citoyens qui, très légalement, participent aux campagnes électorales. Soit en soutenant un candidat, soit en l'attaquant, soit en faisant leur propre propagande électorale. Institué après le scandale du Watergate pour assainir « l'argent politique », les PAC se sont multipliés : on en a compté plus de trois mille au cours de cette campagne, avec un budget total de 250 millions de dollars. De quoi bouleverser toutes les règles du jeu.

Il existe toutes sortes de PAC. Ceux des syndicats (qui soutiennent les démocrates), ceux du patronat (qui avantagent plutôt les républicains) et tous les groupes d'intérêts qui ne faisaient, au cours de la campagne, ni du civisme ni de la philanthropie. Si l'Association nationale des vendeurs d'automobiles distribuait des enveloppes, c'était simplement pour empêcher le vote d'une loi qui aurait interdit de cacher, à

l'acheteur les défauts d'un véhicule usagé.

Selon Time, le sénateur républicain de l'Utah, M. Orrin Hatch, a réussi à séduire cinq cent trente et un PAC, qui lui ont versé 750 000 dollars pour sa campagne. Record absolu. Mais rien ne permet d'affirmer que les amis de M. Reagan se sont mieux vendus que les démocrates. On sait, en revanche, que les PAC « idéologiques » les ont énormément aidés.

A lui seul, le « National conservative PAC » disposait de 10 millions de dollars. Près de la moitié a été consacrée à la « propagande négative », c'est-à-dire à des attaques — souvent assez basses — contre des démocrates coupables de libéralisme. Dans le Tennessee, cette organisation s'en est prise au sénateur Jim Sasser, favorable à l'avortement, sur le thème : « Non aux assassins qui votent pour le meurtre des petits enfants ».

M. Reagan a lui-même essayé, pendant quelque temps, de braver le projecteur sur des thèmes sociaux, comme l'avortement ou la prière volontaire dans les écoles publiques. Il pensait ainsi à une pierre deux coups : ces batailles détourneraient l'attention de l'économie et consolideraient la « nouvelle droite », qui se sent si négligée depuis deux ans. La Maison Blanche a donc favorisé quelques votes sur ces thèmes au Congrès. Echec total : aucun texte n'est passé, l'Amérique avait l'esprit ailleurs.

### L'éléphant et la porcelaine

La politique étrangère ? Elle n'avait aucune raison de dominer la campagne. Ce sont toujours des thèmes économiques ou locaux qui comptent aux « mid-term elections ».

La diplomatie américaine ne se préoccupe d'ailleurs pas aux grandes polémiques en ce moment. Le nouveau secrétaire d'Etat, M. George Shultz, est un homme prudent, mesuré, largement respecté. Les Américains n'ont plus — comme l'an dernier pour le Salvador ou cet été pour le Liban — des raisons dramatiques de se diviser. Reste, bien sûr, une vaste opposition à l'arsenal nucléaire et au réarmement. Mais elle relève moins d'une analyse de la situation internationale que d'un mouvement instinctif et d'un fait de société. Si M. Reagan a pris le risque, le 15 octobre, de garantir des ventes supplémentaires de céréales à l'U.R.S.S., n'est-ce pas parce que la situation économique des agriculteurs paraît plus importante aux électeurs que les méfaits du Kremlin ?

Il fallait donc centrer tous les efforts sur le débat économique. Ou bien leurs propres divisions, M. Reagan et ses amis se sont ingéniés à défendre deux années de gestion républicaine. Ils pouvaient insister à juste titre sur le freinage de la hausse des prix (moins de 6 % cette année) et sur les allègements fiscaux (une réduction de 25 % des impôts sur le revenu). Il n'était pas bon, en revanche, de trop souligner la diminution des dépenses fédérales, car elle a affecté surtout les programmes sociaux et n'a pas empêché un déficit budgétaire colossal.

Restait à affronter le plus dur : le volet négatif des « reaganomics ». Comment répondre à la saisissante publicité télévisée des démocrates montrant un éléphant (symbole du parti républicain) se frayer un passage dans un magasin de porcelaine chinoise ? Car si la Bourse et les taux d'intérêt ont choisi septembre pour s'améliorer, c'est aussi en septembre que le chômage a crevé le plafond des 10 % pour la première fois depuis 1940.

Avec les « reaganomics », constatait l'économiste démocrate Walter Heller, on a changé une inflation à deux chiffres contre un chômage à deux chiffres. Et parfois deux gros chiffres. Non seulement dans le nord industriel, mais dans des régions traditionnellement républicaines et conservatrices.

M. Reagan et ses amis ont tout fait pour attribuer la responsabilité de la crise aux administrations précédentes et aux démocrates. Les démocrates, « ces grands dépensiers au Congrès » qui n'ont rien de nouveau à proposer. « Ils sont toujours en train de se battre contre le prési-

dent Hoover », affirmait ironiquement M. Richard Richards, président du Grand Old Party.

Ayant fusillé le passé et attribué aux démocrates les maux présents, le parti républicain n'avait plus qu'à promettre les lendemains qui chantent. Une révolution est en cours, affirment ses messages publicitaires. Ne soyons pas trop pressés. Il faut « tenir bon ». Et désignant familièrement du doigt ce président si sympathique : « Let's give the guy

a chance » (« Donnons sa chance à cet homme »). Ou, plutôt, une autre chance, car peu de présidents américains auront eu les mains aussi libres. M. Reagan au début de leur mandat.

ROBERT SOLÉ.

Prochain article :

LES ESPOIRS  
DES DÉMOCRATES

### PROPRIÉTAIRES...

Une loi nouvelle, complexe,  
**LA LOI QUILLIOT**  
bouleverse les relations entre  
les locataires et les bailleurs.

Pour vous conseiller :

**LA CHAMBRE SYNDICALE  
PARISIENNE DES PROPRIÉTAIRES**  
274, Bd Saint-Germain - 75007 Paris  
Affiliée à l'U.N.P.I.

- Consultations orales sur place de 9h. à 12h. et de 14h. à 17h.
- Consultations écrites
- Imprimés
- Documentation sur demande

### EN CALIFORNIE

#### Une Arlésienne nommée Reagan

De notre envoyée spéciale

Los Angeles. — Viendra, viendra pas ? M. Ronald Reagan va-t-il venir soutenir MM. Pete Wilson et George Deukmejian, respectivement candidats au Sénat et au poste de gouverneur de Californie ? La président en a sans doute bien envie, mais ses amis paraissent l'en avoir dissuadé.

M. Reagan est certes encore personnellement populaire dans l'Etat dont il a été huit ans gouverneur. Sa politique économique l'est beaucoup moins : avec un peu de retard, la crise a fini par atteindre la Californie : 1 300 000 chômeurs, soit 10,1 % de la population active ; l'automobile, la construction et l'acier en chute libre ; les prix agricoles en baisse ; les emplois publics en régression accélérée depuis la réduction des taxes d'habitation (proposition 13). Bref, pour la première fois depuis deux décennies, les Californiens — un Américain sur dix — n'ont pas le moral.

M. Jerry Brown, l'homme sans doute le plus honni des républicains, est un adversaire démocrate redoutable pour M. Pete Wilson, parce que, après tout, il a été un bon gouverneur pendant huit ans, comme M. Reagan, auquel il a succédé.

Parmi les supporters de M. Brown, figure M. Tom Hayden, célèbre jeune homme en colère des années 65-70, aujourd'hui marié à la comédienne Jane Fonda. Celle-ci verse à la campagne démocrate une partie non négligeable des sommes considérables que lui rapporte son dernier livre sur les exercices physiques, en tête des best-sellers depuis des semaines.

M. Hayden, qui porte aujourd'hui le cheveu grisonnant et court, tire encore les républicains, inquiète les démocrates modérés et ramène au parti de nombreux jeunes gens que M. Carter avait découragés. Les derniers sondages donnent une légère avance à M. Wilson sur M. Brown. Ce qui permet aux amis de M. Wilson de clamer que leur candidat n'a pas besoin de l'appui du président, si occupé par ailleurs.

En fait, les républicains craignent les écarts de langage de M. Reagan, dont la campagne électorale paraît ces derniers temps stimuler ce que certains éditorialistes appellent son « tempérament irlandais ».

La venue de M. Reagan ne paraît donc pas très souhaitée dans l'entourage de M. Deukmejian, l'attorney général (ministre de la justice) de l'Etat, candidat au poste de gouverneur, qui mène une bataille particulièrement délicate contre son adversaire, M. Tom Bradley, maire de Los Angeles depuis 1973.

M. Bradley, âgé de soixante-quatre ans, Noir, petit-fils d'esclave, est un ancien policier. Intègre, prudent, discret, doué d'une formidable présence physique, M. Bradley a réussi en neuf ans à faire oublier à ses administrés qu'il était Noir et la question raciale a été gommée de la campagne électorale d'un commun accord avec M. Deukmejian, qui est lui-même Arménien, ce qui, dans certaines communautés ethniques de la région, n'est pas forcément beaucoup mieux vu que la « négritude » de M. Bradley. Parmi les soutiens de M. Bradley, figurent les excellentes relations qu'il entretient à la fois avec les milieux d'affaires, les syndicats et l'importante colonie asiatique de Los Angeles. Les uns et les autres ont d'ailleurs largement contribué financièrement à sa campagne.

M. Deukmejian s'est fait l'avocat de la « reaganomie » la plus orthodoxe et déclare qu'il importe avant tout de rétablir « un climat de confiance pour les entreprises ». M. Bradley, lui, compte sur les victimes de la « reaganomie » : les chômeurs, les retraités, les femmes seules chargées de famille et les minorités ethniques.

Les sondages donnent une certaine avance à M. Bradley sur son adversaire et, comme le dit M. Richard Sagerblom, chef de la campagne démocrate à Los Angeles : « Si Tom Bradley l'emporte, ce sera une victoire démocrate ; mais si Jerry Brown gagne, ce sera un échec pour M. Reagan ».

NICOLE BERNHEIM.

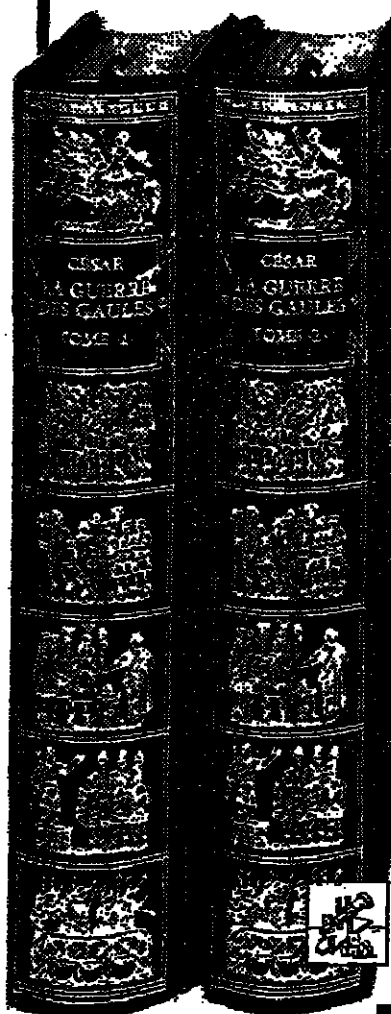


Quand César vint au monde, rejeton débile d'une famille patricienne déchue, Rome était désolée par les discordes, les rivalités politiques et les soulèvements militaires.

### César pleure d'envie devant la statue d'Alexandre le Grand

Jeune homme de santé médiocre, souffrant de crise d'épilepsie, prodigue et efféminé, César paraissait avoir comme seuls penchants l'élégance et les plaisirs. Rares furent les esprits qui surent déceler dans ce mauvais sujet le futur maître de Rome et le fondateur de l'Empire.

« Nous garantissons que nos romans sont toujours en plan car de nos jours, il n'y a plus de temps pour les romans ».



## En deux volumes d'art Jean de Bonnot publie la "Guerre des Gaules" de Jules César

C'est le premier livre de l'histoire  
de notre Patrie.



César s'était juré en regardant combattre ces légionnaires : "je chercherai ma chance jusqu'au fond de l'eau".

Seul Sylla, le tyran, ne s'y trompa pas et voulut le faire mettre à mort. Il prophétisa : « dans César se cachent plusieurs Marius ». En effet, sous ses apparences mondaines et débauchées, il était habité par une ambition brûlante et sans limites.

En Espagne, nous relate Suétone, on l'avait vu pleurer d'envie devant la statue d'Alexandre le Grand « car à son âge, celui-ci avait déjà conquis le monde ». Plus tard, il s'était juré : « je chercherai ma chance jusqu'au fond de l'eau ».

Enfin la fortune frappe à la porte de César : le Sénat romain le charge du gouvernement des Gaules, plus pour l'éloigner de Rome que pour le récompenser.

Cette Gaule « héroïque et rebelle » En huit ans, César soumet 300 nations, prend d'assaut 800 villes. Un million de valeureux guerriers gaulois périront, autant que de Français à la guerre de 14-18 pour une population sept fois inférieure ! Avec une précision remarquable et un style de grand écrivain, César informait régulièrement le Sénat de ses mouvements et de ses victoires. Plus tard, il réunira ses rapports dans un seul ouvrage auquel il donnera le titre de « de Bello Gallico » : la Guerre des Gaules. Même Cicéron, ennemi de César, reconnaît dans son livre Brutus que cette œuvre « a été rédigée dans un style si parfait et naturel qu'il a enlevé aux historiens sensés l'idée d'écrire sur le même sujet ».

### Avec Napoléon l'Histoire a aimé se répéter

Deux mille ans plus tard environ, dans une petite ville de la Corse, naît un autre rejeton de famille noble déchue. Petit, frêle, d'une paleur mortelle, il sera un jeune officier sans commandement et sans avenir jusqu'au moment où, pour l'éloigner de Paris, le Directoire lui donnera le commandement d'une armée affamée et en guenilles, l'Armée d'Italie. Bonaparte en fera l'outil pour la conquête du pouvoir.

Combien de fois Napoléon a-t-il médité sur l'œuvre de César. Combien de nuits entières passées à étudier ses manœuvres d'attaque et de défense, ses actes politiques, ses ruses et ses projets ambitieux.

Quand Waterloo eut abattu les

aigles impériales, le prisonnier de Sainte-Hélène dicta à son fidèle Marchand ses « Réflexions sur la Guerre des Gaules de César ». Parues en 1836, introuvables aujourd'hui, nous publions, réunies dans leur intégralité, les écrits de ces deux hommes si semblables dans leur destin de conquérants et de fondateurs d'empires.

### Description de l'ouvrage

2 volumes en octavo (14 x 21 cm), 956 pages au total, 87 illustrations, 10 cartes géographiques. Deux autres documents y sont reproduits : la vie de César par Plutarque et un remarquable ouvrage d'identification des noms des villes et des sites gaulois.

Papier chiffon filigrané aux canons. Reliures plein cuir vert antique, coupées d'une seule pièce. Motifs à froid et à l'or sur le dos et les plats. Tranches supérieures dorées aussi à l'or fin titre 22 carats. Nos décors sont gravés à la main, 78 cm<sup>2</sup> de feuille d'or pur ont été utilisés pour chaque volume.

### Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails qui prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

### CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale. Cette gravure de 14 x 21 cm est numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot

### Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT  
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume de « la Guerre des Gaules » de Jules César, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 156 F (+ 12,10 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'enverrez le deuxième et dernier volume au même prix, le mois suivant.

Nom ..... Prénoms .....

Adresse complète .....

Code postal ..... Ville .....

Signature ..... 1

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

CINQ SIÈCLES  
D'HORLOGERIE  
DU XVI<sup>ème</sup> siècle  
A SANTOS  
de Cartier

CARTIER ET LE MUSÉE INTERNATIONAL  
D'HORLOGERIE DE LA CHAUX-DE-FONDS (SUISSE)

EXPOSITION  
DU 21 OCTOBRE AU 31 OCTOBRE INCLUS  
DE 13 H À 19 H DU LUNDI AU VENDREDI  
FERMÉ LE MARDI  
DE 11 H À 18 H SAMEDI ET DIMANCHE  
MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS  
107, RUE DE RIVOLI-PARIS

سكنا من الامم



## AMÉRIQUES

### El Salvador

#### Le leader de la droite rejette les offres de négociations de l'opposition

M. Guillermo Ungo, président du Front démocratique révolutionnaire (F.D.R.), qui regroupe les principales formations de l'opposition salvadorienne et qui est le « bras politique » de la guérilla, a donné des précisions, le mardi 26 octobre, à Mexico, sur les propositions que le Front a faites la semaine dernière au gouvernement de M. Álvaro Magaña, pour engager des négociations en vue de mettre fin à la guerre civile.

Ces propositions comprennent les cinq points suivants :

- Dialogue « direct » et « sans conditions préalables » entre, d'une part, le F.D.R. et le Front Farabundo Martí de libération nationale, et d'autre part, le pouvoir exécutif, l'Assemblée nationale constituante et les forces armées ;

- Désignation par les deux parties de délégués plénipotentiaires ;

- Constitution d'une commission de bons offices pour faire la liaison entre les deux parties ;

- Participation au dialogue de représentants de partis politiques, d'organisations ouvrières et paysannes, d'hommes d'affaires et de professeurs ;

- Assistance aux négociations de représentants de pays étrangers.

M. Ungo a précisé qu'un éventuel cessez-le-feu devrait être le résultat des négociations et non une condition préalable.

Mais à San-Salvador, le président de l'Assemblée nationale, M. Roberto D'Aubuisson, également leader de la principale formation composant la coalition gouvernementale, l'ARENA (extrême-droite), a déclaré mardi

qu'il ne « permettrait pas un quelconque dialogue ou négociation avec les groupes criminels du F.D.R. et du F.M.L.M. » : « Nous continuerons à nous battre et nous allons triompher », a-t-il ajouté.

D'autre part, le service de presse des forces armées a confirmé, mardi, que huit dirigeants de l'opposition avaient été arrêtés ces derniers jours et qu'ils seraient traduits pour « activités terroristes » devant un tribunal militaire. Parmi ces huit personnes figurent trois des cinq responsables du F.D.R. dont on avait signalé l'enlèvement dans la capitale par des hommes en civil. Il s'agit de MM. Carlos Molina, Luis Antonio Menjícar et Mauricio Domenech. L'armée indienne en outre de M. Julio Cesar Saravia Martinez, Victor Jovel, Jorge Alberto Martinez et Jorge Valencia. — (A.F.P., U.P.I.)

#### ARMANDO VALLADARES CHOISIT M. WALESA COMME « TÉMOIN SPIRITUEL » DE SON MARIAGE

Le poète cubain Armando Valladares souhaite que M. Lech Waleza et son épouse soient ses témoins à son mariage religieux, qui aura lieu, dit-il, « dès que les autorités cubaines auront respecté leur promesse de laisser sortir ses proches ».

« Si M. Lech Waleza et son épouse ne peuvent venir, je leur demande d'être mes témoins spirituels », a-t-il déclaré, le mardi 26 octobre, au cours d'une réception organisée en son honneur par les éditions Grasset.

## ASIE

### Chine

#### La lutte idéologique contre les gauchistes s'accompagne d'une reprise en main de l'appareil

De notre correspondant.

Pékin. — La direction politique issue du douzième congrès du P.C.C. paraît décidée à agir sans faiblesse contre les tendances gauchistes dans le parti. L'affaire Wei Guoqing a montré la détermination de M. Deng Xiaoping de sanctionner ceux, fussent-ils au niveau le plus élevé, qui tentent de remettre en cause la ligne adoptée. Réélu au bureau politique, M. Wei avait été privé, quelques jours plus tard, de son poste de directeur du département politique de l'armée pour avoir laissé publier, dans le journal de celle-ci, un article déviant des orientations idéologiques actuelles (le Monde du 2 octobre).

Cette affaire a retenu l'attention par son côté spectaculaire. Mais elle n'est sans doute qu'un élément dans un ensemble plus vaste. Tout indique en effet, d'une part, que, nonobstant les conclusions du douzième congrès, le débat de tendances continue au sein du parti et de l'armée et, d'autre part, que l'axe dominant de la direction, animée par MM. Deng et Hu Yaobang, est plus que jamais résolu à supprimer toute contestation ouverte et à consolider ses assises. L'action du pouvoir, ces dernières semaines, s'est déroulée sur deux plans : celui de la propagande et celui de la discipline.

A en juger par la presse, les principaux problèmes sur le plan idéologique paraissent provenir de la difficulté à expliquer, dans certains milieux, en particulier l'armée, l'abandon de la ligne consistant à « prendre la lutte des classes comme axe », ainsi que le rejet du slogan demandant de « mettre la politique aux commandes ». Ces positions ne sont pas nouvelles, mais le fait qu'elles aient été entérinées par le congrès leur donne désormais valeur exécutoire. Ainsi, récemment, le Quotidien du peuple reproduisait un article du journal de l'armée appelant à se débarrasser d'un point de vue gauchiste dans la question de la lutte des classes. Pas plus tard que le 26 octobre, l'organe du parti assimilait aux trotskistes ceux qui continuent à propager le mot d'ordre « erroné » sur la nécessité de « placer la politique aux commandes ». Or ces deux thèses avaient été défendues publiquement, il y a peu encore, par M. Wei.

Parallèlement à cette controverse idéologique, qui a parfois tendance

à dégénérer en une dispute scholastique assez confuse, une remise en ordre s'effectue dans l'appareil sur le plan de l'organisation et de la discipline. Celle-ci prend des formes diverses, allant de l'autocritique classique des responsables à l'expulsion des éléments rebelles. Le tout se déroulant sur un arrière-plan de procès organisés contre d'anciens membres de comités révolutionnaires accusés d'être des partisans des « cliques de Lin Biao et de Jiang Qing ». Des procès de ce genre ont été signalés ces derniers temps dans plusieurs provinces (Heilongjiang, Liaoning, Hunan, Yunnan, Sichuan et à Shanghai) et dans l'armée.

L'autocritique la plus remarquée a été celle de M. Mao Zhiyong, premier secrétaire du Hunan, province natale de Mao Zedong, dans laquelle M. Hua Guofeng a fait pratiquement toute sa carrière. A l'issue du douzième congrès, M. Mao a reconnu que le comité du parti qu'il dirige avait été « influencé par le culte de la personnalité », qu'il avait soutenu la théorie des « deux soutiens inconditionnels » (tout ce que Mao Zedong a fait ou dit est correct) et qu'il n'avait pas organisé

« sérieusement » la discussion sur « la pratique, seul critère de la vérité ». Il est connu que M. Mao, le successeur de Mao, aujourd'hui écarté du pouvoir, ne souscrit pas à cette thèse, à laquelle il se serait encore opposé devant le comité central réuni à la veille du congrès.

La reprise en main semble être particulièrement énergique dans la province du Hebei, qui entoure Pékin, et d'où se succèdent les nouvelles de limogements et d'expulsions du parti. Un nouveau premier secrétaire vient d'être nommé dans cette région, érigée en fief gauchiste pendant la révolution culturelle. Des luttes, assez âpres, semblent en cours à Pékin et Shanghai, où la situation n'est pas encore décaillée. On comprend, dans ces conditions, que M. Hu ait élargi le besoin, récemment, de réaffirmer la stabilité de la situation politique dans le pays. Recevant des journalistes français qui accompagnaient M. Marchais, le secrétaire général du P.C.C. avait assuré passer en « contrat » garantissant que « cette stabilité durera au moins dix ans ». C'est aussi une impression d'ordre et de planification à long terme que suggère le discours prononcé

par M. Hu lors de la première session de nouveau comité central, le 13 septembre, et que la presse vient de publier. Rompent avec les habitudes de boykot soigneusement entretenues autour des activités du parti et de l'Etat, le dirigeant chinois annonce qu'aucune réunion du comité central ne sera convoquée d'ici le printemps prochain. Une nouvelle Assemblée nationale populaire sera formée en mai ou juin 1983, des élections devant se tenir dans les trois mois précédents.

La réorganisation des structures administratives (réduction du nombre des cadres et réajustement) devra être accomplie au niveau provincial d'ici au printemps 1984.

La prochaine échéance, cependant, à laquelle se préparent les dirigeants chinois est celle de la 8<sup>e</sup> session de l'actuelle Assemblée, prévue pour le mois prochain et au cours de laquelle doit être approuvée la nouvelle Constitution. On n'écrit pas que le vieux maréchal, Ye Jianying annonce, à cette occasion, son intention de se retirer, laissant ainsi la place libre pour le choix du futur président de la République, poste pour lequel le nom de M. Li Xiannian, membre permanent du bureau politique, est de plus en plus avancé.

MANUEL LUCBERT.

### Cambodge

#### APRÈS LE VOTE DES NATIONS UNIES

#### Le gouvernement de coalition va devoir faire la preuve de sa crédibilité

De notre correspondant en Asie du Sud-Est.

Bangkok. — « L'ONU s'est permise une ingérence grossière, brutale et inadmissible dans les affaires intérieures du Cambodge », a affirmé le ministère des affaires étrangères du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh, dans une déclaration rendue publique mardi 26 octobre, au lendemain du vote de l'Assemblée générale des Nations unies qui a autorisé le gouvernement de coalition, au sein duquel les Khmers rouges cohabitent avec les partisans du prince Sihanouk et de M. Son Sann, à occuper le siège du Cambodge à l'ONU.

« Ce soi-disant gouvernement (...), ajoute le ministère, n'est qu'un rassemblement forcé de quelques traîtres groupés autour de criminels de génocide, afin de les déguiser en apôtres du patriotisme. » En revanche, les membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) (1) se sont félicités de ce « triomphe » qui, selon M. Ghazali Shafie, ministre malaisien des affaires étrangères, «ève tous les doutes sur la légitimité du gouvernement de coalition ». Quant à l'abstention de la France, on l'explique à Bangkok par « les illusions que celle-ci se fait encore sur le poids de son influence dans ses anciennes colonies d'Indochine ».

En s'employant activement à favoriser la formation d'un gouvernement de coalition et en plaçant à sa tête le prince Sihanouk, seul homme politique encore populaire à l'intérieur comme à l'extérieur du Cambodge, l'ASEAN a atteint son but : obtenir des Nations unies, sur la question cambodgienne, un vote plus franc et plus massif que les

trois années précédentes (le Monde du 27 octobre). Il reste à savoir si cette incontestable victoire donnera à réfléchir aux dirigeants vietnamiens et les incitera à composer avec leurs adversaires.

L'opposition cambodgienne et ceux qui la soutiennent savent parfaitement qu'ils ne gagneront pas la partie à la pointe des baïonnettes. Le prince Sihanouk l'a répété à New-York : « Il n'y aura, sur le champ de bataille, ni vainqueur, ni vaincu. » Le peuple cambodgien est trop épuisé psychologiquement et physiquement, pour se lever en masse à son appel, même si le régime en place à Phnom-Penh est loin de le satisfaire. Mais l'adage « Si tu veux la paix, prépare la guerre » reste d'actualité. Selon des experts militaires occidentaux, les Khmers rouges disposeraient de 22 000 à 25 000 hommes. Les Forces nationales, qui viennent de recevoir, via Singapour, plusieurs milliers de fusils, en aligneraient de 13 000 à 15 000, face à 180 000 soldats vietnamiens.

Chaque faction continue de mener son combat singulier, d'entretenir les mêmes rivalités avec les factions adverses, si tant est qu'elle n'ait pas à surmonter ses propres dissensions : entre « seigneurs de la guerre », comme ce fut le cas tout récemment, dans les rangs du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.), avec la démission forcée du général Dien Del, chef d'état-major, compromis

dans l'assassinat du commandant du camp de Non-Samet (le Monde du 20 octobre).

Le gouvernement de coalition n'est rien d'autre, en effet, qu'un gouvernement sur le papier. « Il lui appartient maintenant de prouver qu'il est crédible », affirme M. Arun Panupong, vice-ministre thaïlandais des affaires étrangères. D'aucuns, au sein de l'ASEAN, nourrissent le secret espoir qu'avant le temps, par le jeu de déflections de plus en plus nombreuses, les Khmers rouges perdront leur prépondérance au sein de l'opposition cambodgienne et que celle-ci sera, dès lors, en meilleure position pour négocier, le moment venu, avec Hanoi.

Pour l'heure, chaque camp tente d'apprécier les conséquences d'un éventuel rapprochement sino-soviétique. Hanoi continue d'exploiter l'apogée chinoise pour dissuader Moscou d'aller trop loin dans la voie du dialogue avec Pékin, dont elle ferait les frais. L'ASEAN cherche à obtenir des responsables chinois qu'ils ne sacrifient pas la juste cause du Cambodge à des intérêts égoïstes. Le général Prem Tinsulanond, premier ministre thaïlandais, doit se rendre, à la mi-novembre, à Pékin, pour s'en assurer. Aussi longtemps que Moscou et Pékin voudront bien respecter leurs alliances et leurs engagements, rien de décisif ne se passera au Cambodge. La victoire de l'ONU risque d'être une victoire sans lendemain immédiat.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Philippines, Indonésie, Singapour, Malaisie, Thaïlande.

**SEUL le canapé-lit "TED" s'achète les yeux fermés...**

**CAPELOU**

la "ROLLS" du canapé-lit avec son sommier "anti-tremblement" et son matelas à ressorts de 14 cm. C'est le meilleur convertible actuellement sur le marché.

37, av. de la République - 75011 PARIS - Tél. 357.46.35 - Métro Parmentier

**Paris Tokyo, vous n'avez plus que 12 h 45 pour apprécier notre sens du détail.**

Désormais, nous vous laissons de moins en moins de temps pour tester la multitude de détails qui nous rend si différents des autres compagnies.

Ainsi sur Paris Tokyo via Moscou, en 747 le vendredi, le temps de vol a pu être réduit à 12 h 45.

- 12 h 45 pour apprécier le confort de nos 747, notre ponctualité bien connue, l'efficacité de notre service à bord.
- 12 h 45 pour goûter tous les avantages qui sont le privilège des passagers de JAL. Et en 1<sup>re</sup> classe JAL, vous trouverez les fameux fauteuils inclinables à 60° et même un vrai lit pour dormir une vraie nuit.

Tout le monde sait que le caractère japonais recherche toujours la perfection. C'est là dessus que reposent la réussite et le succès mondial de notre compagnie.

**JAPAN AIR LINES**

Les petites attentions font les grands vols.

de/vers PARIS Only-ouest

**La Savoie, c'est TAT.**

**6 vols par jour sur CHAMBERY/Annecy\***

Renseignements ou réservations : 687.35.53 ou auprès de votre agent de voyages habituel.

\* Liaison par Aérobus

**TAT. L'autre compagnie des lignes intérieures.**

Le Monde

## politique

LA LOI DE FINANCES POUR 1983 A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## M. Fabius plaide pour un « redéploiement » de la dépense publique

Mardi 28 octobre, l'Assemblée nationale commence l'examen du projet de loi de finances pour 1983 (ce texte a été analysé dans le Monde daté 3 septembre, 21, 22, 24-25 et 26 octobre). M. Pierret (C.F.S. Vosges), rapporteur général de la commission des finances, après avoir dénoncé les « artifices » de l'opposition consistant à contester la présentation du budget, déclare : « Par ce faux débat que vous avez réussi à engager sinon dans l'opinion publique, du moins dans les médias, vous cherchez en fait à rendre inaudibles notre logique et notre ambition. » M. Pierret souligne d'autre part : « Nous n'avons pas le choix profond d'un coup d'État, — nous n'avons pas subitement versé une société où, un petit matin, on dirait aux Français : vous êtes dans une société socialiste. C'est pourquoi nous entendons contenir l'augmentation du poids des prélèvements obligatoires... Je n'ai pas l'espoir de voir l'opposition nous reconnaître le mérite du courage. La droite ne décerne ses éloges, comme on vient de le voir après la mort de Pierre Mendès France, qu'à titre posthume. »

## Loi d'orientation des transports

M. FITERMAN  
NOUS FAIT UN MAUVAIS PROCÈS  
ESTIME LA MAJORITÉ  
SÉNATORIALE

Les présidents des groupes sénatoriaux Union centriste, républicains indépendants et R.P.R. auxquels s'était joint M. Cautegrit (Français de l'étranger) ont émis le mardi 26 octobre, une protestation contre les propos tenus la semaine dernière par M. Fiterman, ministre des transports (« Le Monde » du 23 octobre).

Le ministre avait notamment accusé la majorité du Sénat « de vouloir créer un vide juridique en une situation propre à tous les mauvais coups contre la S.N.C.F. », en différant la date de discussion de la loi d'orientation des transports.

La majorité sénatoriale accusée, en retour, M. Fiterman de vouloir transformer le Parlement en « chambre d'enregistrement ». Son communiqué souligne qu'elle a toujours eu l'intention de débattre de ce projet avant la fin de la présente session. Elle se déclare « solidaire » du président de la commission des Affaires économiques qui a demandé le report de discussion au 18 décembre (celle-ci était prévue pour le 9 novembre) et qui s'est engagé à ce que la loi « soit votée définitivement par les deux assemblées, avant la fin de la présente session ordinaire ». Elle a, en outre, déclaré, maître de l'ordre du jour, n'y voit pas d'inconvénient.

● L'Assemblée nationale a adopté, mardi 26 octobre, en deuxième lecture, le projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de Sécurité sociale. Le Sénat ayant profondément modifié ce texte, les députés sont revenus au texte qu'ils avaient adopté en première lecture, en ce qui concerne les dispositions essentielles, tout en acceptant plusieurs améliorations introduites par les sénateurs.

● M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, a assisté à une cérémonie religieuse organisée à la mémoire d'Alain de Rothschild, président du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), décédé le 17 octobre à New-York. La cérémonie a été célébrée le mardi 26 octobre à 17 h. 30, à la grande synagogue de la rue de la Victoire à Paris.

Le président de l'Etat d'Israël, M. Yitzhak Navon, a adressé au CRIF, à cette occasion, un message dans lequel il exprime sa « haute estime » pour le défunt. De son côté, M. François Mitterrand, président de la République, a souligné, dans un télégramme de condoléances, le « rayonnement » et la « rigueur morale » d'Alain de Rothschild. Parmi les personnalités présentes à cet hommage se trouvaient notamment M. Michel Debré et Maurice Couvre de Merville, anciens premiers ministres.

si sur tel ou tel aspect ponctuel, sur tel ou tel problème de conscience, il est normal qu'une sensibilité particulière s'exprime, il ne faut pas oublier que, depuis dix-huit mois, cela fait cent trois fois que la majorité a apporté son appui sans faille au gouvernement à propos de textes nouveaux et décisifs. Il en va de même demain, si bien que ceux qui spéculent sur les divisions internes de la gauche ou sur les divergences au sein du parti socialiste seront déçus !

M. Fabius déclare ensuite : « Pour la France comme pour tous les pays du monde, les années qui viennent seront difficiles. Croissances réduites, percées technologiques incessantes, combats commerciaux : si force est une seule certitude, ce sera que personne ne nous fera de cadeaux. » Il souligne que, pour les fondateurs qui devront être financés la plupart des choix effectués en faveur de l'industrie, une seule méthode est possible :

« Une grande rigueur. » M. Fabius ajoute : « On ne pourra alourdir à l'infini tel ou tel prélèvement ni anticiper sur telle ou telle ressource : il faudra redéployer la dépense publique, voire modifier nos conceptions de l'intervention publique. » D'autre part, « nous devons nous efforcer de dépenser mieux et non davantage ». Le ministre du budget rappelle que le baril de pétrole coûte 33,9 dollars aujourd'hui contre 17,5 dollars entre 1976 et 1980, et ajoute : « Les États-Unis pratiquent des taux d'intérêt de 14 % contre 8 % les années ayant précédé 1981. Sans chercher à faire de la crise l'explication de tout, reconnaissons que, tout de même, 1981 a marqué un tournant dans l'évolution de l'économie mondiale. Personne ne contestera qu'en 1982 la France sera, de tous les pays du monde développés, hormis le Japon, celui qui aura connu la plus forte croissance : un point et demi de plus chez nous qu'ailleurs ; or, un

point et demi de croissance, ce sont cent cinquante mille chômeurs en moins ! »

Expliquant les raisons du recul — depuis sept ans — de l'investissement en France, le ministre du budget déclare : « Cette situation tient d'abord au retard avec lequel les entreprises, notamment nationales, ont digéré leurs réformes de structures ; elle tient aussi au comportement souvent très conservateur et parfois détestable de notre système bancaire ; elle tient enfin à la lourdeur des frais financiers. » M. Fabius note : « Passer en moins d'une année de 14 % à 10 % d'inflation, jamais, à ma connaissance, aucun gouvernement n'y était parvenu. » Il déclare ensuite : « Si ce qui concerne l'évolution du pouvoir d'achat, il ne faut pas fausser le débat. Ce qui compte pour un ménage, c'est ce qu'en jargon on appelle le pouvoir d'achat du revenu disponible, c'est-à-dire ce qui reste du salaire et des pres-

tations une fois les cotisations et les impôts payés. Or, une fois qu'on appelle désormais la neo-fiscalité, le système fiscal français est encore imparfait, mais ses défauts sont dérisoires comparés aux préjudices infligés aux salariés. D'autre part, nous devons nous interroger sur le seuil de tolérance des prélèvements obligatoires dans notre société, car nous avons atteint un seuil à ne pas dépasser. »

Répondant enfin aux accusations de l'opposition concernant une « manipulation » dans la présentation du budget, M. Fabius indique : « Le rapporteur général en a bien dégonflé la baudruche ! Si on veut transformer un débat technique en débat politique, c'est sans doute que ce budget, solide et dynamique, embarrasse l'opposition, prise dans les contradictions, obligée de dénoncer l'excès des dépenses en général et leur insuffisance en particulier, et nous avons atteint un seuil à ne pas dépasser. »

Au cours de la discussion, M. Planche (P.S., Paris) observe que les critiques de l'opposition « ne portent pas sur le budget ». « C'est extraordinaire, dit-il, elles se situent ailleurs. C'est un peu, pour parodier une publicité célèbre, comme si la droite répétait à satiété : il a la couleur d'un bon budget, il a le goût d'un bon budget, mais ce n'est pas un bon budget ! »

## Des inégalités renforcées

M. Jans (P.C., Hauts-de-Seine) estime que « la rigueur, mise au service de l'emploi, sera acceptée si elle s'attaque aux inégalités et aux gâchis du capital ». « C'est dans cet esprit que le groupe communiste fera des propositions, réalistes, moins pour pousser à la dépense que pour accroître les recettes », indique-t-il. Puis il constate que « la fiscalité actuelle continue de renforcer les inégalités de revenus et de patrimoine, inégalités qui sont source de spéculation de toutes sortes, d'exportation stérile de capitaux. D'autant plus que la rigueur permettrait de réaffecter des charges parasitaires et de réinvestir dans le secteur productif. La taxation des frais généraux a montré qu'il était possible d'aller dans cette voie (...). » « Nous devons constater que les mesures fiscales nouvelles témoignent de certaines hésitations, voire de certaines pesanteurs. Certes, il y a pour 5 milliards 700 millions de recettes nouvelles, mais qui compensent mal les 6 milliards 200 millions d'additions nouvelles. L'opportunité paraît parfois douteuse (...). Il en va de même des mesures prétendument destinées à favoriser l'épargne : alors qu'il est illusoire d'attendre, entre petits épargnants et titulaires de hauts revenus, ce sont ces derniers qui se trouvent favorisés, ce qui se voit par la maintien à 25 % du prélèvement obligatoire sur les revenus des obligations, par la transformation des « actions Monory » en « compte d'épargne en actions » ou par celle de l'avoir fiscal en crédit d'impôt. »

Répondant aux orateurs, M. Fabius indique qu'il fournira l'année prochaine aux députés, en même temps que la loi de finances, « une projection triennale pour les finances publiques ». « C'est un pari très important qu'engage le gouvernement », déclare le ministre, mais il permettra une discussion au fond. » Il annonce que le gouvernement acceptera les amendements de la commission relative à la déduction pour frais de garde d'enfant et à la taxation des sociétés domiciliées dans des « paradis fiscaux ». — L. Z. et P. V.

## LE R.P.R. DÉPOSERA UNE MOTION DE CENSURE CONTRE LA POLITIQUE MILITAIRE DU GOUVERNEMENT

Le groupe R.P.R. déposera après la fin du débat budgétaire, soit vers le 30 décembre, une motion de censure contre la politique de défense du gouvernement. Cette décision, à laquelle sera associée l'U.D.F., a été prise en raison de l'arrêt du ministre de la Défense supplantant 18,5 milliards de francs de crédits votés au titre du budget de la défense pour 1982. M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R., a déclaré, mardi 26 octobre, à ce sujet : « Il s'agit d'une affaire exceptionnellement grave. Il y va de l'indépendance de la France et de sa place dans le monde. Le gouvernement est en train de changer radicalement d'attitude en matière de défense. L'an dernier, le budget présenté par M. Charles Hernu, ministre de la Défense, nous avait semblé présenter une certaine continuité. Cette année, le gouvernement manifeste sa volonté d'installer une défense socialiste. L'armée française et ses missions risquent de devenir un peu celles des pays socialistes fréquemment cités en exemple par le pouvoir, comme la Suède ou l'Australie. »

## VOLKOFF

## le montage

« Volkoff n'est pas qu'un conteur, qu'un habile "monteur". Il a des idées qui provoquent, des intentions qu'il masque, l'ambition de révéler non pas sa vérité mais la vérité qu'il veut dégager du mensonge. C'est un homme de certitudes, qui irrite. C'est un écrivain de combat, qui dérouté parce que son arme est l'ironie. »

JACQUELINE PIATIER  
"LE MONDE"

« Il apparaît de plus en plus clairement que Volkoff n'est ni un "coup" d'édition ni du gibier d'autisme, mais un écrivain complet, aigu, embusqué aux lisières de notre société, où se passent dans la pénombre les choses intéressantes, bougees, secrètes, sur lesquelles il est si commode de fermer les yeux alors que c'est là, aux frontières du dit et du non-dit, de l'évident et du clandestin, que se noue notre destin et que se nourrissent les romans. Le Montage, comme le Retour-nement, plonge donc aux abîmes de nos systèmes politiques et il en tire des effets foudroyants. C'est un bouquin épatant. C'est aussi une incitation constante à réfléchir, à briser les miroirs, à arracher les masques, à n'être pas dupe. »

FRANÇOIS NOURISSIER  
"FIGARO MAGAZINE"

« On exulte à chaque page pour les trouvailles, pointes de gouaille, scies, lazzi, systèmes, formules qui émaillent descriptives et dialogues dans une désopilante liberté. Quel ton léger pour un sujet aussi grave ! Et tout à coup quelles révélations monstrueuses... faites paisiblement, le sourire aux lèvres. »

PIERRE DEBRAY RITZEN  
"LE FIGARO"

« Joueurs d'échecs, de belote et de poker, joueurs de go, joueurs de mots, ne dites pas que vous n'aimez pas ça. »

Non, ce n'est pas un policier banal où les méchants communistes sont contrés par le bon 007.

Vladimir Volkoff tout en épinés, vous avez écrit un livre tout en miel amer. »

MICHELE BERNSTEIN  
"LIBERATION"

« Une écriture tissée d'insolence, de nervosité, au service d'une grande culture puisée aussi bien dans le domaine français qu'anglo-américain et russe ; de la distance, voire de l'arrogance jubilatoire ; un sens pas fréquent, ces temps-ci, de l'effet court ; quelques mots sur lesquels, en grand seigneur dédaignant de faire reluire ses cuivres, l'auteur ne

revient pas ; une expérience, vraie ou bien imitée, des services spéciaux ; l'ensemble nappé d'une légère sauce métaphysique : tout cela donne du fumet à un rôti. »

JEAN CLEMENTIN  
"LE CANARD ENCHAÎNÉ"

« L'humour, l'horreur, la bouffonnerie, la fatalité, une énormité fascinante s'imposent dans ce traquenard des âmes et des peuples. C'est le diable qui tient les fils qui nous remuent ! comme disait Baudelaire. »

PATRICK GRAINVILLE "V.S.D."

« Ce qui frappera sans doute le plus le lecteur, c'est cet art de déconcerter, de fasciner puis, enfin, de convaincre, tant par la puissante intelligence du propos que par l'allégre élégance de la forme. »

JEAN BOURDIER "MINUTE"

« Le Montage ne laissera personne indifférent, même s'il fait grincer de nombreuses dents... »

Retrouvant la grande veine mystico-politique du Retour-nement, Vladimir Volkoff nous donne à lire un roman passionnant et terrifiant. »

HENRY BONNIER  
"LE MERIDIONAL"

JULLIARD "L'AGE D'HOMME"

552 من الامم



## LE DIFFÉREND SUR LES « SÉQUELLES » DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

## La préparation des élections municipales

**LA CANDIDATURE DE M. DELORS  
SUSCITE DES REMOINS A CUCHY**

La candidature de M. Jacques Dejors suscite des remous à Cléchy-La Garenne (Haut-de-Seine). Le candidat socialiste, déjà investi par la section de la ville, maintient sa candidature et invite le ministre à choisir une autre section.

M. Delors avait annoncé dimanche 31 octobre, lors du Grand Jury R.T.M. - le Monde, que l'Union, la gauche, les proches électionnistes, se préoccupaient, quant à Vendrouil ou à la section de la commune, de souhaiter conduire la liste socialiste, que la section communiste ne proposât pas d'indiquer qu'il irait jusqu'au bout.

Les responsables de la fédération socialiste des Hauts-de-Seine ont souligné que s'enfuyait d'entre eux, car ils craignent de conserver aux socialistes une mauvaise réputation démentie depuis 1945. M. Delors, a prévu militance socialiste, est le mieux placé pour donner la liste du P.C.F. et annonce une liste d'union autour du conseiller général Guy Schmazza, ont ajouté les diri-

Malis M. L. Catoine, conseiller technique au cabinet de M. Méxandeau, a fait valoir qu'il « été » « démocratiquement élu » le 30 septembre dernier par la section locale du P.S. Il a affirmé son intention de maintenir sa candidature et s'est déclaré « persuadé que les nombreuses sections sont prêtes d'accueillir un ministre pour battre des maires sortants du droit de réélection directeurs du P.S. qui doit se réunir les 20 et 21 novembre prochain, devra arbitrer ce litige entre la fédération et la section.

ne ferait l'opposition

M. ALAIN JUPPÉ (R.P.R.)  
CANDIDAT A PARIS

M. Alain Juppé, secrétaire général du Club-89, conseiller de M. Chirac pour les questions économiques, a annoncé dans un communiqué qu'il serait candidat aux élections municipales dans le dix-huitième arrondissement de Paris. M. Juppé estime que « cet arrondissement peut et doit être gagné par l'actuelle majorité municipale pour peu que la page soit tournée sur les divisions du passé ».

M. Roger Chénard, ancien député U.D.F. de cet arrondissement, président de la Fédération U.D.F. de Paris, a annoncé il y a une semaine son intention « d'arrimer et de conduire personnellement cette bataille », et qu'il était prêt à accueillir M. Juppé à ses côtés.

En 1977, dans le dix-huitième arrondissement de Paris, la liste de gauche avait emporté les neuf sièges (cinq communistes et quatre socialistes, dont MM. Jospin, Bédier et Deland, députés P.S.).

**L'élection  
des conseillers municipaux**

**L'OPPOSITION SAISIT  
LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL**

Pins de soixante députés de l'opposition ont déposé, samedi 23 octobre, un recours devant le Conseil constitutionnel contre une des dispositions du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux adopté par l'Assemblée nationale.

Ce recours vise l'article 4 du texte qui détermine les conditions d'attribution des sièges et prévoit une règle différente suivant qu'il y a plus ou moins de quatre sièges à pourvoir. Les dépenses de l'opposition estiment que cette disposition « introduit une discrimination entre les candidats et secteurs selon qu'on y a été plus ou moins de quatre conseillers ». Il est donc contraire au « principe de l'égalité devant le droit de suffrage ».

● **LORIENT.** — M. Guy Guernier, ancien député R.P.R. du Finistère, conduit la liste de l'opposition à Lorient (Morbihan). Une déclaration du secrétaire général du R.P.R. a, en effet, précisé, mardi 28 octobre, que M. Bernard Pons a demandé à Guy Guernier de se présenter « à l'issue d'une longue et fructueuse collaboration avec le parti ». Le candidat communiste en place depuis dix-huit ans, Le secrétaire général du R.P.R. a ajouté que « le comité de la circonscription de Vannes (Morbihan) est d'accord

et que l'élection de nombreux responsables locaux sera immédiatement organisée.

M. PONS a ainsi tranché le problème qui s'était posé parmi les responsables locaux du R.P.R. après l'annonce de la candidature de M. Guerneur à Vannes, où le maire sortant est U.D.F.

● **SURESNES**. (Hauts-de-Seine). — La section du parti socialiste a, à l'unanimité, désigné comme tête de liste M. Robert Pontillon, maire de la ville, conseiller d'arrondissement.

## Se refuser « godillots »...

## Savoir oublier

**L**ES grandes crises nationales ouvrent des blessures qui cicatrisent lentement. La guerre d'Espagne, l'occupation allemande, la guerre d'Algérie, ont divisé à trois reprises une même génération d'hommes et de femmes. Je ne vois pas pour quelles raisons les élus socialistes auraient été épargnés en 1982 par cette profonde et douloureuse blessure que fut la liquidation de l'F.S.

C'est quand on voit contre le gouvernement dont le projet visait à faire disparaître « les dernières sé-

du crime commis par des « généraux infâmes » contre la République que devient le geste d'oubli à accomplir. La gauche sait être généreuse quand elle veut réussir une grande réconciliation nationale.

Sans doute faut-il mettre sur le compte de ses héritations les trois votes successifs émis par les députés socialistes, dont seul le dernier — défavorable au gouvernement — semble avoir donné satisfaction à quelques-uns... La procédure suivie ne fut pas des plus heureuses et il est probable que l'on ne saurait en

par le général BINOCHE (\*)

qu'on l'impulsiône... l'armée étant ce qu'elle était...

Le général levait les bras vers le ciel, sachant mieux que tout autre qu'il n'avait jamais été promu à l'armée française.

Le plus accablé peut-être, c'est le capitaine, pour quitter une armée qui le rejette! Et ces jeunes officiers, s'ils avaient moins de huit ans de service, devaient rembourser à l'Etat leurs frais d'études (6 000 francs à l'époque)...

J'ai connu des dizaines de bons sous-officiers, loyaux serviteurs de la nation, qui durent quitter leur corps ou service, mutés par mesure disciplinaire, et pourvus par leur

notes : « Indisciplinés, excités, mauvais esprit ! » Que faire, sinon quitter l'uniforme ?

Et tous ces officiers plus âgés, ayant souvent appartenu à la Résistance et en ayant gardé l'idéal, brimés dans leur avancement et privés à leur départ de l'armée d'un grade dans la Légion d'honneur auquel, plus que d'autres, ils avaient droit ! Que dire de leur amertume.

Ah ! que de noms j'ai au bout de la plume ! Je crois qu'il est

(\*) Comparaison de la Libération, commandant la zone nord algérien, du 23 au 25 avril 1981.

**ANTES**

**A sens**  
par le général

**L**E projet de loi sur les séquelles de la guerre d'Algérie est généreux ! Malheureusement, il est à sens unique.

Quelles mesures a-t-on prévues pour les cadres, officiers et sous-officiers de carrière, loyaux envers le gouvernement et qui, avant ou après l'appel du général de Gaulle,

entravèrent l'action des putschistes, bloquant les rouages et les services du commandement et s'assurant du contrôle des troupes dont ils s'estimaient responsables ?

Cette action, en obligeant l'ensemble des cadres à réfléchir sur une division possible de l'armée, aboutit finalement à la reddition du général Challe, déçu par cette attitude imprévue et s'estimant trompé sinon trahi.

**Le danger passé, il fut de bon ton, au nom de cette fiction sacrée de l'« unité de l'armée », de déclarer que ces officiers et ces soldats s'étaient bien conduits, qu'ils étaient sages et qu'il n'était pas impossible que, avec le contingent, ils aient été manipulés par le parti communiste !**

**En réalité, il s'agissait de déconsidérer des témoins de la passivité coupable de la plus grande partie du clergé, et souvent des plus élevés en grade.**

**Non seulement leur attitude et leur courage ne lui en aucun cas l'objet d'une quelconque récompense, ce qui n'aurait été que ju-**

lice, mais ils furent soumis à toutes sortes de violences et de vexations ayant pour but final leur départ de l'armée.

J'ai connu de jeunes officiers parachutistes que leurs camarades mettaient en quarantaine; le chef de corps, par solidarité, refusait de les recevoir. Le général de la région déclarerait que, entre un ou

de la légende qui accompagne la caricature du roi de Prusse : Ordre-

Maître des scrupules n'est-ce pas

lors des campagnes présidentielle et législative qu'il aurait fallu les

exprimer ? Le premier engagement pris avec l'électeur fut celui de François Mitterrand. Les candidats du parti socialiste eurent alors sa

réclamer de lui pour accroître leurs chances : « Candidat du président », « Avec François Mitterrand », « Pour la majorité présidentielle », etc... L'imagination allait bon train sur ce thème. Aux côtés des responsables du

thème. Aux cent dix propositions du candidat à la présidence de la République ils ajoutèrent les discours, les professions de foi, les déclarations.

Qui n'a pas entendu, ou lu alors, que « les dernières séquelles de la guerre d'Algérie devaient disparaître en cas de victoire de la

gauche - ? Qui ? Vouloir passer tout cela par-dessus bord en prétendant que le parti socialiste n'est pas un parti de « godillots » n'est pas

sérieux. Le groupe parlementaire du P.S. et le gouvernement n'ont pas de relations de soumission ou de conflit. Eux et ministres s'efforcent de respecter les engagements pris devant le corps électoral. Face aux

réalités, des compromis interviennent sans que l'essentiel ne soit remis en cause. Là encore, il fallait donc être fidèle à l'essentiel.

Gommer les dernières séquelles de la guerre d'Algérie ne pouvait

pas un rançlement. Ce geste ne fait pas disparaître les engagements, les choix qui furent les nôtres il y a vingt ans. Il signifie que la France, qui sait se souvenir, sait aussi oublier, sans pour autant

excuser. Il signifie, enfin, que les générations nouvelles cesseront de se déchirer, et qu'elles devront trouver, dans l'histoire et non dans la passion, les raisons de leur engagement. Or seule la gauche

Mais la gauche se doit aussi d'éviter tout manquement à la parole donnée sur un problème difficile en veillant scrupuleusement

au respect de la signature fraîchement apposée au bas du contrat. Toute défaillance enlèverait du crédit moral à son auteur pour l'avenir.

**VOIX  
DE  
EXPRESSION**

**PARLER AVEC AISANCE  
SE FAIRE ECOUTER  
MAINTENIR L'EMOTIVITE  
CONVAINCRE, DECIDER**

**Tous renseignements :**  
**C.E.S.D.E.L.**

**24, r. Henri-Barbuse - 75005  
Tél. : 325-19-19 - 326-15-62**

● **SURESNES** (Hauts-de-Seine). — La section du parti socialiste a, à l'unanimité, désigné comme tête de liste M. Robert Pontillon, maire de la ville, chef de file.



## POLITIQUE

### LE CONGRES ANNUEL DES MAIRES DE FRANCE

## « Alors, monsieur le maire, vous allez pouvoir tout faire, maintenant ! »

« L'heure n'est pas à la politique. » Tel est le sentiment de M. Alain Poirer, président de l'Association des maires de France, réuni en congrès, depuis mardi 26 octobre, à l'Hôtel de Ville de Paris. Il est apparu, dès le début de ces sessions, que tel est aussi le sentiment de MM. Jacques Chirac et Gaston Defferre. Le maire de Paris et le maire de Marseille ont, en effet, échangé des propos dépourvus de toute agressivité. Enfin, presque... Seulement, chez le président du R.P.R., quelques allusions à la

« bataille » du statut de la capitale ou au fait que chez les socialistes « malheureusement, et trop souvent, les actes divergent des intentions ou les contredisent ». Et chez le ministre de l'Intérieur, quelques répliques teintées d'ironie. Tout le monde est d'accord pour estimer que l'essentiel, pour les pouvoirs publics autant que pour les élus locaux, est maintenant de mener à bien les réformes décentralisatrices, quelles que soient leurs insuffisances. Des réformes qui in-

quettent les maires dont la plupart sont, en vérité, peu préparés à assumer de nouvelles responsabilités importantes.

A la fin de cette première journée de travaux, le congrès a adopté la réforme des statuts de l'Association des maires proposée par ses représentants (le Monde du 27 octobre). Le renouvellement des instances dirigeantes de l'association n'aura donc lieu qu'après les élections municipales.

Dans son discours, M. Chirac a insisté sur les conséquences qu'aura pour les maires l'application de la loi de décentralisation du 2 mars 1982. Il a souligné, notamment, que les possibilités offertes aux élus d'intervenir dans le domaine économique, pour essayer d'aider les entreprises en difficulté, risquent de se traduire par une aggravation des problèmes locaux car les communes ne disposent pas toujours de moyens suffisants pour que leur action soit efficace. « Il y a là un transfert de responsabilité qui est sans rapport avec les possibilités offertes en contrepartie aux élus locaux pour conduire à bien une action dans ce domaine », a-t-il déclaré. La décentralisation n'a un sens que si elle aboutit à renforcer réellement les pouvoirs dévolus aux collectivités locales.

Or, ces pouvoirs n'existent pas. Les conditions sont réunies : un domaine de compétence clairement défini ; un statut garantissant aux élus de réelles possibilités d'actions, un personnel communal adapté aux tâches à accomplir, enfin des moyens financiers correspondant aux responsabilités assumées.

Quatre conditions, qui, pour M. Chirac, sont loin d'être remplies, et d'autant moins que le nouveau projet de loi, relatif à la nouvelle répartition des compétences et ressources de l'Etat et des collectivités territoriales, ne lui paraît pas de nature à améliorer les choses. Le président du R.P.R. estime que ce texte « introduit des complications supplémentaires » et « favorise le développement des situations

conflictuelles ». M. Chirac regrette, au demeurant, que le gouvernement ait retiré de la discussion engagée au Sénat les dispositions concernant les transports, l'éducation, l'action sociale et la santé, l'environnement et l'action culturelle et les transferts de charges à l'Etat en matière de justice et de police. Il a ajouté que « dans le projet gouvernemental, la commune fait un peu figure de parent pauvre ».

Le maire de Paris a également critiqué le projet de budget pour 1983, relevant notamment que la dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) « ne progressera que de 8,8 % ». « On assiste donc à une régression que je n'hésite pas à qualifier de dramatique, car la dotation globale de fonctionnement représente 30 % et plus de l'ensemble des recettes de nos communes », a-t-il noté.

### Préoccupations

M. Poirer a lui aussi insisté sur les « préoccupations » des maires, surtout celles des élus des petites communes, au moment où entrent en vigueur les premières réformes gouvernementales : « Les maires sont décidés à exercer pleinement les droits et libertés que le Parlement leur a reconnus et dans tous les domaines de compétences qui leur seront attribués. Mais ils craignent d'être dorénavant trop systématiquement rendus responsables de tout ce qui peut arriver sur le plan communal, d'abord de la part de leurs administrés, chez lesquels un certain discours décentralisateur, prononcé d'ailleurs de bonne

foi, a laissé accréditer l'idée que les élus auront désormais tous les pouvoirs ou presque. Qui d'entre vous n'a pas eu droit à cette interpellation : « Alors, monsieur le maire, vous allez pouvoir tout faire maintenant ! ».

Le président du Sénat a aussi attiré l'attention du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation « sur les effets pervers de l'extension de nos pouvoirs qui risque de dissuader bien des bonnes volontés à la veille des élections municipales. Si l'on y prenait pas garde, un certain nombre de nos concitoyens notamment dans les communes rurales, pourraient hésiter à présenter leur candidature », a-t-il indiqué. Il est urgent de réfléchir sur les moyens de contenir la responsabilité des élus et des communes dans des limites raisonnables, c'est-à-dire compatibles avec les moyens réels dont ils disposent ou disposeront.

M. Poirer estime, toutefois, que le gouvernement a raison de « procéder progressivement, par étapes (...) afin d'éviter que la machine de la décentralisation ne devienne finalement incontrôlable ». Il propose, pour assurer que les transferts de compétences et de ressources ne suscitent pas trop de problèmes, la mise en place « de mécanismes propres à mesurer et à compenser, d'une manière régulière, les conséquences financières des décisions prises par l'Etat dans des domaines relevant désormais des compétences des collectivités locales et, tout spécialement, dans le secteur de l'aide sociale et de la santé ».

M. Defferre a répondu aux préoccupations du président de l'Association des maires de France en indiquant que le gouvernement procèdera à des « simulations sur le terrain » avant une totale application de la nouvelle réforme. Il a précisé que le projet de loi visant à améliorer le statut des élus locaux sera déposé au Parlement « avant les élections municipales » afin que chacun sache à quoi s'en tenir sur les intentions du pouvoir exécutif.

### « Félicitez-nous ! »

A. M. Chirac, le ministre de l'Intérieur a répliqué que « la commune n'est en aucune façon », dans les projets gouvernementaux, « sacrifiée au département ou à la région ». Il a estimé que la protestation du maire de Paris sur le montant de la D.G.F. est injustifiée : « Vous savez parfaitement qu'elle dépend de l'évolution de la T.V.A. Autrefois, elle était basée sur la taxe sur les salaires. Vous avez changé ce système. L'inflation diminue. Félicitez-nous ! ».

Il a été très applaudi quand il a réaffirmé la volonté du gouvernement de recuser formellement « toutes les solutions imposées en matière de coopération intercommunale » et annoncé la prochaine abrogation du plan de fusion de communes de 1971. « Le gouvernement préfère favoriser un apprentissage progressif, pragmatique et librement décidé de l'action en commun », a dit M. Defferre.

En conclusion, le maire de Marseille a assuré que le gouvernement veut poursuivre son travail décentralisateur « sans sectarisme », dans un esprit « ouvert à la discussion ».

## Le Sénat refuse la décentralisation pour les départements d'outre-mer

Le Sénat a adopté, mercredi 27 octobre à 1 h 15 du matin, au terme d'un débat commencé dans la matinée de mardi, l'ensemble du projet visant à adapter aux départements d'outre-mer la loi de décentralisation applicable en métropole. Le texte, voté par 193 voix contre 107 (P.C., P.S., M.R.G.), est si différent de celui proposé par le gouvernement qu'il a été repoussé par la gauche en des termes très vifs. « Craignez la fureur des jeunes Antillais et Réunionnais, ne créez pas des situations à l'algérienne, à l'indochinoise », s'est écrié M. Gargat (app. P.C., Guadeloupe), tandis que M. Dagoria (P.S., Guadeloupe) répliquait à un interrupteur R.P.R. qui jouait le texte « amélioré » : « Amélioré ? Quand on en sera à la parole aux fusils, vous penserez à Dagoria. »

1946 et repris dans la Constitution de 1958.

Le rapporteur de la commission des lois dénonce des aspects, selon lui, « bien étranges » du projet : deux collectivités territoriales distinctes, le département et la région, seraient gérées par une assemblée unique élue pour dix ans à la proportionnelle, dont le président constituerait à la fois l'exécutif départemental et régional. M. Virapoulle juge avec encore plus de sévérité les conditions de dissolution des assemblées départementales en place : conditions qui méconnaissent, estime-t-il, les dispositions constitutionnelles.

« Votre projet, affirme M. Virapoulle, a pour seul but de satisfaire quelques groupuscules. (...) Nos populations se méfient de vous ; elles savent ce que sont les visées communistes sur nos DOM. »

Dans la discussion générale, M. René Monory (Un. centr., Vienne) condamne l'élection à la proportionnelle. « La meilleure façon de représenter les populations, c'est le scrutin », déclare l'ancien ministre. Un scrutin régional à la proportionnelle laisserait des zones entières du département sans représentation. « Parmi les nombreux orateurs qui se succèdent à la tribune, M. Ripikiet est l'un des plus combattifs : « Le projet socialiste n'écarter pas l'hypothèse de l'indépendance (...). Qu'est-ce que la perspective d'un avenir librement débattu ? (...) Votre politique est rejetée à la Réunion. L'imposer, est-ce la démocratie socialiste ? ».

Les amendements adoptés maintiennent dans les départements d'outre-mer l'institution départementale dans sa forme actuelle. Ils prévoient que le droit commun s'appliquera aux conseils régionaux des DOM, et refusent la disposition qui abrogeait le mandat des conseillers généraux élus les 14 et 21 mars dernier.

Prendant la parole avant le scrutin final, M. Jozeau-Marigné (R.I., Manche), président de la commission des lois, se déclare « peiné » par le climat du débat. « Dans cette affaire, souligne-t-il, il y a visiblement un mur. » Étant aussi président de l'Assemblée des présidents de conseils généraux, il se déclare néanmoins « satisfait » de constater que pour le Sénat « il n'y a en France que des départements à part entière ». — A. G.

# Sortie d'usine!



Linköping, Suède, le 27 octobre 1982: Un avion de conception nouvelle pour le transport de passagers sort d'usine.

Ce sont la firme suédoise Saab-Scania et la firme américaine Fairchild Industries, qui l'ont conçu et construit.

Le Saab-Fairchild 340 a une capacité de 34 sièges. Il a été créé par une co-entreprise unique en son genre qui couvre à la fois le développement, la production et la commercialisation de cet appareil. C'est le premier projet de cette envergure réalisé en coopération par des constructeurs aéronautiques européens et américains.

Spécialement conçu pour les courtes distances, le Saab-Fairchild 340 est un avion qui réunit bien des qualités : confort, silence et sobriété.

Les principes d'avant-garde qui caractérisent la Saab Turbo et les poids lourds Scania se retrouvent dans le Saab-Fairchild 340. Saab-Scania se spécialise dans les produits nés d'une technologie de pointe.

Ses produits sont concentrés dans les secteurs qui connaissent la plus forte expansion : avions pour service régional, voitures particulières à hautes performances et poids lourds gros tonnage.

Avant même que le Saab-Fairchild 340 ne soit sorti de l'usine, plus de cent commandes ont été enregistrées. Ainsi un projet parfaitement conçu est devenu une réalité qui est un véritable « décollage » dans le monde de l'aviation.

## SAAB-SCANIA

Leaders dans la technologie des transports spécialisés.

<b>SAAB-FAIRCHILD HB</b>	<b>SAAB-FAIRCHILD SNC</b>
S-581 88 Linköping	17, Avenue Mahignon
SUEDE	F-75 008 Paris FRANCE
Tel. 013-18 00 00	Tel. 01-29 61 632
Telex 50153 stbmq S	Telex 643137 saafaf F

هكذا من الاجل

# INFORMATIONS « SERVICES »

## LA MAISON

### Au Salon du bricolage

Du 30 octobre au 12 novembre, le Salon du bricolage aura lieu, comme chaque année à par-  
teille époque, au palais du C.N.I.T. à La Défense.

Cette manifestation attire de nombreux visiteurs (ils ont été trois cent dix-sept mille l'an dernier), tous à la recherche de matériel ou de produits destinés à des travaux en cours ou en projet. Pour répondre également à leurs besoins de conseils pratiques et d'apprentissage de tour de main, des animations sont organisées autour de thèmes.

Le bois sera, cette année encore, la vedette du Salon. Dans l'« atelier dans la forêt » seront réunis les moyens de travailler le bois (outillage à main et électrique, combinés et machines à bois) et le savoir-faire. En corollaire, le « bois dans la maison » démontrera — par des travaux exécutés sur des maquettes grandeur nature — les multiples utilisations de ce matériau : charpente, planchers, cloisons, aménagement des combles, revêtements des sols et des murs. Autre secteur démonstratif, « le travail des métaux » où seront donnés des conseils pour tourner, souder, braser et fraiser.

Au fil des années, le bricolage s'est étendu de l'aménagement de la maison à celui du jardin (terrasse, barbecue), puis du garage et des véhicules. Les différentes sections du Salon reflètent cette évolution des activités manuelles. Ainsi le « centre auto » occupe désormais une place importante avec des accessoires et des outillages pour entretenir et réparer soi-même sa voiture ou sa moto.

Extension, cette année, vers le tourisme avec la présentation de camping-cars, à aménager avec des kits « prêts à installer » (hausse de toit, pose de baies, isolation) et d'un bateau-maison, sorti brut de chantier et à agencer avec des matériaux de bricolage.

Une enquête menée auprès des visiteurs du Salon, l'an dernier, a permis de constater la progression d'un bricolage dit « lourd ». Pour ses pratiquants, une partie

du niveau 1 du C.N.I.T. sera transformée en véritable chantier sur lequel douze types de travaux seront effectués, de la toiture à l'installation d'une salle d'eau ou d'un chauffage. Autre nouveau point d'animation, au niveau 2, avec l'« électricité dans la maison », où seront donnés des conseils d'installation, de régulation et de montage de systèmes d'alarme.

Pour bricoler sans danger, dans n'importe quelle discipline, il faut connaître les normes à respecter. L'Afnor (Association française de normalisation) sera présente pour la première fois au Salon. Sur son stand, des conseillers et des brochures gratuites aideront à choisir et à utiliser l'outillage électrique, les câbles et autres produits soumis aux normes. Le nouveau guide Afnor « Maison-Bricolage » (sorti en kiosque le 20 octobre, au prix de 30 F) sera également diffusé sur ce stand.

Plusieurs nouveautés sont annoncées par les exposants. Pour poser des matériaux isolants, des lambris ou de la tenture murale, un marteau électrique permet de clouer et d'agrafer à des cadences ultra-rapides ( « Martelec » Wagner, sur le stand du B.H.V.). Pour réaliser une isolation par l'extérieur, un système de bardage, vendu en kit, comprend des plaques de P.V.C. crépies à chaud en usine, à clouer sur un réseau de tasseaux recouvrant des plaques de polystyrène (Synthesia).

Un nouveau panneau de particules, de moyenne densité, se travaille comme du bois massif (moulure, sculpture) pour faire des étagères ou des meubles ( « Isorel médium » Isorel). Un papier peint inédit est imprimé, sur ses deux faces, de dessins différents dans des coloris coordonnés ( « Two-Side » Borges).

JANY AUJAME.

• Du 30 octobre au 12 novembre, au C.N.I.T. à La Défense. Tous les jours de 10 h à 19 h ; les 5 et 9 novembre jusqu'à 22 h. Entrée, 16 F.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 27 octobre :

### DES DÉCRETS

• Portant publication de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'île Maurice tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signée à Port-Louis le 11 décembre 1980.

• Modifiant les limites de compétences pour les demandes ressortissant à la juridiction gracieuse en matière fiscale.

### DES ARRÊTÉS

• Fixant les programmes des épreuves des concours d'entrée à l'École nationale d'administration.

• Relatif aux conditions générales de vente régissant les rapports entre les agences de voyages et leur clientèle.

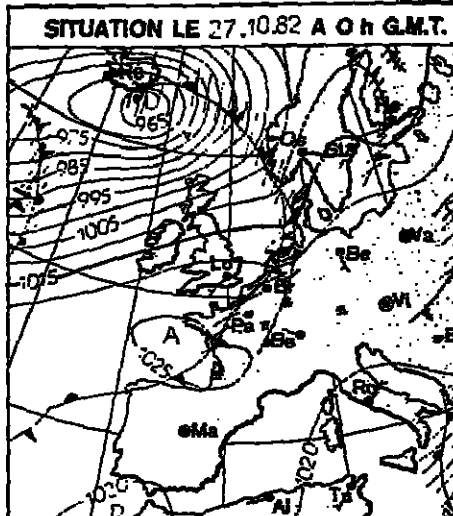
Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Beauvillier (1944-1969)  
Jacques Faivre (1969-1982)

Imprimerie du Monde  
5, rue de Valenciennes  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 27.10.82 A 0 h G.M.T.

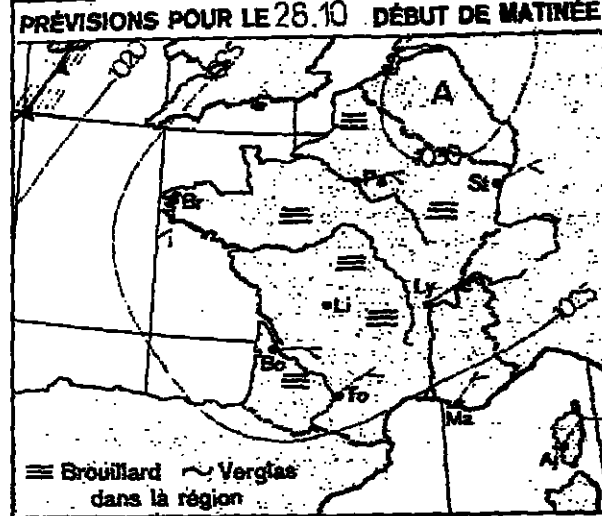
Evolution probable du temps en France entre le mercredi 27 octobre à 0 heure et le jeudi 28 octobre à minuit :

Le champ de pression se renforce sur la France, et la partie active d'une perturbation circulant sur l'Atlantique, sera dirigée vers les îles Britanniques. De l'air stable, et humide dans les basses couches, stagnera sur le pays.

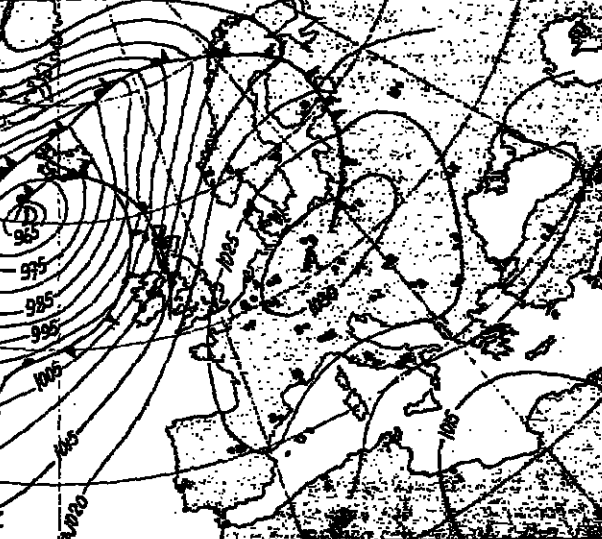
Jed, si l'on excepte les régions proches de la Méditerranée et l'extrême Sud-Ouest, brumes et brouillards prédomineront le matin sur toutes les régions. Au cours de la journée, la dissipation des brumes et nuages bas sera lente, et ils pourront même persister du Massif Central à la Bourgogne et au Nord-Est. Ailleurs, des éclaircies, parfois belles, apparaîtront et favoriseront la hausse diurne des températures qui avoisineront 15 à 18 °C du Nord-Ouest au Sud-Est ; ces températures resteront inférieures à 12 °C à l'ouest des brouillards persisteront. Les vents seront généralement faibles et souffleront modérément de sud près de l'Atlantique.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 27 octobre, à 7 heures, de 1 026,2 millibars, soit 769,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 octobre ; le second le minimum de la nuit du 26 au 27 octobre) : Ajaccio, 19 et 8 degrés ; Biarritz, 20 et 13 ; Bordeaux, 18 et 10 ; Bourges, 17 et 12 ; Brest, 15 et 5 ; Caen, 18 et 9 ; Cherbourg, 16 et 5 ; Clermont-Ferrand, 17 et 7 ; Dijon, 14 et 11 ; Grenoble, 16 et 3 ; Lille, 15 et 10 ; Lyon, 17 et 10 ;



PRÉVISIONS POUR LE 28 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



PRÉVISIONS POUR LE 28 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

Marseille-Marinigant, 19 et 8 ; Nancy, 13 et 10 ; Nantes, 17 et 9 ; Nice-Côte d'Azur, 19 et 12 ; Paris-Le Bourget, 17 et 12 ; Pau, 22 et 11 ; Perpignan, 22 et 17 ; Rennes, 18 et 8 ; Strasbourg, 14 et 9 ; Tours, 15 et 11 ; Toulouse, 19 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

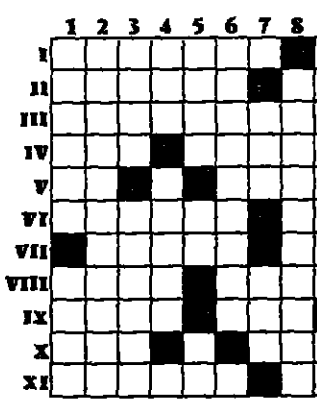
Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 11 degrés ; Amsterdam, 14 et 10 ; Athènes, 23 et 17 ; Berlin, 13 et 5 ; Bonn, 14 et 9 ; Bruxelles, 15 et 12 ;

Le Caire, 29 et 17 ; Les Canaries, 23 et 19 ; Coppenhague, 12 et 10 ; Dakar, 28 et 24 ; Djibouti, 21 et 19 ; Genève, 12 et 4 ; Jérusalem, 21 et 14 ; Lisbonne, 21 et 10 ; Londres, 16 et 4 ; Luxembourg, 10 et 9 ; Madrid, 20 et 6 ; Moscou, 10 et 2 ; Nairobi, 26 et 18 ; Palma-de-Majorque, 22 et 12 ; Rome, 20 et 14 ; Stockholm, 9 et 1 ; Tenez, 22 et 17 ; Tunis, 23 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3307



### HORIZONTALEMENT

I. Genre souvent décrié par l'homme, mais dont il ne peut se passer. — II. Accélérateur à la pression duquel les chevaux répondent immédiatement. Titre abrégé pour un homme de sciences ou de la Faculté. — III. Ce qu'on entend faire le préchi-précha. — IV. Une poule y prend du poids ou y perd ses plumes. Petit noyau générateur de gros pépins. — V. Indique une expédition limitée dans l'espace. Élément de type micronésien. — VI. Ce que fera le chef d'une manière rationnelle et abusivement l'aubergiste. Princesse en robe à queue. — VII. Ploie pourvu

### VERTICALEMENT

I. Ainsi que les hommes, certaines peuvent raser ou tondre. Vague ou divague. — 2. Arme de dissuasion contre certaines attaques aériennes. — 3. La belle n'est pas forcément jolie. Grosseurs ou instruments grossissants. — 4. Voyager. Fait triste mine. — 5. Marcellus y brilla et Auguste s'y éteignit. Son ardeur émuait celle du fella. Ainsi s'est affirmé Moutaigne. — 6. Capitales des U.S.A. — 7. Amour des nourritures terrestres. Chef des temples dans la littérature juive. — 8. Dame faisant la chaussée ou fille faisant le trottoir. — 9. Agent bien placé pour faire respecter le stop. Note.

### Solution du problème n° 3306

#### Horizontalement

I. Cassation. — II. Amour. Spa. — III. Soirée. IP. — IV. Sue. Sténo. — V. Erre. Orat. — VI. Pé. Trise. — VII. Ambole. — VIII. Tse-tse. On. — IX. Te. Al. Or. — X. Es. Genres. — XI. Cerises.

#### Verticalement

1. Casse-pattes. — 2. Amourenses. — 3. Soie. Ré. — 4. Sir (sur). Etage. — 5. Arde. Rosier. — 6. Etiole. NE. — 7. Is. Erre. Or. — 8. Opinas. Orée. — 9. Napoléon. SS.

GUY BROUTY.

**Sté Paris Rénov**  
FABRICANT - INSTALLATEUR  
PRIX DIRECT D'USINE

Contre le froid et le bruit

**changez vos vieilles fenêtres**  
(bâti compris)

MENUISERIE EN P.V.C. (polichlorure de vinyle)  
• Les fenêtres Rénov S 1 se posent en une journée  
• Sont faites sur mesures • S'adaptent à tous les styles  
• Sont déductibles des impôts.

**10 ANS DE GARANTIE**

Offre exceptionnelle (limitée jusqu'au 1/11/82)  
Ex. de prix : Pour changer une fenêtre de 1 m 85 de haut x 1 m de large équipée en double vitrage BIVER ST-GOBAIN 4/6/4 ou en glace de 8 mm, comptez 2.950 F T.T.C. posée

DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE

Sté PARIS-RÉNOV - 22, RUE FONTAINE  
75009 PARIS - Tél. : 526.60.00

CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

**Le Monde**  
DIMANCHE  
Dans son numéro du 31 octobre

**Les scribes du pouvoir**

Pour les vedettes de la politique, ils sont des compagnons, des conseillers, autant que des auteurs de discours.

Enquête de Liliane Delwasse.

**HARMONISEZ VOTRE CHAUFFAGE AVEC LA METEO-CHAUFFAGE**

Pour maîtriser les consommations d'énergie des maisons, des immeubles, des bureaux, des magasins, suivez chaque jour les conseils de la météo-chauffage qui vous indiquent région par région quand et comment il convient de chauffer en fonction des prévisions météorologiques.

AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

FRANCE ENTIÈRE (1) 566.07.66 ILE-DE-FRANCE (1) 566.05.45

## BREF

### FORMATION PERMANENTE

**CENTRES DE VACANCES FAMILIAUX.** — La Fédération des centres de vacances familiaux organise les stages suivants au Centre La Camusière, en Eure-et-Loir :

— Perfectionnement pour animateurs, spécialisation initiation artistique, du 8 au 13 novembre ; formation animateurs, du 15 au 23 novembre ; spécialisation animateurs audiovisuel, du 15 au 20 novembre ; perfectionnement animateurs, en trois week-ends, les 27-28 novembre, les 4-5 décembre et les 11-12 décembre ; spécialisation animateurs découvreurs de l'environnement naturel et humain, du 22 au 27 novembre ; formation directeurs du 2 au 12 décembre ; perfectionnement directeurs, du 13 au 18 décembre.

\* F.C.V.F., 3, rue des Deux-Boules, 75001 Paris, 1616 pécun. : 233-95-17.

**LA GESTION EN VIDÉO.** — La Société Vidéo Gestion propose une série de douze vidéocassettes consacrées à l'enseignement de la gestion. Programme sur deux ans. Prix unitaire : 690 F ; prix pour douze cassettes : 7 520 F.

\* 36, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris. Tél. : 260-68-52 et 260-98-53.

### JEUNESSE

**LE 35<sup>e</sup> SALON DE L'ENFANCE, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS.** — Le Palais du C.N.I.T. de Paris-La Défense ouvrira ses portes au Salon de l'enfance, de la jeunesse, des sports et des loisirs du mercredi 27 octobre au jeudi 11 novembre inclus. A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la signature du traité de Rome, ce Salon est placé sous le signe de l'Europe. Chaque pays de la Communauté européenne présente des réalisations. D'autre part, à l'occasion du Salon de l'enfance et de la jeunesse, « un concours Lépine des jeunes » sera organisé. Ce concours est ouvert aux filles et garçons de huit à dix-huit ans. Il a pour but d'encourager les facultés imaginatives et créatrices des jeunes.

\* LE 35<sup>e</sup> Salon de l'enfance, de la jeunesse, des sports et des loisirs sera ouvert chaque jour sans interruption, de 9 h 30 à 18 h 30. Le prix d'entrée est de 15 F pour les adultes et de 8 F pour les familles nombreuses. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de six ans et les adultes possédant la carte Vermeil. Des prix spéciaux sont accordés pour les groupes.

## PARIS EN VISITES -

### VENREDI 29 OCTOBRE

• Exposition Oudry, 12 h 30, Grand Palais, Mlle Garnier-Ailberg.  
• L'Opéra présenté aux jeunes, 13 h 15, vestibule, Mme Hulot.  
• La Conciergerie, 14 h 30, 1, quai de l'Horloge, Mme Bouquet des Chaux.  
• Forum des Halles, 15 heures, métro Louvre, Mlle Oswald.  
• Cimetière de Passy, 15 h, entrée, avenue Paul-Doumer, Mme Penne.  
• La Renaissance, 15 heures, musée de Louvre, porte Daumesnil, Mme Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).  
• Peintures témoins de leur temps, 15 heures, 19, rue de Valenciennes (Approche de l'art).  
• Palais de justice, 15 heures, métro Cité (M. Charoy).  
• La Franco-conspiration, 15 heures, 16, rue Cadet (P.-Y. Jastot).  
• Le Pont-Neuf, 14 h 30, angle place Saint-Michel, quai des Grands-Augustins (Paris autrefois).  
• Quartier Saint-André-des-Arts, 14 h 30, face Fontaine Saint-Michel (Paris pittoresque et insolite).  
• Quand Paris s'apaisait, Lucie, 15 heures, place Paul-Painlevé (Paris et son histoire).  
• Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Rénovation du passé).  
• Crypte de Notre-Dame, 15 heures, parvis (Tourisme culturel).

### CONFÉRENCES

• 18 heures : 12, rue Vivienne, M. M. Lecoq : « Les grandes catastrophes biologiques » (Ergon).  
• 20 h 15 : 11 bis, rue Kappeler : « Que se passe-t-il au moment de la mort ? » (Nouvelle Acropole).  
• 20 h 30 : 19, rue Frédéric-Lemaître, M. A. Gauthier-Walter : « La grande mutation de notre fin de siècle » (Centre G.R.A.C.E.).

**50.000 LOCATIONS**  
le catalogue  
ALLO VACANCES ENFAM  
avec des photos et des prix.  
Le n° 4, 18 francs  
Finances, marchands de journaux  
Remboursable à votre 1<sup>re</sup> location

central de renseignements  
à votre service au  
**16/1/225.75.75**  
61 rue la Boétie,  
75008 Paris



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

### LA TUNISIE AU PETIT PALAIS

## La muse céleste de l'Afrique

LORSQU'ON vient pour la première fois à Tunis, la médina parcourue, la promenade paraitrait un peu brève si, à quelques minutes du centre, le musée du Bardo n'offrait un incomparable ensemble de mosaïques romaines de l'époque impériale et, après l'antiquité vertueuse et redondante des versions latines, c'est toute une antiquité familière, gourmande et fleurie, qui est un véritable enchantement poétique.

Quelques-unes de ces mosaïques, parmi les plus belles, sont présentées à l'exposition « De Carthage à Kairouan » qui vient d'être inaugurée au Petit Palais. Mais le propos n'est pas de tout l'héritage de la Tunisie, et le parcours nous conduit de ses lointaines origines (certains objets remontent au VIII<sup>e</sup> siècle) à l'Afrique chrétienne de Saint Augustin et aux chefs-d'œuvre nés de la conquête arabe.

Donc, au point de départ, il y eut Carthage, fondée en 814 par une

princesse phénicienne de légende, Elissa (la Didon de Virgile), et détruite en 146 sur l'ordre du Sénat par Scipion Emilien, qui pleura, dit Polybe, en voyant disparaître tant de trésors. L'archéologie punique est, par la même, un problème si complexe qu'on ne peut l'aborder ici. D'autant que Carthage, plaque tournante du commerce méditerranéen, accueillit toutes les influences artistiques et, pas plus que Rome, ne recouvrit jamais entièrement le vieux fonds barbare.

Dès les premières salles, on sent l'apport de l'Égypte (ainsi dans le sarcophage dit « de la Prêtresse »), de Syracuse, de la Grèce classique ou du monde hellénique. La fameuse *Hercule de Massicault*, malgré toutes ses références égyptiennes, plonge la romanité tardive dans une sorte d'exotisme fondier, et si la dédicace d'un très beau bas-relief du III<sup>e</sup> siècle après J.-C. est rédigée en latin, elle s'adresse de toute évidence à d'immémoriales divinités indigènes.

#### Rome tout entière

Déjà Tamit avait absorbé Astarté. Bas-Hammon deviendra Saturne, le grand dieu africain de l'époque romaine, et la terrifiante statue à tête de lion du *Genius terre africæ* renvoie à tant d'influences qu'on peut y voir l'expression de ce syncrétisme qui a marqué toute la production artistique du territoire de l'actuelle Tunisie depuis l'arrivée des Phéniciens jusqu'à celle des Arabes.

La singularité poétique, on la trouvera surtout dans certains bijoux, certains masques, certaines statuettes de déesse-mère, dans la céramique d'usage courant (la céramique de luxe étant importée de Grèce et d'Etrurie) ou dans une étonnante série d'amulettes en pâte de verre figurant des visages masculins crénelés de boucles et aux yeux dilatés. Ou encore dans les stèles du tophet de Carthage, les tophets étant ces sanctuaires destinés aux sacrifices humains que Flaubert s'est délecté à évoquer dans le chapitre XIII (« Moloch ») de *Salammbô*. Sur l'une de ces stèles, un prêtre marche en tenant dans ses bras l'enfant, le *temple boy*, qu'il va immoler. Ailleurs, l'œil se ressuscite à contempler la proue du navire de l'au-delà, un palmier entouré d'un joli rinceau de lierre, une frise de ces échassiers qui, aujourd'hui encore, sont « le décor naturel et mouvant du lac de Tunisie », comme il est dit dans l'excellent catalogue.

Les échassiers demeurent, les méchants prêtres disparaissent. Voici Rome et un ensemble particulièrement riche de statues et de stèles. Le caractère un peu provincial de la sculpture de l'Afrique romaine est compensé par sa remarquable expressivité, ainsi dans la stèle au cavalier du musée de Chemtou. Et cette expressivité se retrouve

aussi bien dans les productions populaires d'époque tardive, dont le vigoureux archaïsme manifeste la persistance de la tradition punico-numide, que dans des pièces plus élaborées (la stèle « Boglio »), où l'artiste a su parfaitement distribuer un programme complexe en l'illustrant de détails naturalistes de la plus convaincante fraîcheur.

La même dualité culturelle est manifeste dans le rapprochement, que nous suggère l'exposition, entre deux Hermès à tête de nègre de l'époque d'Hadrien et deux sculptures du néo-attique le plus raffiné qui datent à peu près de la même période. Mais c'est Rome tout entière qui apparaît dans les petits bronzes du musée du Bardo (sont-ils vraiment de fabrication locale ?), dans la statuaire monumentale et dans les deux figures féminines en stuc qui entourent la céladon mosaïque où l'on voit Virgile entouré de Melpomène et de Clio et tenant l'*Enéide* sur ses genoux.

Si la plus séduisante, la plus foisonnante des mosaïques tunisiennes, la mosaïque du seigneur Julius, n'a pu être transportée en raison de sa taille, on peut gager que le public ne bouderait pas son plaisir devant les chefs-d'œuvre que rassemblent les salles médianes de l'exposition. On verra d'abord une série de natures mortes de la fin du II<sup>e</sup> siècle, où commence l'âge d'or de la mosaïque africaine, et représentant une bouteille dans sa housse de paille tressée, un chapelet de grives, un couffin d'où s'échappent en geyser superbement composé tous les poissons du golfe, des crevettes, des anguilles, une triomphale langouste.

#### A la mosquée de Kairouan

Après la vie silencieuse, la vie animale, le tigre attaquant deux onagres et les lions dévorant un sanglier du musée d'El-Djem, frémissantes au point de paraître suspendues dans les airs. Une scène de chasse encore, avec des léopards aussi élégants que ceux d'Oudry, et voici les dieux, le beau Neptune adhésif du musée de Scuse, une procession dionysiaque délicieuse de rythme et d'abondance décorative. Quant aux hommes, nous les voyons banqueter, décharger un navire, ou bien c'est Ulysse attaché à son mât, détournant ses regards d'aimables sirènes à pattes d'oiseau. A gauche de la composition, une langouste, encore, que brandit un pêcheur.

Ne quittons pas les salles romaines sans regarder les terres cuites rouges, si délicates de matière et de décor, qui furent exportées dans tout l'Empire au III<sup>e</sup> siècle. Et entrons dans les salles chrétiennes où nous attendent des bas-reliefs de Bon Pasteur, des bijoux, une série de ces carreaux curieusement primitifs dont étaient décorées les églises du VI<sup>e</sup> siècle. La mosaïque continue et, si la dessin est moins sûr, l'impression d'optimisme, de vitalité naturaliste moins forte, le sentiment décoratif ne faiblit pas et la superbe *Dame de Carthage* sur laquelle s'achève le parcours est digne des grands moments de l'art byzantin.

Avec la conquête arabe, commence une tout autre histoire, où rien ne subsistait de Didon, de Tertullien, du seigneur Julius, de Carthage elle-même saluée par Apulée comme « l'école vénérable de notre province, la muse céleste de l'Afrique ». Occupée par les Vandales, reprise par les troupes de Bélisaire, l'Afrique s'ouvre, dans la seconde moitié du VII<sup>e</sup> siècle, au monde musulman qui laissera dans la grande mosquée de Kairouan un témoignage majeur de son génie architectural.

La mosquée de Kairouan est évoquée par une maquette très soignée qu'entourent des bois sculptés, des plats de céramique, des stèles funéraires où court le coufique avec la volubilité chère aux musées orientaux. Dès le IX<sup>e</sup> siècle, Kairouan est le centre d'une intense activité religieuse et artistique. En témoignent les admirables manuscrits coraniques réunis dans la dernière salle de l'exposition. On avait déjà vu certains d'entre eux en 1974 au British Museum, lors du Festival de l'Islam. On les revêt avec le même émerveillement : celui qui naît de l'écriture lorsque la splendeur architecturale elle joint les délices de l'inflexion décorative. Ainsi naît, presque indépendamment du texte, le sentiment du sacré.

ANDRÉ FERMIGIER.

\* De Carthage à Kairouan. 200 ans d'art et d'histoire en Tunisie. Petit Palais, jusqu'au 27 février 1983.



Poissons s'échappant d'un couffin, fin du II<sup>e</sup> siècle, début du III<sup>e</sup> siècle.

### MUSÉES, EXPOSITIONS, CONCOURS...

## Paris, Babel architecturale

PARIS, Babel de l'architecture, ville ouverte. L'annonce de grands chantiers (le parc de La Villette, le ministère des finances, l'Opéra de la Bastille, la Tête Défense et peut-être l'exposition universelle), l'organisation de concours internationaux où certains architectes étrangers sont invités à juger et les autres à entrer en compétition, viennent d'ajouter un intérêt pour la France, terre d'aventure, qui avait commencé de se manifester, après un long silence, depuis quelques années.

Piquées de curiosité pour quelques réalisations récentes (en tête, les audaces de Boffill, étranger lui aussi, avaient résonné hors des frontières), rendues plus disponibles par la crise qui sévit partout, les honorables signatures italiennes, américaines, japonaises, anglaises, jettent un regard vers Paris.

Le renouveau du débat architectural, jusqu'à la caricature comme l'ont montré les vagues attirées sur nos rivages de la Chantilly post-moderniste, la relance de l'édition (dans un abondant désordre) et des expositions (encore rarement très « populaires », mais ça vient), le tout grâce à une dose non négligeable d'initiative publique (avant et après le 10 mai), ont fait de Paris un lieu fréquentable pour les architectes du monde entier.

Les esprits chagrins remarqueront que cette « réévaluation » arrive en même temps que la baisse de la construction : c'est vrai, mais, si on construit moins que

dans les années folles, c'est encore beaucoup trop souvent dans la médiocrité...

Malgré des passerelles fragiles jetées depuis quinze ans entre la recherche de qualité et le tout-venant, ces actions restent marginales (même au sein du plan-construction essentiellement tourné vers l'industrialisation). Il reste à établir le dialogue entre la production courante et les poisons pilotes, entre l'Institut français d'architecture et le Salon de la maison individuelle, par exemple. Mais commençons par le commencement : le débat est ouvert au sommet, les élites s'entre-déchirent, le public haut de gamme se demande s'il ne devrait pas s'intéresser à l'architec-

ture, et les étrangers ne nous méprisent plus...

Ouvertes sur l'extérieur, les expositions présentées cet automne montrent plus d'étrangers que de Français : les blagues américaines (maisons « école » de luxe en Arizona, gratte-ciel unijambistes en Floride), les exercices de style morbide des Italiens, les audaces intraduisibles de certains Japonais, l'insolence de quelques Australiens, sont montrées, en grand et en couleur, à la Biennale. La présentation de cette exposition illustre implicitement le travail architectural par la transformation très étonnante du « palais des études » intenable de froidure sous sa verrière habituelle, en caserne de Disneyworld.

#### Les nouveaux mégalomanes

Les étrangers sont présents aussi quai Malaquais, où Chemtsov a rassemblé ceux qui lui semblaient dignes d'achever le monument moderne... comme on poursuit une quête impossible vers la pureté, ou on achève les chevaux, en les assommant.

Bref, l'architecture est redevenue un art, pour le meilleur et pour le pire. Revendiquant le statut d'artiste, les architectes dessinent comme des fous (certains se vendent très bien à New-York ou ailleurs). Les écoles se font et se défont, se croisent ou s'opposent. Le choix est enfin plus large, et si on laisse construire les nouveaux mégalomanes (ces Italiens qui jettent des murailles

de Chine dans la campagne, ou ce Catalan qui bâtit des forteresses gréco-romaines aux portes de Paris), on saura au moins à quoi on s'expose. Les catalogues sont sur la table, les intentions affichées, les artistes redressent la tête.

Quand on se souvient que M. Giscard d'Estaing avait voulu réserver aux architectes français la réalisation des grands projets, l'ouverture des frontières est un « bon » changement, si on ne tombe pas dans le piège snob qui conduirait à parer des plumes de l'authentique qualité tous ceux qui portent des noms d'ailleurs.

Les Japonais sont inscrits en force au concours de La Villette.

M. Belmont va prêcher ces jours-ci à New-York et à Tokyo pour le centre de la communication de la Défense. Beaucoup de vedettes, dit-on, se réservent pour l'Opéra, tandis que le ministère des finances échouait aux « contributeurs » nationaux.

Des Italiens sont déjà dans la place : Gae Aulenti fait la loi au musée d'Orsay, Vittorio Gregotti conseille Robert Bordaz pour l'Exposition universelle (le Monde daté 3-4 octobre), milanais tous deux, et très entrepreneurs. Renzo Piano (pour l'Expo) et Richard Rogers (au jury de la Défense) reçoivent les dividendes de confiance qu'a générés le succès de Beaubourg. James Stirling (aux finances), Arata Isozaki (à La Villette), Kisho Kurokawa, Richard Meier ou Oriol Bohigas (à la Défense) devront batailler pour la dignité des concours. Un seul jury sera souverain : celui de La Villette, qui choisira le maître d'œuvre du parc. Pour le ministère des finances et la défense, le chef d'Etat, quelles que soient les précautions de langage et de forme, aura le dernier mot, parmi une sélection restreinte.

Même s'il n'en reste que des dessins et de grands rêves (les architectes sont habitués à cela et l'histoire de leur art se nourrit volontiers de belles utopies que n'entache pas la sordide réalité), l'effervescence créative du début des années 80 n'aura pas oublié Paris.

MICHELLE CHAMPENOIS.

5021 من الامم

Cinemas

L'ATELIER REGIONAL DE BRETAGNE

Le talent obstiné

Le cinéma est le langage le plus diversifié qui soit. Peut-être parce qu'il est jeune encore et n'a pas eu le temps de se donner des lois rigides, une tradition. Et puis, il montre tout ce qui peut se voir et ce qui se dévine, capte la création des images, la peinture : le film sur l'art a ses spécialistes et son festival, à Montréal.

Si Hollywood, terre du rêve naïf et du fantastique sophistiqué demeure la cathédrale universelle du cinéma, il s'en crée d'autres partout dans le monde, dans les petites églises, les maisons isolées pour dire des choses particulières, et les dire autrement.

La France, qui a mal à ses provinces, accepte enfin que les Français s'expriment : des ateliers se sont organisés, notamment en Bretagne, et Bastia accueille les cinémas méditerranéens. Présenter des films n'est pas tout, le même vu au Festival de Cannes, en Corse ou en Sicile n'est plus le même, l'entourage compte.

Avant de lancer d'autres ateliers - la demande est très grande dans les régions - le ministère de la culture participe d'ores et déjà à l'équipement et au fonctionnement de cinq centres confiés à des gens qui ont fait leurs preuves, par exemple Félix et Nicole Le Garrec, en Bretagne.

DANS le F4 d'un immeuble moderne à Brest, deux dessinateurs se penchent sur leur table, environnés d'écrans, de projecteurs et de boîtes de films. Combien de temps faudra-t-il encore à Joël Tasset pour venir à bout des quinze mille dessins qui racontent l'histoire de Diao, petit Mowgli de science-fiction qui tente de délivrer son copain prisonnier des robots sur une étrange planète, le Paradis des monstres, qui envahissent les murs ? « J'ai déjà investi 150 000 francs dans ce dessin animé de douze minutes, explique le réalisateur. Il me coûtera 500 000 francs. Le Centre national de la cinématographie (C.N.C.) ne m'a donné que 60 000 francs. Je continuerai à accepter tous les travaux alimentaires qu'on me proposera pour terminer mon film. »

L'expérience de Joël Tasset est exemplaire en Bretagne (en dépit de sa « spécialité »). Il fait partie de ce petit noyau de professionnels au talent obstiné qui justifient la création d'un atelier régional.

Sans doute tourne-t-on depuis longtemps de Saint-Malo à Brest, mais le cinéma breton a eu bien du mal à sortir de l'adolescence. Né dans les maisons de jeunes et de la culture, il s'est développé dans un militantisme souvent lassant. Chaque année la Journée bretonne du Festival des minorités à Douarnenez (Finistère) était l'occasion d'une laborieuse pédagogie. Chaque année une nouvelle version de « l'impérialisme culturel de Paris » était dénoncée devant un public converti, entre une réalisation sur l'exode rural et un court métrage contant l'agonie de l'industrie sardinière. Mais on ne fait pas du bon cinéma avec de bons sentiments. Certains réalisateurs l'avaient compris : ils reconnaissent avec lucidité qu'une contestation systématique ne tient pas lieu de scénario et que la caméra ne suffit pas à transformer un amateur en professionnel.

Pourtant s'ils étaient les premiers à être sévères envers eux-mêmes,

les réalisateurs bretons ne l'étaient pas moins avec le C.N.C., qui « ne leur donnait pas les moyens de développer leur art ». En mars 1982, ils avaient dénoncé, à l'occasion d'une rencontre, le fonctionnement du centre, qui faisait de Paris le point de passage obligé (culturel et financier) du cinéma régional, et la jungle administrative dans laquelle les réalisateurs se perdaient dès qu'il fallait défendre un dossier dans les bureaux de la capitale.

Aujourd'hui, le monde du cinéma breton ressemble à une nébuleuse où autodictateurs et militants se côtoient : un petit groupe de professionnels solides qui ont dû et doivent encore vaincre de multiples difficultés pour faire leur métier en Bretagne. Félix et Nicole Le Garrec ont fait leurs classes durant quinze ans dans leur magasin de photos, avant de réaliser des montages audio-visuels pour les collectivités locales et d'équiper lentement leur atelier du seul matériel réellement professionnel de la région. Ils ont enfin pu réaliser *Plogoff*, qui leur ouvre la porte des longs métrages. Joël Tasset vit depuis seize ans de décoration plus que de dessin animé. Jean Kergrist, homme de théâtre, abandonne provisoirement son T.N.P. (Théâtre national portatif) pour proposer un scénario à l'atelier... Il a tourné douze courts métrages il y a quelques années.

La décision du ministre de la culture de créer des ateliers régionaux va tout d'abord amorcer une décentralisation des moyens techniques : des locaux seront mis à la disposition de l'atelier par la municipalité de Quimper. Les réalisateurs bretons y trouveront des caméras, des magnétophones, une salle de montage, des projecteurs, etc. Autant d'équipements « lourds » qu'il fallait auparavant louer à Paris. Ainsi les professionnels bretons mais aussi les metteurs en scène venus tourner en Bretagne trouveront le matériel nécessaire sur place.

En outre, le centre tiendra à la disposition des cinéastes des fichiers de techniciens professionnels régionaux, mais également d'acteurs (de théâtre notamment). Enfin, l'atelier pourra conseiller les réalisateurs pour constituer un dossier et « le faire suivre dans les bureaux parisiens ».

L'atelier, qui aura un statut d'association, sera financé par le ministère de la culture (475 000 F.), la

région (300 000 F.), le département du Finistère (100 000 F.) et la ville de Quimper (100 000 F.). Pour l'année 1982, il sera dirigé par Félix Le Garrec. Une convention lie les partenaires financiers pour trois ans.

Reste à savoir quelles seront ses compétences exactes : en la matière, le pragmatisme est de rigueur. Pour Félix Le Garrec, la décentralisation n'est pas seulement technique. « Elle doit permettre de créer un véritable pouvoir de décision à l'échelle régionale ». Les demandes d'aide pour les courts métrages, par exemple, devront être adressées à Quimper. C'est aussi par l'atelier que transiteront les dossiers de longs métrages. Mais ce « recentrage » ne sera possible que si le cinéma breton est l'œuvre de professionnels. « Nous avons déjà reçu des demandes d'associations qui réclament une caméra, explique Félix Le Garrec, mais il faut bien savoir que nous n'avons qu'un seul critère : celui du professionnel. L'atelier doit également être un lieu de formation. Des cours y seront donnés, des stages organisés. Il y a quelques années, on pensait qu'il fallait être breton pour faire

du bon cinéma régional. Aujourd'hui, nous savons qu'un film tient au talent d'un homme, à la qualité des techniciens, et aussi qu'on ne peut rien faire sans argent. »

« Pour nous, la décentralisation est le mot-clé », affirme pour sa part M. Jacques Barraud, chargé des ateliers régionaux au C.N.C. Pour lui, c'est en Bretagne et non à Paris que les décisions doivent être prises. « La personnalité des ateliers varie avec les régions », affirme-t-il, ajoutant : « cette décentralisation est un projet culturel : les films ne seront pas produits selon les critères de la seule rentabilité. »

La création de l'atelier régional va bouleverser les habitudes des professionnels et permettre la naissance d'un cinéma régional, mais elle n'en soulève pas moins de multiples questions : affirmer que les ateliers permettront aux régions de « maîtriser les outils » et « développer l'expression régionale » est une chose. Lui garantir les moyens financiers de son fonctionnement en est une autre. Même si les collectivités locales et régionales ont volon-

tièrement participé à son financement, le centre devra-t-il s'autofinancer dans trois ans, période à la fin de laquelle ses partenaires feront leur bilan et réviseront leur convention ?

Tout cela obligera enfin les réalisateurs bretons à définir leur propre culture. Tous les professionnels l'affirment : « Plus on est enraciné dans sa propre culture, plus on est universel. » Etre bretons, demandent-ils, cela nous empêche-t-il d'être de bons cinéastes, des « monstres d'images », de « raconter des histoires », d'« écrire de bons scénarios » ?

La voie est étroite pour l'atelier régional, qui, d'une part, ne sera pas soumis aux seules lois du marché, mais qui, d'autre part, devra faire preuve de maturité et de talent. Si la renaissance des cultures régionales, populaires, est la condamnation d'un certain élitisme, voire d'un certain paranoïaisme, c'est aux spectateurs bretons qu'il reviendra de confirmer leur cinéma. Mais pourquoi pas aussi aux cinéphilés de Toulouse, de Lyon et de Paris ?

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

FESTIVAL DES FILMS SUR L'ART

Invitation au voyage

Organisé par René Rozon, critique d'art de Montréal, rédacteur de la revue québécoise *Le Monde des arts*, et présenté à la nouvelle cinémathèque du boulevard Maisonneuve, le Festival des films sur l'art, qui s'est tenu début octobre, était placé sous le double patronage du Musée d'art contemporain de Montréal et du Conseil international du cinéma et de la télévision de l'UNESCO.

Le grand prix a été attribué à *Hopper's Silence*, critique d'art irlandais établi aux États-Unis. Dans les années 60, il a interviewé le peintre, est devenu son ami. A partir de lettres, le cinéaste retrouve les lieux qui ont inspiré l'artiste, voire un film dont il a signé la lumière : *Johnny Apollo*, avec Tyrone Power. Derrière le murisme des personnages, Brian O'Doherty insère, sans jamais forcer la note, l'humour froid de Hopper. Un document sur le Whitney Museum, réalisé par son

conservateur Russell Connor, était présenté en complément.

Que les films sur l'art soient avant tout des invitations au voyage et ne prétendent en aucun cas remplacer l'expérience directe, c'est l'évidence. Que la réussite ne soit pas automatique, un autre film américain, *De Kooning on De Kooning*, de Charlotte Zwerin, l'a prouvé. Formée chez les frères Mayrles, co-réalisateur et monteuse de *Gimme Shelter*, Charlotte Zwerin a travaillé sur le vif, suivie le peintre dans son atelier, n'a pas résisté à la tentation de « décomposer », en quelque sorte, la parole du maître. Ou le temps lui a manqué, ou des pressions ont interverti son travail.

Le prix de la meilleure biographie a été décerné à *Frida Kalo a profile*, d'Ella Hershon et Roberto Guerra (R.F.A.-Grande-Bretagne), remarquable document sur la compagne du peintre muraliste Diego Rivera, tournée dans la maison où vécut le couple, devenue aujourd'hui musée.

Autre document saisissant : *Corregio à Parme, gli affreschi nella cupola del Duomo*, de Claudio Olivieri.

En complément, la France était représentée par un *Balthus* discuté mais intéressant, de Pierre Zucca, et un *Pierre Soulages* minutieux, de Jean-Michel Meunier, produit par TF 1 et qui figure au palmarès dans la catégorie des films de télévision. Dans les sections parallèles, un hommage a été rendu à Frédéric Rossif, en sa présence, avec son *Roi en Rivière* (1968), que Visconti a connu avant de tourner *Ludwig* en 1972. *Pablo Picasso, peintre* (1981), inédit. Ont été également présentés les *Charmes de l'existence* (1949), de Jean Grémillon, classique de l'humour tendre, une *Vierge à l'Enfant* (1948), d'Alain Resnais, alors débutant. *Hans Bellmer*, de Catherine Binet, un film qui dépasse sa vocation pédagogique pour raconter les fantasmes de la cinéaste face à l'œuvre de l'artiste élu.

LOUIS MARCORELLES.

ATHENZES  
à partir du 28 octobre  
**Platonov**  
l'homme sans père  
mise en scène  
ANTON TCHEKHOV  
DANIEL MESGUICH  
Cie Le Théâtre du Miroir  
742.67.27

TEP 797.96.06  
17 rue Maite Brun  
Paris 20<sup>e</sup> M<sup>étro</sup> Gambetta  
HISTOIRES DE QUARTIERS  
HISTOIRES DE FAMILLES  
GRANDE SALLE  
**le chantier**  
texte : Charles Tordjman  
musique : J. Louis Mechart  
m. e. s. : Guy Retorg  
PETIT TEP EN ALTERNANCE  
**à la belle saison**  
Jenny Bellay - François Lalande  
Micheline Uzan  
**l'essuie-mains  
des pieds**  
Gil Ben Avch  
Pierre Avandier - Martine Drai

20<sup>h</sup>  
**THEATRE DE L'AQUARIUM**  
**CORRESPONDANCE**  
CARTOUCHERIE - 374.99.61

**THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES**  
DU 2 NOVEMBRE AU 5 DECEMBRE 1982  
CRÉATIONS MONDIALES ET LES GRANDS CLASSIQUES  
en alternance : 2 programmes différents.  
**MARCEL MARCEAU**  
avec  
**SHAWN BRYAN**  
location théâtre agences et par tél: 723.4777

**LES MEILLEURES SOIRÉES DE PARIS**  
NOUVELLE REVUE  
COCORICO !  
**LIDO**  
20 h 30 Dîner dansant  
champagne et revue  
**335 F**  
22 h 30 Revue et  
0 h 00 champagne  
**230 F**  
PRIX NETS SERVICE COMPRIS  
NORMANDIE  
116 bis av. des Champs-Élysées  
563 11 61 et agences  
FRENESIE  
**MOULIN ROUGE**  
20 h 00 Dîner dansant  
champagne et revue  
**335 F**  
22 h 00 Revue et  
0 h 00 champagne  
**230 F**  
PRIX NETS SERVICE COMPRIS  
MONTMARTRE  
Place Blanche -  
606 00 19 et agences

Centre Dramatique National  
**THEATRE DE LA COMMUNE** 833.16.16  
AUBERVILLIERS  
**PURGATOIRE**  
A. INGOLSTADT  
de Marieluise Fleisser  
mise en scène de Hans Peter Cloos  
**TCA**

**COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT**  
**THEATRE DU ROND-POINT**  
tous les jours 20 h 30 sauf dimanche et lundi  
matinées dimanche 15 h  
création  
**LES STRAUSS**  
de Georges Coufonges  
mise en scène Jean-Louis Barrault  
2-3-4-5-6-7 novembre à 18 h 30  
**LE KALARIPPAYAT**  
Art guerrier de l'Inde  
**PETIT ROND-POINT**  
tous les jours 20 h 30 sauf dimanche et lundi  
matinées dimanche 15 h  
**L'AMBASSADE**  
de Slawomir Mrozek  
mise en scène Laurent Terzieff  
en coproduction avec la Cie Laurent Terzieff  
prix Grande Salle 80 F 80 F 70 F 55 F 35 F  
La Kalarippayat 60 F Petit Rond-Point 60 F  
location  
**Théâtre du Rond-Point**  
Av. Franklin-Roosevelt 75008 Paris - tél: 256.70.80

EXPOSITION  
**« Georges BRAQUE en Europe »**  
STRASBOURG - Musée d'Art Moderne  
Jusqu'au 28 novembre 1982

Musée  
**STAGIENO-PATOCCHI**  
exposé  
du 6 octobre au 12 novembre 1982  
GAL. BEAUVAU-MIROBESNIL  
15, rue Mirobessin  
Paris 75008  
Tél. 263-61-20

**GALERIE L'ART ET LA PAIX**  
36, rue de Cléry, Paris (9<sup>e</sup>)  
Hommage à  
**PICART LE DOUX**  
20 oct. - 20 nov.

**GALERIE FRAMOND**  
**DE CONINCK**  
peintures récentes  
3, rue des Saints-Pères V<sup>ie</sup>

MAIRIE ANNEXE DU XIV<sup>e</sup>  
20, rue des Batignolles  
(Métro : Bourse, Place de Clichy)  
**LES PETITS METIERS - PARIS 1900**  
Hommage à Albert Moitte  
du 29 octobre au 21 novembre  
Ouvert tous les jours sauf lundi  
de 11 h 30 à 18 h  
Entrée gratuite

**ARTCURIAL LIBRAIRIE**  
UNE VRAIE LIBRAIRIE  
D'ART CONTEMPORAIN  
7000 titres français et  
étrangers disponibles  
Catalogues sur demande  
9, avenue Montaigne Paris 8 - 359.29.81  
ouvert du samedi de 10 h 30 à 19 h 30



FILMS  
MÉDITERRANÉENS

## La mort

REGROUPEUR sous une même appellation, sous un même label, comme on l'a fait à Bastia, du 10 au 20 octobre, des films tournés dans des pays très différents, de cultures et de politiques diverses, sur des péninsules et sur des terres de plusieurs milliers de kilomètres, et dire qu'ils sont tous méditerranéens, ce serait un peu les traiter comme des plantes, car il n'y a que dans des registres botaniques qu'on fait de tels regroupements, et parce qu'ils ont des racines limitées, parce qu'ils ont baigné dans des couchers de ciel roses, ce serait les river les uns aux autres dans une sorte de fatalité raciale et climatique, leur faire endosser la même peau comme une écorce d'orange Jaffa. S'ils ont bien la même peau, c'est seulement une peau plus sensible que les autres à la lumière, car les metteurs en scène de ces pays ne doivent pas guetter à la lorgnette les passages des nuages dans l'attente d'éclaircies, la lumière est là, partout, si violente et si insistante qu'il faut un peu fermer la rétine pour pouvoir la supporter, pour l'empêcher de manger complètement l'image, imperceptibles nuits américaines.

Ce premier Festival du film des cultures méditerranéennes, en effet, a présenté des films d'Espagne, d'Italie, du Portugal, de Grèce, de Turquie, d'Algérie, du Maroc, de Tunisie, d'Égypte, et il y avait dans ce passage des uns aux autres comme une marche vers le désert, une conduite à la boue, une avancée vers le zénith, et au fur et à mesure du déplacement de latitude, de l'accroissement du soleil, de la dissipation des nuages, de la sécheresse, une dépravation de la narration classique, un effritement progressif, mais qui semblait mener vers des choses plus rares. Il y avait moins de rapports, sans doute, entre un film espagnol comme *Crime de Cuenca*, de Pilar Miró, ou le film italien *Maria Zef*, de Vittorio Cottafavi, et ces films tunisiens ou marocains, qu'entre un film japonais

un film zoulou. Le film espagnol et le film italien racontaient une histoire comme dans un roman : une erreur judiciaire pimentée de torture et qui se redéployait à l'envers du gosier d'un cri de foire, et un drame rustique qui dévoilait les limbes de la révolte féminine.

Les films tunisiens, marocains ou égyptiens les plus beaux, ceux qui ne se soumettaient pas aux codes occidentaux, ceux qui ne louchaient pas maladroitement sur Paris ou New-York, mais qui voguaient librement, ne racontaient pas d'histoire, ou racontaient peu. Leur histoire découlaient d'elle-même des gestes du travail et des fêtes, des traditions, d'une autre façon de ressentir le temps, d'occuper la durée d'une bobine. Ils avaient leur lent, leurs splendeurs, leurs secrets. Ils montraient au lieu de raconter. On a vu une vache voler, de la pâte à pain malaxée, du lait tiré du pis de la chèvre, la circoncision d'un enfant, des mains de femmes démen-

## A BASTIA

## du cactus

ler des tresses de laine, des tapis magnifiques se sont faits sous nos yeux, des fibres se sont mariées et dans chaque noeud les femmes ont hurlé leurs « you-you », des vierges sont devenues des femmes, des vivants sont devenus des morts, on a vu des serpents, des moutons noirs... cinéma bestiaire, cinéma de réjouissance, de musiques, de couleurs, d'artisanat, de légendes.

C'est le film tunisien de Taïeb Louhichi, déjà présenté à Cannes dans la Semaine de la critique, *L'ombre de la terre*, qui nous a semblé le plus « caractéristique ». Beau d'abord comme un livre d'écumes, d'une somptuosité presque louchante dans son écran large, et son générique bilingue, biculture, au point qu'on se dise : voilà un objet de luxe exotique à usage européen. Mais le film raconte la mort d'un rêve. C'est évident que ce phalanstère familial qui vit encore dans le désert sous une tente, avec les hommes bergers et les femmes tisseuses, n'existe plus en Tunisie que comme curiosité touristique. Maladies du troupeau, départ du fils pour la ville, escroquerie du colporteur qui vole le travail des femmes en rabaisant la valeur des tapis, fichage obligatoire de la police, photos d'identité des femmes dévoilées de force, retour du fils qui rapporte de la ville toute la bimbeloterie occidentale et, par l'intermédiaire du poste de télévision, démantèle le clan par l'image, effet laser de l'histoire du progrès, de l'érotisme. Puis la police enlève le fils à l'armée. Quelques mois plus tard on vient dire à sa femme qu'elle peut aller chercher le cadavre à la ville. Elle part : *L'ombre de la terre*, c'est un peu *Punishment park* aux *Mille et Une Nuits*. Quelque chose d'aussi beau et triste que l'éclosion du cactus, quand il se met à croître démesurément, à maigrir, et à sécréter une fleur rouge vif avant de rendre l'âme.

HERVÉ GUBERT.

## ALIEN, LA CHOSE, POLTERGEIST

## L'ennemi intérieur

Le vaisseau spatial est isolé dans le noir sans fond du cosmos. Entre ses flancs, il porte quelques jeunes Américains clean, aux regards francs, comme on en voit sur les affiches touristiques. Quelques humains - hommes et femmes - en déroute malgré les pouvoirs presque illimités que leur accorde la *Fée Électronique* - dans la dentelle de ses fils, ses écrans qui écrivent tout seuls, ses signaux clignotants. Mais elle demeure impuissante face à l'immonde bête polymorphe, l'étranger, l'étranger : Alien (1).

A l'intérieur de l'ouvrage le plus symbolique de l'intelligence et de la technicité, dans les boyaux du vaisseau domestiqué, dans cette machine maternelle qui protège de la nuit inhumaine et accomplit l'impossible voyage, Ridley Scott enferme la peur. La peur primaire, viscérale, irraisonnable, l'inconnu - pis, l'inconnaissable - est là et se tapit dans l'espace de l'invisible, guette, agrippe de ses tentacules gluantes la matière vivante et s'y glisse, la corrompt, insatiable, carnélesque, insaisissable.

Quoi de plus affolant que l'inévitable union avec cet ennemi lové au-dedans de vous et qui vous dépossède de vous-même ? Variation éternelle sur le chef-d'œuvre de Matheson : *Un être dans la peau*. Peur et méfiance : Où est l'ennemi ? Qui est-il ? Qui est qui ?

Il a traversé l'atmosphère, s'est abattu à l'extrême pointe de la Terre sans troubler la pureté du désert neigeux, où - comme la créature de Frankenstein - court un chien, poursuivi par un hélicoptère norvégien. Miraculeusement, la bête évite le mitraillage, se réfugie dans un baraquement où elle trouve le chaleureux confort américain - douce température, nourriture saine, alcool en abondance, vidéo-cassettes - et la sympathie des rudes garçons dignes de leurs ancêtres, pionniers du Western.

Ils sont enfermés là, en mission scientifique, isolés pour la durée de l'hiver dans le blanc sans fin du Grand Nord. Mais le chien affectueux porte en lui, atroce et polymorphe, la Chose qui s'empare des apparences, se glisse au fond des corps, insérine le règne de détruire. Alors, ils s'observent avec des yeux fous, se tuent les uns les autres. Ils briseront les murs, les camions, les hélicoptères, tout ce qui les relie au monde - mais le monde existe-t-il encore ? Ils poursuivront la Chose cachée à coups de lances-flammes, gaspilleront le carburant... Faibles humains, assés par le mal absolu, tout entier contenu dans la moindre goutte de sang atteinte...

Dans *Halloween*, déjà, John Carpenter attribue le « mal absolu » au tueur de baby sitters échappé de l'hôpital, il le condamne sans rémission. Kurt Russell, qui, dans le New-York glaqué de 1977, devenu cour des miracles concentrationnaire, sauve le président des États-Unis enlevé par des terroristes kamikazes, combat ici la Chose. D'individualiste anar, il passe meneur d'hommes et garde sa belle voix cassée. Face au dernier de



ses compagnons - contaminé peut-être, et lui-même n'est plus sûr de rien - il attend la mort glaciale.

John Carpenter n'a jamais été pointilleux sur les scénarios. Il attache ses soins fascinés au paysage de fin du monde et à la Chose : elle traverse les corps, jaillit en filaments pareils à des lasses cinglantes, elle fait craquer les chairs et les entrailles, s'élève, mi-plante, mi-dragon dont les membres visqueux se tordent, grandissent démesurément, tiges monstrueuses sur lesquelles éclosent comme des fleurs d'enfer des têtes bestiales qui se multiplient et se défont, qui coulent en rictus infâmes, hurlent, effient, en appellent aux stridences de la musique new wave, aux chœurs maudits de James Ensor, aux gargouilles hallucinées de Jérôme Bosch (2).

Comme dans *Alien* - ou *New York 1997* - comme dans la plupart des films de peur, le héros apeuré, c'est l'apprenti sorcier, le créateur à qui ses créations échappent. Mais il ne craint pas tant leur révolte que le défaut de la machine - sa propre machine intellectuelle, la faille qui lui a fait rater son coup. *Alien*, l'étranger, la Chose de l'autre monde... L'autre monde, celui du dedans. La panique vient de ces moments d'inconscience, de gestes sans souvenir guidés par la culpabilité. La faute, toujours.

L'homme se sent coupable envers l'humanité, les morts, la mort. Coupable de mourir, d'avoir tué ses pères par l'oubli, de détruire ce qu'ils ont bâti. Le réveil de la mémoire est terrible. En s'abattant sur le Grand Nord, la Chose a ramené un monstre qui depuis des millénaires dormait sous la glace. Les *Poltergeist* (le Monde du 12 septembre) sont des fantômes spoliés par le cynisme d'un promoteur immobilier qui fait construire un lot de villas sur un cimetière. Les fantômes hypnotisent la jolie petite fille blonde, lorsque, après la fin des émissions, les flocons blancs vibrent sur le petit écran et que les parents se préparent à une nuit coquille en se passant un joint.

L'enfant est aspiré dans le « nulle part » cathodique. A la fenêtre de la chambre qu'elle partage avec son frère et une poupée de chiffon au sourire inquiétant, un arbre noir décliné des cataclysmes. Tobe Hooper joue en virtuose le jeu des maisons hantées. Il confie l'affaire à des exorcistes universitaires caricaturés avec drôlerie. En définitive, c'est une petite bonne femme boulotte et simplette qui résout le problème. Alors surgissent de l'infiniment étroit, comprimé entre les lattes du plancher, de grandes fionnes blanches, et des chevaux allés qui se cabrent, se débattent, et leurs queues levées jettent un long gémissement. Le sol se soulève, le plancher se fend, les morts couverts de fange se dressent, crapahutent dans le jardin, dans la piscine dont l'ouragan a fait un cloaque. Mais l'enfant est arrachée aux pâtes étreintes de l'au-delà, délivrée - comme on le dit pour une naissance. Tobe Hooper aime sauver les fillettes en danger : ainsi dans *Death Trap* voyait-on l'une d'elles, vêtue d'une mini-robe, courir à quatre pattes pour se cacher, menacée par un obsédé sexuel armé d'une faux et par un crocodile cannibale...

*Poltergeist* s'achève sur la famille réunie, partant vers des horizons sans tombes profanées, faisant escale dans un motel. Et le père, sagement, ôte de la chambre le poste de télévision, le repousse sur le balcon. Est-ce vraiment suffisant ? (3).

COLETTE GODARD.

- (1) Voir les grandes reprises.
- (2) Sortie prévue le 3 novembre.
- (3) Voir films en exclusivité.

\* Aux éditions J'ai lu, la collection « cinéma » dirigée par Jacques Sadoul publie les *Novélisations* de certains films, notamment *Poltergeist*, par James Kahn (13 F) ; *E.T.*, le film de Stephen Spielberg, raconté par Vonda Mc Intyre, sortie en novembre, et *La Chose*, par Alan Dean Foster, en décembre. L'histoire originale est publiée dans la collection « Présence du futur » aux éditions Denoël, dans un recueil de nouvelles *Le Ciel est mort*.

## Ramener la Corse en Méditerranée

Tout commence, il y a juste un an, par un rêve de femmes. Laurence Hercher et Julia Rioni s'attachent à l'idée que la Corse pourrait bien être un centre et non un coin de la Méditerranée. La conscience politique de soi qui s'est nettement manifestée ici ces derniers temps a d'abord entraîné une assez riche éclosion de musiciens et de chanteurs, très engagés, comme *Canta u populu corsu* ou *E due Partizze*, soucieux aussi de retrouver les sources antiques de la culture, comme *A cupagnia* de Balagne ou le groupe de Rusu.

Très vite, pourtant, on s'est aperçu que si la Corse était sortie du désert elle risquait bien de s'enfermer dans un ghetto culturel. Beaucoup de Corse, dont Lucien Felli - chargé des affaires culturelles à la jeune assemblée régionale - se sont pris à croire au rêve puis au projet de Laurence Hercher et de Julia Rioni, qui a fini par se réaliser avec ce premier Festival du film des cultures méditerranéennes de Bastia, qui vient de se terminer : dix-sept films en compétition, dix-huit invités, une rétrospective des frères Taviani, une semaine du cinéma marocain.

On a refusé à chaque séance des spectateurs aux deux studios et même au grand théâtre, ancien opéra restauré, inauguré voici un an et ouvert à l'occasion du Festival : un millier de places mais toujours pas de directeur (réticences de la

municipalité à s'engager financièrement ? Difficultés avec Henry Mari, directeur de la Maison de la culture d'Alajaccio liée par une convention au théâtre de Bastia ?). En tout cas, un fort honnête palais du Festival, où circulaient et bavardaient la foule jusqu'à une heure avancée de la nuit. On a découvert aussi une Maria Farandoul dont la voix semble jaillir de la terre, venue à Bastia chanter Théodorakis, et, en duo avec lui, les chansons du compositeur turc Zulfü Livaneli ; ou encore Ahmed Ben Dhaher et le chant nomade.

On a parlé aussi de théâtre à propos du spectacle que Michel Raffalli va monter et créer en Corse et qu'on verra à Paris au printemps. Ou de celui de Dominique Degli Esposti, le mois prochain, au Musée d'art moderne.

Pour Lucien Felli, il est temps de ramener la Corse en Méditerranée, « temps de retrouver les racines de nos racines. Le Festival n'est qu'un premier pas. Il faut donner à la Corse l'occasion de jouer dans cette mer « médiane » le rôle privilégié de terre réconciliatrice du Nord et du Sud, de l'Orient et de l'Occident. Par une animation permanente qui est plutôt réanimation, on s'appuyant, plus que sur les villes, sur les villages, car ils ont mieux gardé la mémoire. En développant le rôle de l'université de Corse par des contrats universitaires intermédiaires ».

Il faut aussi souhaiter qu'au-delà d'une mer fameuse la Corse se réconcilie avec l'ailleurs et retrouve sa vocation ancienne de l'aventure de l'invention et du dialogue. Et que se taisent un peu les pleureuses.

René Allio faisait justement remarquer à Bastia que l'essentiel n'est pas de retenir ce que les cultures méditerranéennes ont en commun, pas toujours le meilleur : la violence du clan, le poids des fatalités ou la place opprimée de la femme, comme on l'a vu dans *Maria Zef* de l'italien Cottafavi ou dans *Turkân* de la Turque Türkân Soray. Mieux vaut creuser les différences à travers les images accrochées au symbolique et au rituel, comme le rappelle Manuel Madeira (Portugal). On peut et on doit mettre en garde, dans ce contexte, les cinéastes contre les dangers du naturalisme. S'exprimer, pour les Corse comme pour les autres, c'est d'abord inventer des formes. Jean-Louis Berrucelli protestait contre l'erreur qui consiste à parler, par exemple, du cinéma égyptien : « Il y a la Momie, les films de *Barbara*, mais aussi un mauvais cinéma égyptien ».

« Le cinéma égyptien a bien de la chance », lui a répondu Henri Graziani, dialoguiste et bastiais. « Nous autres, nous commençons à peine à prendre la parole ».

BERNARD RAFFALLI.

**Gleizes**  
exposition ouverte du 27 octobre au 9 décembre 1982  
Fondation Nationale des Arts Graphiques et Plastiques  
11, rue Beuve - 75008 PARIS

**galerie denise rené**  
196, bd Saint-Germain - PARIS - 222-77-57  
**MAX BILL**  
PEINTURES ET SCULPTURES RÉCENTES

**JEREMY D. ANNETT**  
Jeudi 28 et samedi 30 octobre  
de 15 h à 20 h  
**ARLETTE MAGNIER BONNER**  
67, rue Saint-Dominique (7<sup>e</sup>)  
2<sup>e</sup> étage gauche  
553-19-33

**SAGOT - LE GARREC**  
24, rue du Four, V<sup>e</sup> - 326-43-38  
**Roger VIEILLARD**  
Groses anciennes et récentes  
Jusqu'au 20 novembre

**GALERIE DENISE VALTAT**  
59, rue La Boétie, 75008 PARIS, 359-27-40  
**FORISSIER**  
27 Octobre

**F.I.A.C. GRAND PALAIS**  
22 Octobre - 1<sup>er</sup> Novembre  
**KIMURA**  
dessins  
ART YOMIURI - STAND A 36

**JEANNE BUCHER**  
**le Brocquy**

**27 Novembre**

**GALERIE MEDICIS**  
23, place des Vosges (4<sup>e</sup>)  
278-24-83 et 278-21-19  
**OGIER**  
« Auvergne secrète »  
Jusqu'au 16 novembre  
Tous les jours, 11 à 19 h, dim. compris

**Galerie TENDANCE**  
105, rue Quincampoix - PARIS (3<sup>e</sup>)  
278-61-79

**MINAUX**  
Œuvres récentes  
Ouvert tous les jours sauf  
le dimanche de 12 h à 19 h  
NOVEMBRE 1982

**WOLFRAM**  
**Aquarelles**  
**GALERIE J.-L. ROQUE**  
9, rue du Cirque, 75008 Paris  
225-84-80  
du 20 oct. au 13 nov.

**SALON de DIX au QUINZE**  
Invités d'honneur  
Abel Savin-Maryla Krasnic  
Du 29 octobre  
au 14 novembre 1982  
à la mairie annexe  
du IV<sup>e</sup> arrondissement  
2, place Baudoyer-Paris.

سكنى من الامم

RÉCITATIONS PAR MARTINE VIARD

# Théâtre a cappella

VIERGE sage, et la seconde d'après séductrice rompu. Star rationnelle, puis bientôt mère inquiète. Ensuite, tour à tour coquette opiniâtre, lucide et splendide adolescente, cantatrice à la gorge de fer, et encore fillette qui rêve, et amante dans l'attente, et femme indécise martelant le désamour à s'en taper la tête contre les murs. Une femme seule. Mille autres : ici Martine Viard, au long de quatorze morceaux d'une durée oscillant de une à cinq minutes, de petites pièces écrites spécialement pour elle par Georges Aperghis. Toutes les douceurs et toutes les violences. Plus la rigueur absolue de la musique.

Cela dure à peine l'espace d'une heure et vous laissez « es-tomaqué ». Elle chante. Elle chante, qu'elle elle dépeçant un vers de Théodore de Banville, ou

qu'elle annonce, tantôt hurlant, tantôt chuchotant, debout, assise, étendue ou accroupie. Elle exerce à son miroir le cérémonial du maquillage, étouffe la routine avec une houpette, transforme une brosse à cheveux en infernal harmonica, et son tube de rouge à lèvres en sifflet de jungle. Elle désamorce le mot « désir » : elle chante. Encore, et plus. C'est du théâtre. Du théâtre a cappella. Et pourtant l'été passé, en les écoutant, retransmises sur France-Culture depuis Avignon, on imaginait que ces Récitations étaient accompagnées par une sorte d'orchestre. On croyait entendre des percussions, quand Martine Viard faisait seulement claquer ses doigts ; on s'inventait plus loin la présence d'un saxophone, d'un tambour ou de quelque clarinette éralée ; or il n'y avait rien de tout

cela. On se figurait des mur-mures en arrière ; il n'y avait que du silence ou plutôt, parfois, les rires du public, atteints — précisément — à l'estomac. Des rires semblables à ceux que les films de Chaplin déclenchent. (Le Monde daté 8-9 août).

Il y avait seulement la voix de Martine Viard. Il fallait le voir pour le croire. On a vu, il y a deux semaines, à l'occasion de la XII<sup>e</sup> Biennale, dans cet endroit impraticable qu'est l'auditorium du Musée d'art moderne (1). On savait. Maintenant on est certain : la soprano qu'a choisie Mauricio Kagel, pour sa création au prochain Festival d'automne, est une excellente actrice. Avis aux amateurs : Viard, qui revient de Colmar où elle se produisait à l'Atelier lyrique du Rhin, présente actuellement ses Récitations, à Bagnolet, pour l'ATEM.

Depuis 1978, la partition de ce récit était restée, paraît-il, dans un tiroir, comme ces lettres précieuses, bonnes à recevoir, que l'on range, en attendant le moment de les relire. C'est fait. Martine Viard a revisité chaque mot, chaque note, en compagnie du metteur en scène Michel Rostain. Le compositeur, qui n'est pas intervenu au cours de ce travail commun de mise en espace, a dû être lui-même ébahi d'avoir « donné lieu » à un tel voyage. La chanteuse est allée jusqu'au bout d'elle-même, des stridences.

MATHILDE LA BARDONNIE.

(1) Dans la section sons et voix.  
\* 28 octobre, 21 novembre. Du jeudi au dimanche. 20 h 30. ATEM Bagnolet.

JACQUES HIGELIN EN ALBUM

# Tout lieu se vaut pour lui

SORTI il y a trois semaines, le dernier album (*Encore une journée d'automne*) de Jacques Higelin se vend comme des petits pains. Fait exceptionnel : les premiers jours de la parution, il y a même eu des véritables queues dans certains magasins pour acheter cet ensemble étonnamment calme et doux, constitué de bouts d'histoires, d'impressions et d'élan de tendresse.

Eternel funambule qui a pris pour devise la phrase de Kipling : « Je suis le chat qui va tout seul et tout lieu se vaut pour moi », authentique saltimbanque qui cherche, découvre, se laisse aller au rêve, prend le contrepied du raisonnable, du bon ton, aventurier romantique et perpétuel adolescent qui réinvente les sentiments, dépose

spontanément la vie aux pieds des spectateurs, Jacques Higelin rayonne aujourd'hui sur la scène de la chanson française, du rock français, comme la seule véritable superstar.

Comédien, musicien, batteur, Higelin a longtemps mené son aventure dans le grand désordre, reproduisant les tentatives au théâtre, au cinéma, au café-théâtre, dans la marginalité et l'animation de village, courant après l'extravagance, les idées folles, fuyant l'image de l'artiste seul en scène disant : « J'ai tout seul, j'ai pas réussi à m'entendre avec d'autres pour m'exprimer », recherchant la communication, aimant le contact beau et fragile, s'efforçant de réduire au minimum la différence entre lui-

même et le personnage en représentation.

Au milieu des années 70, après une période de dérapage et de déstabilisation, Higelin a rencontré sur sa route une espèce d'énergie indomptable, farouche, communément appelée rock. Il a rassemblé la somme de tous les voyages jusqu'alors entrepris de la révolte à la tendresse et, le cœur et l'esprit ouverts, il s'est jeté dans le mouvement de la musique, dans une série de fêtes où il s'éclate, où il se dépasse à chaque fois, où il se dédouble, se multiplie. A travers toutes les formes (ballade, rock, comptine, rock-blues), la voix cassée, râpeuse, Jacques Higelin se promène dans le quotidien et l'imagination, préservant sa liberté, fuyant les habits étiés, les images aliénantes,

vivant ses sentiments à l'excès, porté par un humour ébouriffé, à l'emporte-pièce, prêt à tout découvrir et à tout changer.

Depuis son dernier spectacle du Cirque d'hiver (*Jacques Joseph Victor d'or*) et la longue tournée qui a suivi, il y a eu ce nouvel album publié chez Pathe-Marconi. Il y a en novembre un court voyage au Québec et un petit séjour à New-York, où il se produira dans un club. Après, rien n'est encore prévu. Sauf des envies, des enthousiasmes, des folies. Peut-être un spectacle au Casino de Paris, où il pourrait raconter d'autres chapitres de vie et de rêve.

CLAUDE FLÉOUTER

## AVANT-PREMIÈRE CINÉMATOGRAPHIQUE AU PROFIT D'AMNESTY INTERNATIONAL

Le Groupe 75 de la Section française d'AMNESTY INTERNATIONAL présente en avant-première, le mardi 9 novembre 1982, le film de Murray Lerner : « DE MAO A MOZART » consacré à la tournée en Chine du violoniste ISAAC STERN en 1979.

AU GAUMONT - LES HALLES  
Forum des Halles, Paris (1<sup>er</sup>)

Billets en vente à la salle à partir du 6 novembre  
Prix des places : 30 F.

UGC BIARRITZ (Dolby) - UGC OPERA - UGC BOULEVARDS - BRETAGNE - UGC DANTON (Dolby) - MISTRAL  
CUCUY PATHE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 3 SECRETAN - FORUM LES HALLES (Dolby)  
PARLY 2 - CARREFOUR Pantin - ARTEL Créteil - ARTEL Marne La Vallée - FRANCAIS Enghien  
LES PERRY St-Geneviève-des-Bois - GAUMONT Evry - CALYPSO Viry-Châtillon

CHRISTINE GOUZE-RENAL

DOMINIQUE SANDA DANIELLE DARRIEUX  
RICHARD BERRY MICHEL PICCOLI

# une chambre en ville

UN FILM ECRIT ET RÉALISÉ PAR JACQUES DEMY



Avec FABRIQUE GUYON - JEAN-FRANÇOIS STEVENIN  
MUSIQUE DE MICHEL COLOMBIER

PALAIS DES GLACES  
LOC. 507.49.93  
Compagnie Philippe Genty  
Tous les samedis 20h30  
Dimanche 17h  
THEATRE D'ANIMATION

PEREC  
« LA ROCHE PARMENTIER »  
ou  
VIVE LA POMME DE TERRE  
par le T.E.M.  
30 octobre/8 novembre  
Salle Berthelot - MONTREUIL  
Métro Croix de Chavaux  
858-65-33

CENTRES CULTURELS  
ETRANGERS  
CENTRE CULTUREL PORTUGAIS  
FONDATION GULBENKIAN  
51 avenue d'Iéna - 16<sup>e</sup>  
mercredi 27 octobre, 20 h 45  
CONFÉRENCE  
« Présence  
et problématique actuelle  
de la Langue Portugaise  
dans le monde »  
par le Prof. LUIS LINDLEY CINTRA

ACTUELLEMENT  
ANNY DUPREY  
BERNARD GIRAudeau  
Meurtres à domicile  
Suspens fantastico-macabre  
Télé 7 jours  
Dans la tradition d'Hitchcock  
Parisien  
On ne s'ennuie pas une seconde  
L'humanité  
Une belle réussite  
VSD  
UN FILM DE MARC LOBET

## SELECTION

### CINÉMA

#### « Une chambre en ville » de Jacques Demy

Nantes 1955, à l'heure des grèves. Voici la comédie musicale du septennat, où l'on retrouve, tragédie en sus, le plaisir des *Parapluies de Cherbourg* et des *Démolisseurs de Rochefort*, même si Michel Colombier n'est pas Michel Legrand. Une mention spéciale pour Danielle Darrieux en veuve de colonel.

#### « Toute une nuit » de Chantal Akerman

Des escaliers et des portes qui claquent : le décor de multiples rencontres amoureuses qui s'entrechoquent sous nos yeux, jusqu'à ce qu'éclate la nuit d'orage.

ET AUSSI : *L'Etat des choses*, de Wim Wenders (la vie c'est en couleurs, mais le noir et blanc c'est plus réaliste). *Comédie érotique d'une nuit d'été*, de Woody Allen (drôle de charme). *Les Mistrables*, de Robert Hossein (la plus belle histoire). *Ici et ailleurs*, et *Lettre à Freddy Buache*, de Jean-Luc Godard (messageries).

### THÉÂTRE

#### « Instructions aux domestiques » Salle Gémier

Terayama, aptère des célébrations de violences, s'inspire de Jonathan Swift et traduit son humour cynique en images d'une sombre beauté, avec d'extraordinaires comédiens dont le jeu expressif se rapproche des codes du butoh (jusqu'au 31 octobre).

ET AUSSI : *Léonce et Léna*, à Gennevilliers (les nostalgiques de la pureté adolescente). *Purgatoire à Ingolstadt*, à Aubervilliers (les cruautés de l'adolescence). *Et chard II et la Nuit des rois*, à la Cartoucherie, Théâtre du Soleil (Shakespeare et l'Orient imaginaire).

### MUSIQUE

#### « Le Roi Lear » à l'Opéra

Bernard Lefort, en quittant l'Opéra de Paris, lui a laissé une création française qui l'honore, celle de *Lear* d'Arribert Reimann, compositeur allemand de quarante-six ans. Le schématisme des situations politiques et l'incompréhensible chant de la détresse humaine conviennent admirablement à une œuvre lyrique, puissante et condensée comme celle-ci. On souhaite qu'elle réussisse à Paris (les 3, 6, 9, 11 et 13 novembre, etc.).

A Tourcoing, dans cet Automne culturel si remarquable, pour une cité jusqu'ici peu favorisée, ce sont deux autres compositeurs contemporains qui seront à l'honneur, deux Anglais, Michael Tippett et P.M. Davies, au cours de six concerts avec l'Academy of St. Martin-in-the-Fields et les Fires of London, sous la direction des compositeurs (du 2 au 9 novembre). Également à Tourcoing, *Rinaldo de Haendel*, dirigé par J.-Cl. Malgoire (le 30 octobre).

ET AUSSI : Minimal Music (à 18 h 30 et 21 h, Centre Pompidou, les 27, 28, 29, et American Center, le 30) ; *Symphonie* de Mahler,

par l'Orchestre de Paris, dir. Raphaël Kubelik (Pleyel, les 27 et 28) ; exposition, colloque et concerts en l'honneur du 450<sup>e</sup> anniversaire de Roland de Lassus (Mons, les 28 et 29) ; Orchestre de chambre de l'Europe, dir. Cl. Abbado, avec M. Pollini (Pleyel, le 29) ; *Madame Butterfly*, mise en scène L.-P. Ponnelle, dir. A. Lombard (Strasbourg, les 29, 31 octobre, 2, 4, 7 novembre) ; *Parsifal*, avec L. Rysanek, K. Moil, S. Jerusalem, dir. M. Janowski (Champs-Élysées, le 30, à 17 h) ; Schubert, Beethoven, Stravinski, par le Lindsey Quartet (Théâtre du Rond-Point, le 31, à 11 h) ; John Cage, par G. Frémy (American Center, les 2 et 3 novembre) ; Brahms, Kodaly, par J.-B. Pommier et les solistes de l'Orchestre de Paris (Pleyel, le 2 novembre) ; Brahms, Sinopoli, Schumann, par l'Orchestre de Paris, dir. G. Sinopoli (Pleyel, les 3 et 4 novembre).

### VARIÉTÉS

#### Liza Minelli au Moulin-Rouge

Le 4 novembre, pour une seule soirée au profit des enfants handicapés, Liza Minelli démontrera une fois de plus sa nature exceptionnelle. A chaque spectacle, Liza Minelli laisse éclater sa prodigieuse vitalité, sa volonte dévorante de vaincre les planches.

ET AUSSI : Georges Moustaki à Bobino (à partir du 2 novembre). Henri Salvador à la porte de Pantin, et Tino Rossi au Casino de Paris, à partir du 4 novembre. Raymond Devos au Théâtre Montparnasse.

### DANSE

#### Merce Cunningham au Festival d'automne

Trois spectacles de création au Théâtre des Champs-Élysées, deux soirées d'« Evena » et quatre films au Centre Georges-Pompidou, c'est l'itinéraire parisien de Merce Cunningham. Sa manière de danser est née d'une nécessité première : se déplacer d'un point à l'autre de l'espace, sans message, sans préoccupation d'attachement et de continuité ; ce qui n'empêche pas les actions des danseurs, se déroulant sur plusieurs plans et dans des directions différentes, d'atteindre une grande complexité.

### EXPOSITIONS

#### Trésors d'Irlande au Grand Palais

Quatre-vingt-onze pièces triées sur le volet pour marquer les aspects les plus originaux du patrimoine irlandais : de la protohistoire à la fin de l'époque médiévale, où l'on attend, après torques, boucles et bracelets précieux, la venue de saint Patrick, pour les érudits, les livres de Durrrow et de Kells, et toute cette folie d'entrelacs qui gagne l'orfèvrerie avec la même perfection.

ET AUSSI : Les enrichissements récents du Musée national d'art moderne et d'Arroyo, au Centre Georges-Pompidou. *Roy Lichtenstein*, au Musée des arts décoratifs, la Biennale de Paris, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. *La donation Levy*, à Troyes. *A la conquête des mers*, au Musée de l'hospice Comtesse, à Lille, pour le Festival.

V.O. : MANGIANI PATHE - FRANCAIS-PATHE - GAUMONT HALLES - PAGODE  
SAINT-ANDRÉ DES ARTS - 7 PARNASSIENS  
LION D'OR VENISE 1982  
L'ETAT DES CHOSES  
UN FILM DE WIM WENDERS



هكذا من الأهل

# Samedi 30 octobre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 55 Vision plus.  
10 h 40 Accordéon, accordéons.  
11 h La séquence du spectateur.  
11 h 30 La maison de TF1.  
12 h Journal.  
13 h 35 Pour changer.  
Série : La conquête de l'Ouest, les Indestructibles, Etolles et toutes : Mégamaths.  
18 h Magazine auto-moto.  
18 h 30 Archibald le magicien.  
18 h 35 Trente millions d'amis.  
19 h 10 D'accord pas d'accord (J.N.C.).  
Banques : une enquête.  
19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 45 S'il vous plaît.  
20 h Journal.  
20 h 35 Droit de réponse.  
Émission de Michel Polac.  
La chasse.  
Pauvres de courage ou protecteurs de la nature ?  
21 h 50 Série : Dallas.  
Le conflit entre Bobby et J.R. au centre de l'histoire. Bobby découvre un mariage contracté par son père avec la Vénézuélienne Pam continue de chercher sa mère, et Lucy présente Mitchell à ses amis.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 15 A.N.T.I.O.P.E.  
11 h Journal des sourds et des malentendants.  
11 h 30 Idées à suivre.  
12 h 15 La vérité est au fond de la marmite.  
Le chou farci au lapin.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Série : Ordes de dames.  
14 h 20 Série : San Ku Kai.  
14 h 30 Les jeux du stade.  
17 h Récré A 2.  
17 h 45 Les carnets de l'aventure.  
Aventure et sports de classe : top séi : ligne de pente.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 10 D'accord pas d'accord.  
19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.  
20 h 10 Journal.  
20 h 35 Variétés : Champs-Élysées.  
De M. Drucker.  
Autour de Daniel Guehard, S.

Distel, J.-J. Goldman, R. Bush, S. Demarets, etc.  
21 h 50 Série : Deuil en 24 heures.  
D'après le roman de V. Poxner, réal. P. Cassenti. Avec A. Cury, R. Böhmer, P. Clément, L. Saba.  
Caillo, l'ancien syndicaliste, et Curien, le colonel vétéran, traversent la France occupée. La radio annonce l'armistice. La résistance commence à s'organiser. Une série bien jouée mais un peu lente.  
22 h 50 Jazz : La grande parade.  
De J.-C. Averty.  
Woody Herman, un flûtiste bop au tempo de jazz.  
23 h 20 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

12 h Objectif-entreprise.  
14 h 30 Entrée libre.  
Avec Jean-Pierre Dumont, journaliste au Monde : portrait d'Alfred Sauvy, économiste, et Jean-Louis Barraud, femme du syndicalisme.  
18 h 30 Pour les jeunes.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 55 Dessin animé.  
20 h 10 Les Jeux.  
20 h 35 On sort ce soir : Panurge.  
De Babalala, adaptation J.-M. Royer, musique de C. Bolling.

réal. J.-C. Averty, avec P. Marini, B. Allamano, M. Muller...  
22 h 25 Journal.  
22 h 55 Préface à la nuit.  
Polonoises brillantes opus 3 de Chopin pour violoncelle et piano.  
par R. et A. Bex.

## FRANCE-CULTURE

7 h 2 Matinales : les dentifrices : la violence extra-familiale : moins cinq avec le docteur Léon Krelsch.  
8 h Les chemins de la connaissance : regards sur la science.  
9 h 30 Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : de droite ou de gauche, l'héritage culturel est-il dévalé ?  
9 h 7 Matinée du monde contemporain.  
10 h 45 Démarches, avec Michel Guy.  
11 h 2 La musique prend la parole : cinq avec le docteur Léon Krelsch.  
12 h 30 Les chemins de la connaissance : regards sur la science.  
13 h 30 Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : de droite ou de gauche, l'héritage culturel est-il dévalé ?  
14 h 30 Les chemins de la connaissance : regards sur la science.  
15 h 30 Les chemins de la connaissance : regards sur la science.  
16 h 30 Les chemins de la connaissance : regards sur la science.  
17 h 30 Les chemins de la connaissance : regards sur la science.  
18 h 30 Les chemins de la connaissance : regards sur la science.  
19 h 30 Les chemins de la connaissance : regards sur la science.  
20 h 30 Les chemins de la connaissance : regards sur la science.  
21 h 30 Les chemins de la connaissance : regards sur la science.  
22 h 30 Les chemins de la connaissance : regards sur la science.  
23 h 30 Les chemins de la connaissance : regards sur la science.

J. Karagorhis, A. Heryny et J.-J. Walter.  
19 h 35 Jazz à l'ancienne.  
19 h 38 Radio-Canada présente : la poésie néo-antique des Amériques (poésie noire des États-Unis).  
20 h Maigré et le clochard, de G. Simenon. Avec J.-M. Thibaut, R. Lacroix, J.-J. Stern, S. Agnieszka, B. Balp.  
22 h 45 La fugue du samedi.

## FRANCE-MUSIQUE

6 h 2 Samedi matin : œuvres de Rummel, Strauss, Herwald, Tol-dra, Gligas.  
8 h 2 Avis de recherche et actualité du disque : œuvres de Beethoven, Montemurphy, Grieg, Florentz, Poulis, 11 h La tribune des critiques de disque : « Miroirs Symphonies » de Bruckner ; 12 h 35, œuvres de Liszt, Mahler.  
13 h 30 Tous en scène : Nat King Cole.  
14 h 4, Atelier de musique : œuvres de J.-S. Bach, Couperin.  
15 h 20, Dictionnaire : œuvres de Schubert.  
16 h 30, Palmarès du vingt-quatrième concours international de guitare de la Chapelle (en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris) : « Paraphrase » de Wagner, l'Opéra de France et œuvres et maîtrise de Radio-France, direct. M. Danoniu, chef des chœurs M. Lasserre de Bézol, chef de mal-

trise : H. Fargy, sol. B. Welk, G. Ryd, K. Moil.  
17 h La nuit sur France-Musique : « Parsifal » de Wagner, l'Opéra de France et œuvres de Schubert, Liszt, Mahler, Strauss, Poulis, 11 h La tribune des critiques de disque : « Miroirs Symphonies » de Bruckner ; 12 h 35, œuvres de Liszt, Mahler.

## FRANCE-MUSIQUE

17 h 2, Concert promenade : œuvres de F. Haydn, Brodsky, Dvorak, Adinolfi, Paganini, Gounod, Ravel, Stravinsky, Alkan, Zeller, J. Strauss.  
18 h 2, Concert : œuvres de J.-S. Bach.  
19 h 10, Les matinales de l'orchestre : L. Stokowski : œuvres de Saint-Saëns, Tchaikovsky, Moussorgski, Wagner.  
21 h 30, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris) : œuvres de Schubert, Beethoven, Stravinsky, par le Linsky String Quartet.  
22 h 5, Magazine international.  
23 h 4, D'une oreille à l'autre : œuvres de Liszt, Mahler, Ravel, Stockhausen, Schumann.  
24 h 30, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris) : œuvres de Schubert, Beethoven, Stravinsky, par le Linsky String Quartet.  
25 h 10, Les matinales de l'orchestre : L. Stokowski : œuvres de Saint-Saëns, Tchaikovsky, Moussorgski, Wagner.  
26 h 30, Concert : œuvres de J.-S. Bach.  
27 h 10, Les matinales de l'orchestre : L. Stokowski : œuvres de Saint-Saëns, Tchaikovsky, Moussorgski, Wagner.  
28 h 30, Concert : œuvres de J.-S. Bach.  
29 h 10, Les matinales de l'orchestre : L. Stokowski : œuvres de Saint-Saëns, Tchaikovsky, Moussorgski, Wagner.  
30 h 30, Concert : œuvres de J.-S. Bach.

# Dimanche 31 octobre

## Deux films

**LE MAGNIFIQUE**  
Film français de Philippe de Broca (1973), avec J.-P. Belmondo, J. Besset, V. Caprioli, M. Tardes, R. Gémme.  
TF 1, 20 h 35.  
\* Parodie des films d'espionnage où Philippe de Broca, cherchant à retrouver sa reine de l'Homme de Rio et des Tribulations d'un Chinois en Chine, s'est amusé à mêler, opposer, réalité et fiction, à donner un double rôle à Belmondo, son acteur fétiche.  
**LE ROMAN DE WERTHER**  
Film français de Max Ophüls (1950), avec P. Richard-Willm, A. Varnay, J. Galland, P. Paz, FR 3, 22 h 40.  
\* Goethe et le préroman-

tisme allemand. Admirable transposition, dans un village alsacien, des Souffrances du jeune Werther. A la veille d'une guerre qui allait le forcer à un nouvel exil, Max Ophüls réussit à retrouver l'esprit d'une littérature universelle, par cette peinture du « mal de vivre » et d'un amour sans espoir. La beauté et la sensibilité des images en demi-teintes, l'atmosphère de mélancolie, la composition inspirée de Pierre Richard-Willm, la douceur et les frémissements dramatiques d'Annie Varnay (elle avait seize ans, elle mourut trois ans plus tard) font de ce film, typiquement « ophülsien », un chef-d'œuvre. — J. S.

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.  
9 h 30 La source de vie.  
10 h Présence protestante.  
10 h 30 Le jour du Seigneur.  
11 h Messe célébrée en l'église de Prémont Saint-Martin de Mondaye (Calvados).  
Prédicateur Père P. Talec.  
12 h Télé-foot.  
13 h Journal.  
13 h 20 Série : Starsky et Hutch.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

9 h 40 Cours d'anglais.  
10 h Gym tonique.  
10 h 30 Magazine du cheval.  
11 h 15 Dimanche Martin.  
12 h 45 Journal.  
13 h 20 Dimanche Martin (suite).  
Incompréhensible mais vrai : 14 h 25, 15 h 30, 16 h 30, 17 h 30, 18 h 30, 19 h 30, 20 h 30, 21 h 30, 22 h 30, 23 h 30, 24 h 30, 25 h 30, 26 h 30, 27 h 30, 28 h 30, 29 h 30, 30 h 30, 31 h 30, 32 h 30, 33 h 30, 34 h 30, 35 h 30, 36 h 30, 37 h 30, 38 h 30, 39 h 30, 40 h 30, 41 h 30, 42 h 30, 43 h 30, 44 h 30, 45 h 30, 46 h 30, 47 h 30, 48 h 30, 49 h 30, 50 h 30, 51 h 30, 52 h 30, 53 h 30, 54 h 30, 55 h 30, 56 h 30, 57 h 30, 58 h 30, 59 h 30, 60 h 30, 61 h 30, 62 h 30, 63 h 30, 64 h 30, 65 h 30, 66 h 30, 67 h 30, 68 h 30, 69 h 30, 70 h 30, 71 h 30, 72 h 30, 73 h 30, 74 h 30, 75 h 30, 76 h 30, 77 h 30, 78 h 30, 79 h 30, 80 h 30, 81 h 30, 82 h 30, 83 h 30, 84 h 30, 85 h 30, 86 h 30, 87 h 30, 88 h 30, 89 h 30, 90 h 30, 91 h 30, 92 h 30, 93 h 30, 94 h 30, 95 h 30, 96 h 30, 97 h 30, 98 h 30, 99 h 30, 100 h 30, 101 h 30, 102 h 30, 103 h 30, 104 h 30, 105 h 30, 106 h 30, 107 h 30, 108 h 30, 109 h 30, 110 h 30, 111 h 30, 112 h 30, 113 h 30, 114 h 30, 115 h 30, 116 h 30, 117 h 30, 118 h 30, 119 h 30, 120 h 30, 121 h 30, 122 h 30, 123 h 30, 124 h 30, 125 h 30, 126 h 30, 127 h 30, 128 h 30, 129 h 30, 130 h 30, 131 h 30, 132 h 30, 133 h 30, 134 h 30, 135 h 30, 136 h 30, 137 h 30, 138 h 30, 139 h 30, 140 h 30, 141 h 30, 142 h 30, 143 h 30, 144 h 30, 145 h 30, 146 h 30, 147 h 30, 148 h 30, 149 h 30, 150 h 30, 151 h 30, 152 h 30, 153 h 30, 154 h 30, 155 h 30, 156 h 30, 157 h 30, 158 h 30, 159 h 30, 160 h 30, 161 h 30, 162 h 30, 163 h 30, 164 h 30, 165 h 30, 166 h 30, 167 h 30, 168 h 30, 169 h 30, 170 h 30, 171 h 30, 172 h 30, 173 h 30, 174 h 30, 175 h 30, 176 h 30, 177 h 30, 178 h 30, 179 h 30, 180 h 30, 181 h 30, 182 h 30, 183 h 30, 184 h 30, 185 h 30, 186 h 30, 187 h 30, 188 h 30, 189 h 30, 190 h 30, 191 h 30, 192 h 30, 193 h 30, 194 h 30, 195 h 30, 196 h 30, 197 h 30, 198 h 30, 199 h 30, 200 h 30, 201 h 30, 202 h 30, 203 h 30, 204 h 30, 205 h 30, 206 h 30, 207 h 30, 208 h 30, 209 h 30, 210 h 30, 211 h 30, 212 h 30, 213 h 30, 214 h 30, 215 h 30, 216 h 30, 217 h 30, 218 h 30, 219 h 30, 220 h 30, 221 h 30, 222 h 30, 223 h 30, 224 h 30, 225 h 30, 226 h 30, 227 h 30, 228 h 30, 229 h 30, 230 h 30, 231 h 30, 232 h 30, 233 h 30, 234 h 30, 235 h 30, 236 h 30, 237 h 30, 238 h 30, 239 h 30, 240 h 30, 241 h 30, 242 h 30, 243 h 30, 244 h 30, 245 h 30, 246 h 30, 247 h 30, 248 h 30, 249 h 30, 250 h 30, 251 h 30, 252 h 30, 253 h 30, 254 h 30, 255 h 30, 256 h 30, 257 h 30, 258 h 30, 259 h 30, 260 h 30, 261 h 30, 262 h 30, 263 h 30, 264 h 30, 265 h 30, 266 h 30, 267 h 30, 268 h 30, 269 h 30, 270 h 30, 271 h 30, 272 h 30, 273 h 30, 274 h 30, 275 h 30, 276 h 30, 277 h 30, 278 h 30, 279 h 30, 280 h 30, 281 h 30, 282 h 30, 283 h 30, 284 h 30, 285 h 30, 286 h 30, 287 h 30, 288 h 30, 289 h 30, 290 h 30, 291 h 30, 292 h 30, 293 h 30, 294 h 30, 295 h 30, 296 h 30, 297 h 30, 298 h 30, 299 h 30, 300 h 30, 301 h 30, 302 h 30, 303 h 30, 304 h 30, 305 h 30, 306 h 30, 307 h 30, 308 h 30, 309 h 30, 310 h 30, 311 h 30, 312 h 30, 313 h 30, 314 h 30, 315 h 30, 316 h 30, 317 h 30, 318 h 30, 319 h 30, 320 h 30, 321 h 30, 322 h 30, 323 h 30, 324 h 30, 325 h 30, 326 h 30, 327 h 30, 328 h 30, 329 h 30, 330 h 30, 331 h 30, 332 h 30, 333 h 30, 334 h 30, 335 h 30, 336 h 30, 337 h 30, 338 h 30, 339 h 30, 340 h 30, 341 h 30, 342 h 30, 343 h 30, 344 h 30, 345 h 30, 346 h 30, 347 h 30, 348 h 30, 349 h 30, 350 h 30, 351 h 30, 352 h 30, 353 h 30, 354 h 30, 355 h 30, 356 h 30, 357 h 30, 358 h 30, 359 h 30, 360 h 30, 361 h 30, 362 h 30, 363 h 30, 364 h 30, 365 h 30, 366 h 30, 367 h 30, 368 h 30, 369 h 30, 370 h 30, 371 h 30, 372 h 30, 373 h 30, 374 h 30, 375 h 30, 376 h 30, 377 h 30, 378 h 30, 379 h 30, 380 h 30, 381 h 30, 382 h 30, 383 h 30, 384 h 30, 385 h 30, 386 h 30, 387 h 30, 388 h 30, 389 h 30, 390 h 30, 391 h 30, 392 h 30, 393 h 30, 394 h 30, 395 h 30, 396 h 30, 397 h 30, 398 h 30, 399 h 30, 400 h 30, 401 h 30, 402 h 30, 403 h 30, 404 h 30, 405 h 30, 406 h 30, 407 h 30, 408 h 30, 409 h 30, 410 h 30, 411 h 30, 412 h 30, 413 h 30, 414 h 30, 415 h 30, 416 h 30, 417 h 30, 418 h 30, 419 h 30, 420 h 30, 421 h 30, 422 h 30, 423 h 30, 424 h 30, 425 h 30, 426 h 30, 427 h 30, 428 h 30, 429 h 30, 430 h 30, 431 h 30, 432 h 30, 433 h 30, 434 h 30, 435 h 30, 436 h 30, 437 h 30, 438 h 30, 439 h 30, 440 h 30, 441 h 30, 442 h 30, 443 h 30, 444 h 30, 445 h 30, 446 h 30, 447 h 30, 448 h 30, 449 h 30, 450 h 30, 451 h 30, 452 h 30, 453 h 30, 454 h 30, 455 h 30, 456 h 30, 457 h 30, 458 h 30, 459 h 30, 460 h 30, 461 h 30, 462 h 30, 463 h 30, 464 h 30, 465 h 30, 466 h 30, 467 h 30, 468 h 30, 469 h 30, 470 h 30, 471 h 30, 472 h 30, 473 h 30, 474 h 30, 475 h 30, 476 h 30, 477 h 30, 478 h 30, 479 h 30, 480 h 30, 481 h 30, 482 h 30, 483 h 30, 484 h 30, 485 h 30, 486 h 30, 487 h 30, 488 h 30, 489 h 30, 490 h 30, 491 h 30, 492 h 30, 493 h 30, 494 h 30, 495 h 30, 496 h 30, 497 h 30, 498 h 30, 499 h 30, 500 h 30, 501 h 30, 502 h 30, 503 h 30, 504 h 30, 505 h 30, 506 h 30, 507 h 30, 508 h 30, 509 h 30, 510 h 30, 511 h 30, 512 h 30, 513 h 30, 514 h 30, 515 h 30, 516 h 30, 517 h 30, 518 h 30, 519 h 30, 520 h 30, 521 h 30, 522 h 30, 523 h 30, 524 h 30, 525 h 30, 526 h 30, 527 h 30, 528 h 30, 529 h 30, 530 h 30, 531 h 30, 532 h 30, 533 h 30, 534 h 30, 535 h 30, 536 h 30, 537 h 30, 538 h 30, 539 h 30, 540 h 30, 541 h 30, 542 h 30, 543 h 30, 544 h 30, 545 h 30, 546 h 30, 547 h 30, 548 h 30, 549 h 30, 550 h 30, 551 h 30, 552 h 30, 553 h 30, 554 h 30, 555 h 30, 556 h 30, 557 h 30, 558 h 30, 559 h 30, 560 h 30, 561 h 30, 562 h 30, 563 h 30, 564 h 30, 565 h 30, 566 h 30, 567 h 30, 568 h 30, 569 h 30, 570 h 30, 571 h 30, 572 h 30, 573 h 30, 574 h 30, 575 h 30, 576 h 30, 577 h 30, 578 h 30, 579 h 30, 580 h 30, 581 h 30, 582 h 30, 583 h 30, 584 h 30, 585 h 30, 586 h 30, 587 h 30, 588 h 30, 589 h 30, 590 h 30, 591 h 30, 592 h 30, 593 h 30, 594 h 30, 595 h 30, 596 h 30, 597 h 30, 598 h 30, 599 h 30, 600 h 30, 601 h 30, 602 h 30, 603 h 30, 604 h 30, 605 h 30, 606 h 30, 607 h 30, 608 h 30, 609 h 30, 610 h 30, 611 h 30, 612 h 30, 613 h 30, 614 h 30, 615 h 30, 616 h 30, 617 h 30, 618 h 30, 619 h 30, 620 h 30, 621 h 30, 622 h 30, 623 h 30, 624 h 30, 625 h 30, 626 h 30, 627 h 30, 628 h 30, 629 h 30, 630 h 30, 631 h 30, 632 h 30, 633 h 30, 634 h 30, 635 h 30, 636 h 30, 637 h 30, 638 h 30, 639 h 30, 640 h 30, 641 h 30, 642 h 30, 643 h 30, 644 h 30, 645 h 30, 646 h 30, 647 h 30, 648 h 30, 649 h 30, 650 h 30, 651 h 30, 652 h 30, 653 h 30, 654 h 30, 655 h 30, 656 h 30, 657 h 30, 658 h 30, 659 h 30, 660 h 30, 661 h 30, 662 h 30, 663 h 30, 664 h 30, 665 h 30, 666 h 30, 667 h 30, 668 h 30, 669 h 30, 670 h 30, 671 h 30, 672 h 30, 673 h 30, 674 h 30, 675 h 30, 676 h 30, 677 h 30, 678 h 30, 679 h 30, 680 h 30, 681 h 30, 682 h 30, 683 h 30, 684 h 30, 685 h 30, 686 h 30, 687 h 30, 688 h 30, 689 h 30, 690 h 30, 691 h 30, 692 h 30, 693 h 30, 694 h 30, 695 h 30, 696 h 30, 697 h 30, 698 h 30, 699 h 30, 700 h 30, 701 h 30, 702 h 30, 703 h 30, 704 h 30, 705 h 30, 706 h 30, 707 h 30, 708 h 30, 709 h 30, 710 h 30, 711 h 30, 712 h 30, 713 h 30, 714 h 30, 715 h 30, 716 h 30, 717 h 30, 718 h 30, 719 h 30, 720 h 30, 721 h 30, 722 h 30, 723 h 30, 724 h 30, 725 h 30, 726 h 30, 727 h 30, 728 h 30, 729 h 30, 730 h 30, 731 h 30, 732 h 30, 733 h 30, 734 h 30, 735 h 30, 736 h 30, 737 h 30, 738 h 30, 739 h 30, 740 h 30, 741 h 30, 742 h 30, 743 h 30, 744 h 30, 745 h 30, 746 h 30, 747 h 30, 748 h 30, 749 h 30, 750 h 30, 751 h 30, 752 h 30, 753 h 30, 754 h 30, 755 h 30, 756 h 30, 757 h 30, 758 h 30, 759 h 30, 760 h 30, 761 h 30, 762 h 30, 763 h 30, 764 h 30, 765 h 30, 766 h 30, 767 h 30, 768 h 30, 769 h 30, 770 h 30, 771 h 30, 772 h 30, 773 h 30, 774 h 30, 775 h 30, 776 h 30, 777 h 30, 778 h 30, 779 h 30, 780 h 30, 781 h 30, 782 h 30, 783 h 30, 784 h 30, 785 h 30, 786 h 30, 787 h 30, 788 h 30, 789 h 30, 790 h 30, 791 h 30, 792 h 30, 793 h 30, 794 h 30, 795 h 30, 796 h 30, 797 h 30, 798 h 30, 799 h 30, 800 h 30, 801 h 30, 802 h 30, 803 h 30, 804 h 30, 805 h 30, 806 h 30, 807 h 30, 808 h 30, 809 h 30, 810 h 30, 811 h 30, 812 h 30, 813 h 30, 814 h 30, 815 h 30, 816 h 30, 817 h 30, 818 h 30, 819 h 30, 820 h 30, 821 h 30, 822 h 30, 823 h 30, 824 h 30, 825 h 30, 826 h 30, 827 h 30, 828 h 30, 829 h 30, 830 h 30, 831 h 30, 832 h 30, 833 h 30, 834 h 30, 835 h 30, 836 h 30, 837 h 30, 838 h 30, 839 h 30, 840 h 30, 841 h 30, 842 h 30, 843 h 30, 844 h 30, 845 h 30, 846 h 30, 847 h 30, 848 h 30, 849 h 30, 850 h 30, 851 h 30, 852 h 30, 853 h 30, 854 h 30, 855 h 30, 856 h 30, 857 h 30, 858 h 30, 859 h 30, 860 h 30, 861 h 30, 862 h 30, 863 h 30, 864 h 30, 865 h 30, 866 h 30, 867 h 30, 868 h 30, 869 h 30, 870 h 30, 871 h 30, 872 h 30, 873 h 30, 874 h 30, 875 h 30, 876 h 30, 877 h 30, 878 h 30, 879 h 30, 880 h 30, 881 h 30, 882 h 30, 883 h 30, 884 h 30, 885 h 30, 886 h 30, 887 h 30, 888 h 30, 889 h 30, 890 h 30, 891 h 30, 892 h 30, 893 h 30, 894 h 30, 895 h 30, 896 h 30, 897 h 30, 898 h 30, 899 h 30, 900 h 30, 901 h 30, 902 h 30, 903 h 30, 904 h 30, 905 h 30, 906 h 30, 907 h 30, 908 h 30, 909 h 30, 910 h 30, 911 h 30, 912 h 30, 913 h 30, 914 h 30, 915 h 30, 916 h 30, 917 h 30, 918 h 30, 919 h 30, 920 h 30, 921 h 30, 922 h 30, 923 h 30, 924 h 30, 925 h 30, 926 h 30, 927 h 30, 928 h 30, 929 h 30, 930 h 30, 931 h 30, 932 h 30, 933 h 30, 934 h 30, 935 h 30, 936 h 30, 937 h 30, 938 h 30, 939 h 30, 940 h 30, 941 h 30, 942 h 30, 943 h 30, 944









## EXPOSITIONS

## Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) ; lundi et mardi, 17 h, galeries contemporaines.

**EDUARDO ARROYO.** Galeries contemporaines. Jusqu'au 29 novembre, lundi et mardi, à 17 h ; visite-animation.

**ENRICHISSEMENTS RECENTS** du Musée national d'art moderne (1981-1982). Parcours des collections. Jusqu'au 29 novembre.

**CHOIX POUR AUJOURD'HUI.** Regard sur quatre ans d'acquisitions d'art contemporain. Galeries contemporaines. Jusqu'au 29 novembre. Visite-animation : les lundis et jeudis à 17 h.

**LA DELIRANTE.** Salle d'art graphique. - Entrée libre. Jusqu'au 3 janvier.

**PHOTOGRAPHIE CONTEMPORAINE EN AMERIQUE LATINE.** Salle contemporaine et salle animation. Entrée libre. Jusqu'au 21 novembre.

**PHOTO/CINÉ/VIDEO/DANSE.** Grand foyer et petite salle. - Entrée libre. Jusqu'au 1 novembre.

**MONIQUE THOUFFLET.** Photographie. Salon photos, 3<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 31 octobre.

**LEUX D'ARTISTES.** Carrefour des régions. Jusqu'au 3 novembre.

**HABITER LA LUMIERE.** Atelier des enfants, rue-de-Charonne. - Sauf mardi et dim., de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 6 novembre.

**CCI.** (AUTO) PORTRAITS DU CHERCHEUR SCIENTIFIQUE. - Jusqu'au 22 novembre.

**L'OREILLE OUBLIÉE.** Le paysage sonore. Du 28 octobre au 3 janvier.

**R.P.I.** LETTRES DES AMERIQUES. La nouvelle et le roman hispano-américains. Jusqu'au 8 novembre.

**JERRY SCHATZBERG.** De la photo au cinéma. Jusqu'au 29 novembre.

**Musées**

**DE CARTHAGE A KAIROUAN.** 2000 ans d'art et d'histoire en Tunisie. Petit Palais, avenue W.-Churchill (265-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 27 février.

**J.-B. OUDRY, 1666-1755.** - Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 14 F ; sam. : 11 F (gratuite le 29 novembre). Jusqu'au 3 janvier.

**TREZORS D'IRLANDE.** - Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 janvier.

**FIAC.** Foire internationale d'art contemporain. - Grand Palais (562-84-58). De 12 h à 20 h, sam. et dim., de 10 h à 20 h. Le 26 octobre jusqu'à 23 h. Entrée libre jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre.

**DONATION E.-R. LARTIGUE.** 1918-1926. - Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Jusqu'au 31 décembre.

**DOUZIEME BIENNALE DE PARIS.** Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (773-61-27) et annexe d'Australie, 4, rue Jean-Roy (575-62-00). Jusqu'au 14 novembre.

**ERICH HOSOE.** Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 10 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 15 novembre.

**DANIEL GRAFFIN.** Sculptures à vent. Musée d'art moderne de la ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 27 février 1983.

**PRESENTATION TEMPORAIRE D'OEUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES.** Nouvelles acquisitions du musée d'Orsay : Visages de l'homme. Exposition de monnaies et sculptures à l'illustration des monnaies ; Picasso, l'atelier du sculpteur ; Sauter et la terre sainte. - Musée d'art et d'histoire, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (773-36-53). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 7 F ; le dimanche, 3,50 F.

**ROY LICHTENSTEIN, 1978-1980.** - Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 13 h à 19 h ; sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 19 décembre.

**CINQ SIECLES D'OROLOGERIE.** du XVI<sup>e</sup> siècle à l'époque de Cartier. - Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 31 octobre.

**GRAPUS.** Jusqu'au 7 février 1983. - L'APARTHEID, la des arts, jusqu'au 31 décembre. Musée de l'Afrique, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h ; mer. jusqu'à 22 h.

**CALOTYPES DE LYON ET DU DAUPHINE.** - Galerie de photographie de la Bibliothèque Nationale, 4, rue de Louvois. Sauf dim., de 12 h à 18 h. Jusqu'au 15 novembre.

**ATGET.** Intérieurs parisiens. - PARIS 1910-1931, au travers des autochromes et des films Albert Kahn. - Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 21 novembre.

**CHYPRE.** Les travaux et les jours. - Musée de l'homme, Palais de Chaillot (553-70-69). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée libre. Jusqu'au 30 novembre.

**PROUST.** une illustration pour la recherche de temps perdu. - Maison de Balzac, 47, rue Raynouard (244-56-38). Jusqu'au 25 novembre.

**EN PRESENCE DE L'ARTISTE.** IRENE LASKINE. - Musée en herbe, Jardin d'acclimatation (Bois de Boulogne) (747-47-66). De 11 h à 18 h. Jusqu'au 4 janvier.

## Centres culturels

**ALBERT GLEIZE (1881-1953).** Une œuvre, une pédagogie. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Bayard (563-90-53). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 9 décembre.

**LA MODERNITE : UN PROJET INACHEVE.** - Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais (260-34-57). De 12 h à 20 h, sauf mardi. Jusqu'au 14 novembre.

**LA MODERNITE OU L'ESPRIT DU TEMPS.** - Ecole nationale supérieure des beaux-arts (260-34-57). De 12 h 30 à 20 h, sauf le mardi. Jusqu'au 14 novembre.

**LA CONSTRUCTION MODERNE.** - Institut français d'architecture, 6, rue de Tournai (633-90-36). De 12 h 30 à 19 h, sauf le dimanche et le lundi. Jusqu'au 13 novembre.

**IADAO ANDO.** « Multidimensionnel ». - Institut français d'architecture (633-90-36). De 12 h 30 à 20 h, du mardi au samedi. Jusqu'au 20 novembre.

**LA PHOTOGRAPHIE EN ALLEMAGNE, 1900-1930.** - Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna (773-61-21). Sauf sam. et dim., de 10 h à 20 h. Jusqu'au 19 novembre.

**LA PHOTOGRAPHIE COMME MODELE.** Chapelle des Petits-Augustins, 14, rue Bonaparte. Sauf mardi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 6 décembre.

**D'UN ART BUL A L'AUTRE.** - Centre culturel de la communauté française de Belgique, 127-129, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Entrée : 10 francs. Jusqu'au 28 novembre.

**FRED KOCH.** Jusqu'au 28 novembre.

**MATERIAUX ANCIENS, NOUVEAUX USAGES.** - Jusqu'au 7 novembre. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (705-45-99). Sauf lundi, de 13 h à 19 h.

**MICHEL HARTMANN.** - R.I.M.C. Galerie, 51, rue de l'Hôtel de Ville (271-67-08). Sauf dim. et lundi, de 15 h à 19 h. Jusqu'au 30 octobre.

**LE GRAND SIECLE AU QUARTIER LATIN.** - Mairie du 5<sup>e</sup> arrondissement, 31, place de Panthéon. Tous les jours, de 9 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

**NAISSANCE DE LA LOUISIANE.** Mairie du 6<sup>e</sup> arrondissement, 78, rue Bonaparte. Sauf lundi, de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre.

**LE JARDIN PAYSAGER.** F.M. Pige, 1746-1824 ; LARS MILLHAGEN, sculptures, dessins ; ENNO HALLEK, peintures. - Centre culturel suédois, 11, rue Peyronie (271-62-20). De 12 h à 18 h ; sam. et dim., de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 4 novembre.

**JEUNE SCULPTURE, SCULPTURE DE JEUNES.** - Port d'Amsterdam, quai d'Amsterdam, face à la gare. Tous les jours de 10 h à 20 h 15. Jusqu'au 31 octobre.

**QUATRE REGARDS POUR UN QUARTIER.** Photographies. T.E.P., 17, rue Malherbe (636-91-02). Jusqu'au 28 novembre.

**SYMPHONIE DE VISAGES D'AFRIQUE.** - Eglise Saint-Germain-des-Prés. De 7 h 30 à 19 h 30. Jusqu'au 31 octobre.

**ATZELER TAGA.** Ambassade du Venezuela, 11, rue Copernic (553-29-88). Sauf sam. et dim., de 9 h 30 à 13 h et de 14 h à 16 h. Jusqu'au 15 décembre.

**HUIT SCENOGRAPHES ANGLAIS CONTEMPORAINS.** Théâtre du Rond-Point, avenue Franklin-Roosevelt (256-60-70). Sauf dim. et lundi, de 13 h 30 à 20 h 30. Jusqu'au 6 novembre.

**ARATYV.** Trianon de Bagatelle (Bois de Boulogne, entrée route de Stèves). De 11 h à 17 h 30. Du 28 octobre au 28 novembre.

**Galleries**

**RHONE-ALPES.** L'électisme contemporain. N.R.A., 2, rue du Jour (508-19-58). Jusqu'au 6 novembre.

**RONDEURS.** Séquence n° 3 de la série « Le corps humain dans l'art ». Galerie Charney-Tevers, 61, rue Lhomond (707-39-50). Jusqu'au 20 novembre.

**NICE NICE NICE.** Galerie P. Landau, 14, rue Guénégaud (323-57-67). Jusqu'au 10 novembre.

**LE BAISER.** Galerie J. Brancas, 23-25, rue Guénégaud (326-45-51). Jusqu'au 27 novembre.

**HOMMAGE AU CORPS.** Galerie G. Laubie, 2, rue Brémontelle (887-45-81). Jusqu'au 20 novembre.

**BARRY FLANAGAN.** Sculptures, jusqu'au 27 novembre. DAVID TREMBLETT, jusqu'au 13 novembre. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Haudriettes (277-63-60).

**GILLOLI.** Sculptures, tapisseries. Jusqu'au 10 novembre. - HUNDETT-WASSER, Peintures récentes. Jusqu'au 31 décembre. Artcurial, 9, avenue Marnigon (256-32-90).

**PEINTURES DE L'ECOLE DE PARIS.** Kéramique, La Patellière, Natch, Volodick, Hôtel Le Bristol, 117, rue de Faubourg-Saint-Honoré (271-13-84). Jusqu'au 3 novembre.

**ECOLE DE FUTEAUX.** Galerie J. P. Joubert, 38, avenue Matignon (562-07-15). Jusqu'au 21 décembre.

**ICONS.** du XIV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle. Présent, 10, rue Jean-du-Bellay (325-10-92). Jusqu'au 14 novembre.

**C. et F. HUNZINGER.** Surfaces figées, sculptures souples. ARIANE MATHEU, portrait, Armand, 5, rue Le Goff (354-59-59). Jusqu'au 9 novembre.

**AMANN.** Pulsions de l'espace nouveau. Galerie J. Spiess, 4, avenue de Messine (256-06-11). Jusqu'au 12 novembre.

**AMORIM.** Œuvres sur papier. Galerie Bellini, 28 bis, boulevard de Sébastopol (278-01-91). Jusqu'au 13 novembre.

**AUGEREAU.** Peintures. Galerie V. Schmidt, 41, rue Mazarine (354-71-91). Jusqu'au 6 novembre.

**BARBE.** Jardin de la Paroisse, 20, rue Gagan (588-38-52). Jusqu'au 9 novembre.

**BOULOGNE-BILLANCOURT.** A la rencontre des enseignants, collection J. Lagrange. - Centre culturel, 22, rue de la Belle-Feuille. Tous les jours de 10 h à 22 h, dimanche de 10 h à 12 h. Jusqu'au 22 décembre.

**BRETIGNY.** Christine O'Loughlin. Travaux récents, Brétigny et ailleurs. Centre Gérard-Philipe, rue Henri-Dunard (804-38-68). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 27 novembre (espace extérieur : jusqu'en mars 1983).

**CRÉTEIL.** Rastin. Quinze ans de peinture. Maison des arts A.-Malraux, place Salvador-Allende (899-94-50). Jusqu'au 15 décembre.

**IVRY.** Jean Claret. Théâtre, 1, rue Simon-Denis. Sauf lundi, de 16 h à 20 h. Jusqu'au 14 novembre.

**JOUY-EN-JOSES.** Les Indes de la manducature Oberkampf de Jouy. Musée Oberkampf, château de Montebello (946-80-48). Jusqu'au 4 janvier.

**LA VARENNE-SAINT-HILAIRE.** Paul-Elie Gernex. Musée de Saint-Maur-des-Fossés, 5<sup>e</sup> ter, avenue du Bac (283-41-43). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 12 décembre.

**MEAUX.** Le Grand Silece en pays de Meaux. Bommex. - Musée Bommex, ancien palais épiscopal (434-84-45). Jusqu'au 28 novembre.

**MONTVRAIN.** Etienne Marais. - Cité des Communautés, château de Chesay. Tous les jours de 14 h à 19 h. Jusqu'au 2 novembre.

**FONTAINE.** Gregory Masarovsky. Dessins, études de l'œuvre, 4, rue Lescuyer (031-93-00). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 14 novembre.

**DOUAI.** Dossat. Jusqu'au 14 novembre.

**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.** L'éclatement de l'impressionnisme. Musée départemental du Prieuré, 2, rue Maurice-Denis (973-77-87). Jusqu'au 11 janvier 1983.

**En province**

**ANNEXE.** Nouvelle objectivité, 1919-1933. - Musée-château (45-35-66).

**BORDEAUX.** L'Artisan. - Entrepôt Lainé, rue Foy (44-16-35). Jusqu'au 13 novembre.

**CAEN.** Les cités d'Afrique Equatoriale II y a cent ans. - Musée des Beaux-Arts, esplanade du Château (85-28-63). Du 29 octobre au 10 janvier.

**CANNES.** Patrick Caulfield. Œuvre gravé 1968-1982. - Galerie Herbage, 17, rue des Etats-Unis (39-19-15).

**COMPIEGNE.** Le néo-classicisme dans le nord de la France. - Musée Vivien, 2, rue d'Austerlitz (440-26-00). Jusqu'au 14 novembre.

**DIJON.** Cent estampes de Georges Braque. Donation Laurent. - Château-musée (84-19-76). Jusqu'au 7 mars 1983.

**GAUMONT AMBASSADE - LE PARIS - PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - BERLITZ - LE FRANCAIS GAUMONT RICHELIEU - MONT-PARNASSE PATHÉ - MONT-PARNASSE PATHÉ - MONT-PARNASSE BIENVENUE - LE HOLLYWOOD BOULEVARD - WEPLER PATHÉ - PARAMOUNT ODÉON - GAUMONT SUD - GAUMONT CONVENTION FAUVETTE - PARAMOUNT GALAXIE - GAUMONT HALLES GAUMONT GAMETTA - VICTOR HUGO PATHÉ - CLUNY PALACE - U.G.C. Poissy - ARTEL Rosny CARREFOUR Pantin - CYRANO Versailles - PARLY 1 - VELIZY - Belle Épine PATHÉ - PATHE Champigny - FRANÇAIS Enghien - GAUMONT Evry - PARINOR - 4 PERRAY - ALPHA Argenteuil ARIEL Rueil - ARTEL Neuve - Montrouf MÉLIES - LES FLANADES**

**GAUMONT Ouest - BUXY - ABC Sartrouville - TRICYCLE Asnières - CLUB Colombes**

**CERITO FILMS et GAUMONT présentent**

**BELMONDO**

**LES AS DES AS**

**UN FILM DE GÉRARD OURY**

**DISTRIBUTION : GAUMONT/CERITO RENE CHATEAU**

**GARGILLESSE.** P. Hemery, espace/chaîne. - Galerie Images. Jusqu'au 7 novembre.

**GRAVELINES.** La gravure allemande de 1900 à 1980, du Musée d'histoire culturelle et de la Kunststhalde de Rostock. - Musée de l'Armenie (23-08-13). Jusqu'au 28 novembre.

**GRENABLE.** Taut. - Maison de la culture, 4, rue Paul-Claudel (25-05-45). Jusqu'au 20 novembre.

**JOUY-SUR-EURE.** Du cri à l'écrin, dessins. - Centre d'art contemporain, 2, rue du Beauregard (36-61-55). Jusqu'au 5 décembre.

**LE CATEAU-CAMBRESIS.** Inauguration du musée Matine. - Palais Fémolin, place du Commandant-Edouard-Richer (84-13-15).

**LE HAYRE.** L'art belge depuis 1945 et l'U.R.A.P. - Musée des beaux-arts A.-Malraux, boulevard J.-F. Kennedy (42-33-77).

**LE CREUSOT.** L'ingénieur-artiste. - Château de la Verrerie (55-01-11). Jusqu'en février 1983.

**LILLE.** A la compagnie des mers. Mariage et marchand de Bas-Pays. - Musée de l'Histoire Comtoise, 33, rue de la Monnaie (51-02-62). Jusqu'au 3 janvier 1983.

**MARCO-EN-BARCEL.** G. Caillabotte. - Fondation Prosvet, Septentrion (46-26-37). Jusqu'au 9 janvier.

**NANCY.** Karl Oppermann, peintre et poète de Berlin. - Goethe Institut, 39, rue de la Ravinelle (335-44-36). Jusqu'au 19 novembre.

**NIMES.** L'art et la ville - art dans la vie. - Musée des beaux-arts, rue Clé-Foulc (67-57-57). Jusqu'au 7 novembre.

**ORLÉANS.** Orléans et la Loire, du Moyen-Âge au XIX<sup>e</sup> siècle. - Musée historique, hôtel Cabu (53-39-22).

**POITIERS.** L'environnement et la sculpture, aujourd'hui. - Centre d'animation de Beaulieu, boulevard Savari. Jusqu'au 15 décembre.

**QUIMPER.** Jean Caron. - Musée des beaux-arts, place Saint-Cornelin (95-45-20). Jusqu'au 13 décembre.

**ROUEN.** Comment la préhistoire ? - Hommes, dieux et héros de la Grèce. - Musée, 198, rue Beauvoisine. Jusqu'au 7 novembre. - Rouen Gallio-Romain, fouilles et recherches récentes (1978-1982). - Musée municipal des beaux-arts. Square Vedred. Jusqu'au fin décembre.

**SAINT-ETIENNE.** Erwin Blumenfeld. Photographies. - Musée d'art et d'industrie (33-04-85).

**SAVERNE.** Espace rhénan, 8, rue Château-des-Rohan (32-28-37). Jusqu'au 9 novembre.

**STRASBOURG.** Georges Braque en Europe. - Musée d'art moderne, ancienne Douane (35-29-06). Jusqu'au 28 novembre.

**TOURCOING.** Wapping : regard sur la création contemporaine brésilienne. David Hockney, photographie. - Musée, rue Paul-Doumer (01-38-92).

**TROYES.** Donation Lévy. - Musée d'art moderne, ancien évêché, en permanence. Les Brézier (1893-1978) : Du réalisme au dadaïsme. - Centre culturel Thibaud-de-Champagne, 16, rue Champoux (43-49-49). Jusqu'au 7 novembre.

**BUFFET SALADES-BUFFETS CHAUDS-BUFFET DESSERTS**

**Mérodine b**

**LE RESTAURANT "BUFFET"**

**ANGLE CENTRE POMPIDOU • 2, R. BEAUBOURG • M<sup>e</sup> RAMBUTEAU**

**JUSQU'À 22 H MEME LE DIMANCHE • PRIX NETS**

**RIZLA+**

**Le papier pour bien rouler vos cigarettes**

**GAUMONT AMBASSADE - LE PARIS - PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - BERLITZ - LE FRANCAIS GAUMONT RICHELIEU - MONT-PARNASSE PATHÉ - MONT-PARNASSE PATHÉ - MONT-PARNASSE BIENVENUE - LE HOLLYWOOD BOULEVARD - WEPLER PATHÉ - PARAMOUNT ODÉON - GAUMONT SUD - GAUMONT CONVENTION FAUVETTE - PARAMOUNT GALAXIE - GAUMONT HALLES GAUMONT GAMETTA - VICTOR HUGO PATHÉ - CLUNY PALACE - U.G.C. Poissy - ARTEL Rosny CARREFOUR Pantin - CYRANO Versailles - PARLY 1 - VELIZY - Belle Épine PATHÉ - PATHE Champigny - FRANÇAIS Enghien - GAUMONT Evry - PARINOR - 4 PERRAY - ALPHA Argenteuil ARIEL Rueil - ARTEL Neuve - Montrouf MÉLIES - LES FLANADES**

**GAUMONT Ouest - BUXY - ABC Sartrouville - TRICYCLE Asnières - CLUB Colombes**

**CERITO FILMS et GAUMONT présentent**

**BELMONDO**

**LES AS DES AS**

**UN FILM DE GÉRARD OURY**

**DISTRIBUTION : GAUMONT/CERITO RENE CHATEAU**

**ANTONY.** H.-G. Aden. Rétrospective 1927-1967. - Hôtel de ville, 2, rue des Champs ; Parc de la Bibliothèque, 20, rue Velpeu ; Sélect, 10, avenue de la Division Leclerc. Sauf lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 14 novembre.

**BEZONS.** Le mois de Portugal. Théâtre Paul-Eluard, 162, rue Maurice-Berteaux (982-20-88). Sauf lundi, de 15 h à 19 h. Jusqu'au 7 novembre.

**En région parisienne**

**ANTONY.** H.-G. Aden. Rétrospective 1927-1967. - Hôtel de ville, 2, rue des Champs ; Parc de la Bibliothèque, 20, rue Velpeu ; Sélect, 10, avenue de la Division Leclerc. Sauf lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 14 novembre.

**BEZONS.** Le mois de Portugal. Théâtre Paul-Eluard, 162, rue Maurice-Berteaux (982-20-88). Sauf lundi, de 15 h à 19 h. Jusqu'au 7 novembre.

**En région parisienne**

**ANTONY.** H.-G. Aden. Rétrospective 1927-1967. - Hôtel de ville, 2, rue des Champs ; Parc de la Bibliothèque, 20, rue Velpeu ; Sélect, 10, avenue de la Division Leclerc. Sauf lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 14 novembre.

**BEZONS.** Le mois de Portugal. Théâtre Paul-Eluard, 162, rue Maurice-Berteaux (982-20-88). Sauf lundi, de 15 h à 19 h. Jusqu'au 7 novembre.

**En région parisienne**

**ANTONY.** H.-G













LES PROJETS DE M<sup>me</sup> DUFOIX

Le gouvernement veut assouplir les règles de l'adoption

Plus de responsabilité pour les conseils de famille et une coresponsabilité entre l'administration et la justice dans le processus de décision du statut de pupille de l'Etat, telles sont les grandes lignes d'une communication que M<sup>me</sup> Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Solidarité, chargée de la famille, devait faire au cours du conseil des ministres de ce mercredi 27. Ses propositions devraient déboucher notamment sur un projet de loi élaboré en collaboration avec le ministère de la justice.

Chaque année environ trente mille demandes d'adoption sont formulées mais à peine six mille sont satisfaites. « Et pourtant, explique M<sup>me</sup> Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat chargée de la famille, cinq cent mille enfants sont accueillis par l'aide sociale à l'enfance et dix-neuf mille enfants sont pupilles de l'Etat. Dix-neuf mille enfants adoptables. Pourquoi cette différence ? Parce que, continue M<sup>me</sup> Dufoux, peu de personnes demandent des enfants de couleur, moins nombreux encore sont ceux qui souhaitent adopter quatre ou cinq enfants en même temps. Or nous préférons ne pas séparer les frères. Sans parler des adolescents et des déficients mentaux, physiques ou des enfants difficilement adaptables à la société.

« En tant que responsable des problèmes de la famille, je suis particulièrement sensible au sort de ces enfants, et si mon but est d'essayer de répondre aux trente mille parents qui voudraient adopter, il est d'abord de s'efforcer de trouver une famille aux enfants qui nous sont confiés. Une famille apporte en effet plus de stabilité affective et sociale que les institutions et l'aide sociale à l'enfance. »

M<sup>me</sup> Dufoux se propose de prendre trois sortes de mesures touchant l'information, les règlements et la loi. Pour l'information, le secrétariat d'Etat vient de rédiger une brochure qui devrait être publiée fin novembre, début décembre pour expliquer ce qu'il faut faire lorsque l'on désire adopter, mais aussi montrer quels enfants peuvent être adoptés et aussi quelles sont les différentes façons de les accueillir. « Nous nous efforçons de faire comprendre aux hommes et aux femmes qu'ils peuvent être des parents d'enfants différents de ce qu'ils avaient imaginé au départ. Il faut également qu'ils sachent qu'il existe autre chose que l'adoption plénière. Je pense à l'adoption sim-

ple ou au parrainage... Autant de possibilités qui permettent à une famille de vivre avec un enfant sans pour autant mettre en train tout l'arsenal juridique de l'adoption plénière. En même temps que cette action vers les parents, nous allons donner une meilleure information aux personnels qui s'occupent en particulier des hôpitaux maternels. Ne pas être culpabilisant tout en n'ayant pas l'air de vouloir à tout prix pousser les mères célibataires à abandonner leurs bébés : la tâche est délicate. « Lorsqu'une jeune femme vient d'accoucher, explique M<sup>me</sup> Dufoux, elle éprouve une certaine faiblesse physique. Si elle ne peut pas assumer l'éducation de son enfant, il faut que le personnel qui l'entoure puisse lui dire concrètement quelles sont toutes les possibilités qui s'offrent à elle et au nouveau-né, et si elle désire le laisser en vue d'adoption, elle doit savoir qu'elle ne l'abandonne pas n'importe où, qu'elle ne le laisse pas à n'importe qui. »

Régionaliser

Dans le domaine réglementaire, le ministre propose d'organiser des réunions régionales pour mieux adapter la demande à l'offre d'adoption. Pour le moment la direction départementale de l'action sanitaire et sociale uniquement dans le département où ils sont déposés. Il n'existe pas de relation entre départements voisins. Or il peut se faire qu'une demande trouve satisfaction dans une autre D.A.S.S. « Nous allons procéder à une régionalisation de l'adoption. Déjà quelques expériences ont été mises en place. Nous n'aurons pas de résultat spectaculaire du jour au lendemain mais cela permettra peut-être d'adapter le désir des parents et les possibilités pour les enfants d'être adoptés. »

M<sup>me</sup> Dufoux se propose également d'organiser d'ici à la fin de l'année une meilleure information sur le processus d'adoption, les différentes possibilités d'accueil et les enfants adoptables. La formation du personnel d'accueil des mères célibataires au moment de l'accouchement ne devrait pas être oubliée, ni le dossier très sensible des enfants adoptés à l'étranger qui est à l'origine de nombreuses déceptions de parents mal informés. M<sup>me</sup> Dufoux nous a expliqué ses intentions en matière d'adoption.

Enfin dans le domaine législatif, M<sup>me</sup> Dufoux compte élaborer un texte avec le ministre de la justice pour associer administration et justice dans une décision de l'acquisition du statut de pupille de l'Etat.

A l'étranger

Plusieurs constatations en effet s'imposent. De nombreux enfants adoptables, ou pouvant bénéficier d'un placement, sont oubliés. D'autres pourraient rapidement être recueillis par des parents ou des colatéraux mais, pris dans l'engrenage administratif qui les a dotés du statut de pupille de l'Etat, ils doivent attendre des années avant de pouvoir trouver une famille. Les conseils de famille nouvelle formule devront se réunir régulièrement pour examiner au moins une fois par an la sorte réservée à chaque enfant.

Une politique d'adoption ne peut pas se désintéresser non plus des familles qui partent à l'étranger pour trouver un enfant à adopter. Chaque année des milliers de couples font des milliers de kilomètres, dépensent des fortunes, pour trouver un enfant et repartent seuls, déçus, désarmés devant des organisations et des individus qui exploitent leur désir d'être parents. « Nous souhaitons, dit M<sup>me</sup> Dufoux, impulser une action interministérielle avec le ministère des relations extérieures, celui de la justice et nous-mêmes responsables des D.A.S.S. J'ai plusieurs propositions à faire à ce sujet en conseil des ministres. Nous déciderons laquelle retenir. Je tiens à ce que les candidats français à l'adoption sachent ce qu'ils attendent à l'étranger, qu'ils ne se fassent pas d'illusions. » Enfin, pour faciliter l'adoption d'enfants par leurs familles nourricières, souvent gênées financièrement, le secrétariat d'Etat étudie la possibilité d'octroyer à celles-ci une aide financière pendant environ deux ans.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

L'AFFAIRE DE LOREAN AUX ETATS-UNIS

Le trafic de drogue, remède à la récession

De notre correspondant

Washington. — Si l'arrestation d'un industriel de Detroit, John de Lorean, accusé de trafic de drogue (le Monde du 22 octobre) fait beaucoup de bruit aux Etats-Unis, ce n'est pas seulement à cause de la notoriété de l'industriel. Cette affaire souligne l'attitude croissante d'hommes d'affaires pour un commerce qui permet des profits exceptionnels, surtout en période de récession.

La « Saga de Lorean » est typiquement américaine. Elle ferait un excellent feuilleton télévisé. Tout y est : l'enfance modeste d'un fils d'ouvrier de Detroit, les petits travaux d'un self-made man pour payer ses études, la carrière fulgurante de l'ingénieur devenu patron, l'argent, les femmes, les excentricités, enfin, le faux pas, le piège et l'arrestation... une de ces histoires ultra-banales, mais très édifiantes, dont raffolent les abonnés du petit écran.

Parti de rien, John de Lorean a donc atteint les sommets de la jet-set society, cinquante-sept ans, chevelure argentée, aussi élégant en jeans qu'en smoking. Sa femme — la troisième — est une actrice. Son appartement de New-York surpasse la Cinquième Avenue. Il possède une propriété dans le New-Jersey, des actions ici et là, et un parc privé d'une vingtaine de véhicules. L'ensemble de ses biens est estimé à 78 millions de dollars.

John de Lorean est entré chez General Motors comme simple ingénieur. Intelligent, ambitieux, il gravit, un à un, les échelons et fait des merveilles. C'est à lui qu'on doit la fameuse Pontiac-GTO, vendue à plus d'un million d'exemplaires. On finira par le nommer vice-président de ce groupe géant, avec un salaire annuel de 650 000 dollars.

Chez General Motors, tout le monde n'apprécie pas la notoriété et les manières de John de Lorean. Trop sûr de lui, dit-on, trop prétentieux ; lui-même déclare étouffer dans ce groupe dinosaure. En 1973, il démissionne et assure qu'il va créer son propre groupe automobile. Stupéfaction à Detroit, gros titres dans les revues spécialisées.

John de Lorean ne manque pas d'armes. Des vedettes, comme le chanteur Sammy Davis Junior ou l'animateur de télévision Johnny Carson, acceptent d'investir dans

son entreprise. L'objectif est de lancer une voiture de sport luxueuse. Ce petit bijou en acier inoxydable sera construit à Belfast, puisque le gouvernement britannique, soucieux de créer des emplois en Irlande du Nord, est prêt à avancer 160 millions de dollars.

Partie sur les chapeaux de roues, la De Lorean Motor Company va très vite se heurter aux difficultés du marché. Le patron commet des erreurs. Il se crise, s'irrite, devient de plus en plus autoritaire, ses principaux collaborateurs s'en vont, l'un après l'autre. « Nous ferons n'importe quoi pour sauver cette société », déclare John de Lorean à un groupe de concessionnaires. N'importe quoi, en effet... ce gérant va tout perdre en s'engageant sur le chemin de la drogue.

Manque de chance : l'homme auquel il s'adresse est un collaborateur de la police fédérale. Celui-ci cherche à coincer un certain William Hendrick, propriétaire d'une petite compagnie d'aviation, dont les appareils ne transportent pas que des passagers. Si de Lorean est un « bleu », Hendrick passe pour l'un des plus grands trafiquants de drogue de Californie du Sud.

Est-ce le collaborateur du F.B.I. qui les présente l'un à l'autre, comme on l'affirme ? On ne sait, mais les tractations se déroulent sous l'œil attentif d'une caméra. John de Lorean se déclare prêt à financer l'achat de cent-dix kilos de cocaïne en Amérique du Sud et, après encaissement des bénéfices, à céder à l'entrepreneur la moitié de sa société automobile. Il sera cueilli sans difficulté, le 19 octobre, près de l'aéroport de Los Angeles.

Huit millions de consommateurs

« La cocaïne, c'est mieux que l'or », avait remarqué John de Lorean, au cours d'une conversation filmée par le F.B.I. Ne permet-elle pas des profits qui peuvent atteindre 700 % ? Les consommateurs de cette drogue ont beaucoup augmenté aux Etats-Unis depuis quelques années ; on les estime aujourd'hui à huit millions. Les 44 tonnes de cocaïne introduites dans le pays en 1980 auraient

rapporté quelque 30 milliards de dollars aux trafiquants.

Sans compter la marijuana (23 millions de consommateurs) qui, elle, est produite sur place. C'est, après le maïs et le soja — mais avant le blé — la troisième production agricole ; on en plante un peu partout, spécialement à Hawaï, dans l'Oregon et en Californie. Récemment, un champ a été découvert à 12 kilomètres de l'un des endroits les mieux gardés du territoire : le ranch de M. Ronald Reagan.

L'atorney général (ministre de la justice), M. William French Smith, déclarait récemment : « En 1980, les ventes illégales de drogue étaient estimées à 79 milliards de dollars, soit autant que les bénéfices réunis des cinq cents plus grandes entreprises industrielles. La police fédérale pense, en effet, avoir saisi l'année dernière moins d'un quart de la marijuana en circulation, et à peine 3 % de la cocaïne et de l'héroïne. Elle espère faire un peu mieux après la « guerre contre la drogue » déclarée par M. Reagan et qui vient de se traduire par la création de douze nouvelles brigades antedrogues. Mais ce n'est pas un budget de 200 millions de dollars qui peut suffire pour la gagner. »

Jusqu'à présent, le trafic attirait des gens comme les policiers et les avocats, qui étaient professionnellement en contact avec ces profits rapides, considérables et sans grandes risques. Des arrestations récentes — en Floride, au Texas ou dans le Rhode-Island — montrent que des industriels et des banquiers, au-dessus de tout soupçon, sont désormais de la partie. Des hommes sans casier judiciaire, comme John de Lorean, donc plus difficiles à dépester.

En plein « boom » économique, ces businessmen ne se seraient peut-être pas aventurés dans la drogue. De là à accuser la récession... C'est ce que semblait faire les amis de John de Lorean. A les entendre, l'ingénieur-patron n'aurait eu qu'un seul souci : sauver son entreprise, il ne supportait ni l'échec ni le qu'en-dira-t-on à Detroit. Mais alors, pourquoi avait-il si bien tenu sa fortune personnelle à l'écart des vicissitudes de la De Lorean Motor Company ? Il a préféré, en somme, risquer sa liberté et se réconcilier plutôt que ses dollars. La dernière excentricité de John de Lorean ?

ROBERT SOLÉ.

JUSTICE

L'AFFAIRE DE MŒURS DU CORAL

M. Sigala a protesté de son innocence dans le cabinet du juge d'instruction

L'interrogatoire par M. Michel Salzmann, juge d'instruction à la prison de la Santé, le directeur du centre Coral d'Aimargues (Gard), écroué depuis le 18 octobre pour excitation de mineurs à la débauche et attentats à la pudeur sans violence sur enfants de moins de quinze ans, qui a duré trois heures mardi 26 octobre, a été ponctué de protestations véhémentes de l'inculpé affirmant son innocence et de propos très vifs auxquels ont pris part le magistrat et parfois aussi les défenseurs. M. Jean-Jacques de Felice et Michel Tubiana, du barreau de Paris, François Roux et Alain Otan, du barreau de Montpellier.

M. Salzmann a interrogé ensuite pendant une heure le docteur Alain Chiappello, trente-cinq ans, psychiatre, détenu depuis le même date sous les mêmes inculpations.

CORRESPONDANCE

M. SCHÉRER : il n'existe aucun témoignage d'enfant contre moi

Invokant son droit de réponse, après la publication, dans le Monde du 27 octobre, de l'article intitulé « Déviances », relatif à l'affaire de mœurs du Coral, M. René Schérer, professeur à l'université Paris-VIII nous a adressé la lettre suivante :

Non lié, puisque inculpé, par le secret de l'instruction, je me vois contraint de préciser à nouveau qu'en ce qui me concerne aucun témoignage d'enfant, ni d'ailleurs aucune plainte de parents, ne sont à mon dossier. Je suis donc inculpé sur l'unique foi des déclarations d'un homme dont la crédibilité est sérieusement mise en doute.

Après ces interrogatoires, les avocats ont remis un communiqué à la presse pour annoncer qu'ils demandent « la mise en liberté de M. Sigala, écroué également le 18 octobre (le 18 octobre) et Chiappello, qu'une confrontation ait lieu sans délai entre M. Sigala et Chiappello d'une part et M. Jean-Claude Krief (leur accusateur) d'autre part, compte tenu des déclarations de ce dernier dont certains apparaissent déjà manifestement mensongères ». Ils réclament en outre, « compte tenu des éléments du dossier, l'inculpation de M. Jean-Claude Krief ». Enfin « la défense tient à réaffirmer que, en l'état du dossier et contrairement aux allégations mensongères et diffamatoires de certains, dont elle ne manquera pas d'ailleurs de tirer les conséquences, aucune photo pornographique ne figure dans la procédure à la charge de ses clients. »

● Jean-Jacques Maurice, détenu à la prison de la Santé, a porté plainte contre Paris-Match pour deux photographies publiées par cet hebdomadaire, dans son numéro paru le 21 octobre, qui illustrent un article intitulé « Fred le terroriste » et consacré à Frederick Oriach, ancien militant des NAPAP, proches d'Action directe, écroué le 14 octobre. Jean-Jacques Maurice, qui avait été condamné, le 25 février, à une peine de quatre ans de prison pour complicité dans la tentative d'évasion de son frère Philippe, affirme que c'est lui qui, en réalité, a été photographié dans la cour de la prison. Frederick Oriach, selon le détenu de la Santé, est incarcéré au quartier d'isolement et n'est pas autorisé à sortir dans la cour. La rédaction de « Paris-Match » maintient que les clichés représentent bien Frederick Oriach.

ANS APRÈS LA RAFLE « VEL D'HIV »

L'instruction de l'affaire Leguay va pouvoir reprendre

Accusé d'avoir, en sa qualité de délégué en zone occupée du secrétariat général de la police de Vichy, participé comme organisateur à la rafle du Vélodrome d'hiver des 16 et 17 juillet 1942, au cours de laquelle la police française arrêta douze mille huit cent quatre-vingt-quatre juifs, M. Jean Leguay inculpé de crimes contre l'humanité depuis le 12 mars 1979 va enfin pouvoir être interrogé avec l'assistance de son défenseur M<sup>re</sup> Yves Jaffré par M<sup>re</sup> Martine Anzani, premier juge d'instruction au tribunal de Paris.

La chambre criminelle de la Cour de cassation présidée par M. André Brauschweig a en effet rejeté le pourvoi formé par M. Leguay contre l'arrêt de la chambre d'accusation de la Cour de Paris en date du 3 juillet 1981. Cet arrêt confirmait l'ordonnance rendue le 4 décembre 1980 par M<sup>re</sup> Anzani qui avait déclaré recevable les constitutions de partie civile de trente parents proches de personnes arrêtées en 1942, puis déportées en Allemagne, dont les avocats sont M<sup>re</sup> Serge Klarsfeld, Lucien Halimi et Charles Litman (le Monde du 10 décembre 1980).

Selon le pourvoi soutenu au nom de M. Leguay par M<sup>re</sup> Hubert Henry, avocat au conseil d'Etat et la Cour de cassation, le statut du tribunal international de Nuremberg réserve aux représentants du ministère public la mise en mouvement de l'action publique en cas de crime contre l'humanité car il s'agit par nature d'une infraction qui porte atteinte à la collectivité, se distinguant ainsi des crimes contre les particuliers.

Les magistrats de la Cour de cassation estimant au contraire que la chambre d'accusation avait donné une base légale à sa décision. « La loi n'ayant prévu aucune juridiction spéciale pour connaître des crimes contre l'humanité », précisent-ils, les

Un militant d'Action directe conteste avoir tiré sur les policiers

L'arrestation manquée d'un militant d'Action directe, le 20 octobre, a rassemblé à une séquence de film policier de série B. Telle est l'impression qui se dégage des versions contradictoires données par la police et les camarades d'Eric Moreau, vingt-six ans, qui a réussi ce jour-là à échapper à la brigade « anti-gang », peu avant minuit, en empruntant un passage particulièrement sombre, à proximité de la rue Saint-Fargeau, à Paris (20<sup>e</sup>).

La première version — officielle — expliquait que Eric Moreau, sur le point d'être interpellé, avait dégainé une arme de poing et tiré à balles sur les enquêteurs (le Monde du 23 octobre). Un vingtième de coup de feu aurait alors été échangé sans faire de blessés. Eric Moreau avait pu s'enfuir à pied, servi par une baraka extraordinaire.

Cette première version est dépeçée mais ouvertement contestée par Eric Moreau, ses proches et ses avocats. Un communiqué signé par le « Collectif révolutionnaire du 1<sup>er</sup> août » et transmis à l'A.F.P. assure : « Eric n'a jamais fait feu sur les policiers, ni au début de la tentative d'interpellation ni pendant la poursuite. Tous les impacts de balles relevés sur les lieux de l'attentat à la vie d'Eric ne peuvent venir que des armes des policiers. Eric n'était pas armé. Il ne doit son salut qu'à ses jambes et à beaucoup de chance. » Et les camarades d'Eric Moreau poursuivent : « Voilà pour sa défense. Cet attentat terroriste de l'Etat social-démocrate, sévère dans un contexte d'hystérie et de paranoïa. »

Troisième version (de sources policières) : Eric Moreau était bien armé, il a sorti une arme au moment où des fonctionnaires allaient l'arrêter. C'est alors qu'un véhicule de la police est mortel sur le trottoir, fendant sur son passage la vitrine d'un magasin. E. Moreau, arme toujours à la main, celui-ci aurait roulé sur le capot de la voiture. Tout cela en vain puisque le jeune homme prit aussitôt la fuite.

M. Depitout a été inculpé, mardi 26 octobre, de tentative d'homicide volontaire et écroué.



## MÉDECINE

### INAUGURÉ A BORDEAUX

## Le nouveau Centre international aura pour tâche le développement sanitaire du tiers-monde

De notre envoyée spéciale

Donner une nouvelle orientation et une forte impulsion au développement sanitaire du tiers-monde, évaluer l'action que mène la France dans ce domaine, en particulier dans ses anciennes possessions d'outre-mer, contribuer à la formation des médecins et personnels paramédicaux désireux de se consacrer à cette tâche, telles sont les missions du Centre international de développement social et de santé communautaire (CIDESCO), inauguré à Bordeaux mardi 26 octobre, par M. Jean-Pierre Cot, ministre de la coopération et du développement.

Bordeaux. - La création du centre de Bordeaux représente l'aboutissement d'une réflexion menée depuis de longs mois au cabinet de M. Jean-Pierre Cot à propos de la nature et de la forme de l'aide française au tiers-monde dans le domaine sanitaire. Cette réflexion, notamment menée par M. Michel de la Fournière, qui présidera le CIDESCO (1), conduisait à un double constat : celui des atouts dont dispose la France dans ce domaine et celui des faiblesses de son action.

Au chapitre des atouts figurent les réalisations multiformes des équipes médicales françaises qui se sont relayées, en particulier en Afrique, depuis les débuts de l'ère coloniale : médecins militaires, pasteurs, universitaires et chercheurs, avaient, au fil des ans, élaboré des stratégies d'action qui avaient fait leurs preuves, en particulier dans la lutte contre les grandes endémies et dans la mise au point de stratégies de prévention.

Il est resté de cette action, depuis les indépendances, un acquis considérable auquel les États africains ont manifesté un attachement qui ne s'est jamais démenti, comme en a témoigné dès le début des années 60 la création de deux organismes inter-États (2) chargés de coordonner l'action de la France et de ses partenaires africains dans ce domaine.

Malgré cet acquis, la coopération française comporte des faiblesses auxquelles l'équipe gouvernementale en place depuis mai 81 souhaite remédier. Depuis vingt ans, en effet, les autorités françaises ont trop souvent adhéré à des politiques sanitaires que les jeunes États africains tendaient à calquer sur celles de l'ancienne métropole, exagérant hospitalo-centrisme et trop peu soucieuses d'actions préventives pourtant indispensables.

#### Une triple mission

A ces erreurs trop fréquentes d'orientation, dont la responsabilité est à imputer tout autant aux bailleurs qu'aux receveurs d'aide, se sont ajoutées, de la part de la France, des lacunes dans l'évaluation de ses propres actions. Comme

on le souligne au ministère de la coopération, « nous manquons d'une information objective, d'une part sur les retombées effectives de notre aide auprès des populations bénéficiaires, d'autre part sur l'état pathologique réel de ceux que nous aidons ». Enfin, les interventions de la France souffrent d'un manque de coordination et d'une certaine dispersion.

Elaboration théorique, évaluation et coordination, telles devaient donc être les missions d'un « institut » dont la création fut envisagée. Si le CIDESCO, qui devra devenir à plus long terme cet « institut de santé communautaire et de développement social » ayant un statut d'établissement public, est aujourd'hui installé à Bordeaux, c'est en raison de circonstances qui tiennent autant à la politique qu'à l'histoire. A la politique parce que l'annonce du transfert à Lyon de l'École de santé navale de Bordeaux avait provoqué il y a un an un tel tollé dans la métropole aquitaine que le gouvernement avait annoncé que l'institut à créer, alors en gestation, serait situé non pas à Paris mais à Bordeaux. Entre-temps, les élections municipales approchant, il était décidé, en outre, de maintenir Santé navale à Bordeaux.

L'histoire de Bordeaux, ses liens avec l'Afrique, la présence dans l'une de ses universités d'un enseignement actif de médecine tropicale, les exigences de la décentralisation, ont achevé de justifier aux yeux du gouvernement l'installation du CIDESCO en Aquitaine. La tâche du CIDESCO sera triple : informer, évaluer, soutenir des recherches. Les tâches d'enseignement consisteront, d'une part, à former des médecins civils français, qui se destineront à des actions de santé communautaires dans le tiers-monde (les médecins du service actif continuant de recevoir cette formation à l'Institut militaire du Pharo à Marseille) ; d'autre part, à recevoir des stagiaires, médecins ou paramédicaux, en provenance des pays en voie de développement. Les premiers stagiaires, formés dès cette année, viendront du centre de santé communautaire de Savar, au Bangladesh. Autre fonction du CIDESCO : évaluer les actions de santé que la France mène outre-mer. Ce qui suppose la mise en place d'un « réseau » d'informations sur ce qui est entrepris à l'heure actuelle, réseau jusqu'à présent relativement éparpillé et dont il s'agit de rassembler les éléments. Enfin, le centre de Bordeaux se propose, en fonction des résultats de ces évaluations, de soutenir les recherches appliquées, menées sur le terrain, afin d'élaborer les stratégies les plus adaptées au développement de la santé communautaire.

Cet ensemble s'inscrit dans les conceptions nouvelles, élaborées conjointement par l'Organisation

mondiale de la santé (O.M.S.) et l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance), depuis la conférence d'Alma-Ata, en 1978, et qui consistent à axer les politiques sanitaires sur l'action dirigée vers les communautés de base. Comme l'a souligné M. Jean-Pierre Cot, « une vision nouvelle s'impose du rôle que peut et doit jouer la santé dans le développement ». Une vision qui rejette « l'impasse des pratiques d'assistance sans relève, des transferts de technologies sans réponses », au profit de l'action tournée vers « les besoins prioritaires du plus grand nombre ».

Au cœur d'un dessein aussi vaste, le centre de Bordeaux ne constitue, à ce stade de la réflexion, qu'un cadre. Un cadre qu'il sera difficile de remplir, d'une part, en raison de la

pesanteur des réseaux actuellement en place et des habitudes anciennes ; d'autre part, en raison des nouvelles structures du ministère de la coopération et du développement, désormais investies de tâches qui ont trait à l'ensemble du tiers-monde et non plus seulement à l'Afrique noire francophone. Une mission difficile, qui n'est pas nécessairement impossible.

CLAIRE BRISSET.

(1) Le vice-président en sera M. Gil Tohermia (éducation nationale), et le secrétaire général, M. Roland Colin (coopération et développement).

(2) O.C.C.G.E. : Organisation de coopération et de développement pour la lutte contre les grandes endémies (Afrique de l'Ouest) ; O.C.E.A.C. : Organisation de coopération pour la lutte contre les grandes endémies en Afrique centrale.

## ÉDUCATION

## L'université de Franche-Comté ne peut plus équilibrer le budget du Centre linguistique

De notre correspondant

Besançon. - Pour attirer l'attention sur la situation du Centre de linguistique appliquée (C.L.A.B.), le conseil de l'université de Besançon a décidé de fermer les U.E.R. pour la journée du 27 octobre. Le C.L.A.B. ne peut, en effet, faire face aux charges qui s'imposent à lui du fait que le personnel enseignant n'est pas payé sur le budget de l'État (à l'exception de deux postes). Les salaires de novembre et de décembre (1 400 000 francs) ne pourront être versés que si l'université, qui a déjà avancé 250 000 francs pour permettre le règlement des traitements d'octobre, consent un nouveau prêt en annuité ou en réduisant certains autres de ses programmes.

Pour autant, l'équilibre budgétaire du C.L.A.B. n'est pas assuré pour 1983. Département de la faculté des lettres et sciences humaines, le C.L.A.B. connaît depuis plusieurs années de sérieuses difficultés et son budget est arrêté par le recteur depuis 1977 moyennant l'attribution par l'État d'une subvention d'équilibre qui se révèle aujourd'hui insuffisante.

Le conseil de l'université, tout en notant que le ministre de l'éducation nationale « n'a pas tenu ses promesses » concernant la prise en charge par l'État d'une partie des postes d'enseignants, demande qu'un plan d'intégration du personnel soit établi et qu'en attendant son application le fonctionnement du centre soit subventionné. Il s'agit, d'autre part, que les conclusions de

la commission Auba, chargée, au ministère de l'éducation nationale, d'étudier les problèmes relatifs à l'enseignement en France du français aux étrangers, ne soient pas encore connues et en demande la publication rapide.

Il relève enfin que le ministère de la coopération et celui des relations extérieures dirigent plus facilement les stagiaires étrangers vers des centres privés comme celui de Vichy (2). Il est vrai que cette dernière ville dispose de possibilités d'accueil et d'hébergement supérieures à Besançon.

Devant le conseil municipal de la ville, M. Robert Schwint, maire de Besançon, sénateur (P.S.) du Doubs, a lui aussi souligné que « le ministre de l'éducation nationale n'avait pas rempli tous les engagements qu'il avait formulés ». Il a indiqué que de nombreux contacts étaient engagés « par les élus respectables », notamment avec M. Alain Savary et les services du premier ministre.

CLAUDE FABERT.

(1) Créé il y a plus de vingt ans, le Centre de linguistique appliquée de Besançon (C.L.A.B.) a été rattaché à l'université de Franche-Comté en 1976. Il est devenu un centre pilote pour l'enseignement des langues - notamment aux étrangers.

(2) Le Centre audiovisuel des langues modernes de Vichy ou C.A.L.M. (Le Monde du 30 décembre 1981).

## DÉFENSE

### CORRESPONDANCE

## Le témoignage d'un appelé sanctionné de Canjuers

Après la visite de M. François Mitterrand, le 15 octobre, de l'armée de terre, nous avons reçu la lettre suivante de M. Yves Strullou, commandant au 60<sup>e</sup> régiment d'artillerie en garnison à Canjuers (Var) :

« Mon cas est significatif. Pour avoir participé aux manifestations ouvrières du 1<sup>er</sup> mai en tenue, j'ai été sanctionné de vingt jours d'arrêt et muté du 63<sup>e</sup> régiment d'artillerie (Phalsbourg) au 60<sup>e</sup> régiment d'artillerie (Canjuers). Pour avoir été l'auteur d'une lettre au *Canard enchaîné* concernant les conditions d'hygiène lamentables dans le camp et la responsabilité des autorités militaires dans le déclenchement des incendies qui ont ravagé Canjuers, j'ai été sanctionné de quarante jours d'arrêt.

A la suite de ma participation à la conférence de presse du collectif de campagne des soldats, j'ai été sanctionné de quatre-vingt jours pour avoir osé s'exprimer ! Je suis si « dangereux » pour la hiérarchie militaire que lors de la venue du président de la République au camp, j'ai été expédié à Lyon pour y être interrogé par la Protection et sécurité de la défense (P.S.D.), anciennement Sécurité militaire.

Pourquoi un tel acharnement dans la répression ? La hiérarchie militaire est toujours hostile au

changement. Son hostilité à l'annulation de l'extension du Larzac, au remplacement des arrêts de rigueur par un isolement de vingt jours maximum en sont la preuve. Elle fait tout pour empêcher l'application du service national à six mois et l'obtention des libertés démocratiques.

Aujourd'hui, les appelés s'interrogent sur l'attitude du gouvernement face à cette situation. Au lieu de s'appuyer sur la masse des jeunes sous les drapeaux qui ont contribué au 10 mai, il cherche à se concilier les bonnes grâces de la hiérarchie militaire. Cette voie est dangereuse.

Le projet de réforme du service national présenté par Pierre Mauroy devant l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.), en est l'exemple. Certes, les six mois sont accordés, mais à quelles conditions ? Des appelés en nombre suffisant devraient se porter volontaires pour un service à dix-huit mois. Ces appelés seraient de fait les plus démunis : c'est-à-dire ceux sans diplôme et au chômage avant leur incorporation. Cette mesure est injuste, car elle viole le principe d'égalité devant la loi, et péjore, car elle aboutit à cantonner les appelés effectuant six mois à des tâches élémentaires. Le service national doit être de six mois pour tous.

## ÉQUIPEMENT

### A PROPOS DE...

## Le remplacement de la loi Boscher

Les élus des neuf villes nouvelles françaises, toutes tendances politiques confondues, se sont réunis en assemblée générale les 22 et 23 octobre au Val-Maubert dans la ville nouvelle de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne). Ce fut pour eux l'occasion de débattre du projet de loi régissant ces agglomérations d'un genre particulier que l'Assemblée nationale a adoptées en première lecture le 6 octobre dernier et dont le Sénat doit maintenant se saisir (Le Monde du 8 octobre).

### A qui appartiennent les villes nouvelles ?

Le législateur tente de concilier l'inconciliable pour les villes nouvelles en voulant préserver la possibilité pour l'État d'imposer à des populations de villages souvent encore ruraux la construction d'agglomérations modernes qu'en général elles ne souhaitent pas. Il avait déjà tenté l'expérience - avec plus ou moins de bonheur - en 1970 par la loi Boscher du nom du député-gaulliste de l'Essonne. Il s'y efforce à nouveau maintenant avec le projet de loi préparé par M. Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire.

Le dossier est particulièrement ardu pour les socialistes qui se sont trop souvent présentés localement comme des adversaires de ces villes nouvelles, alors même qu'électoralement ils en profitaient largement. Aujourd'hui confrontés à la nécessité de développer la construction des logements sociaux, ils ont - du moins la plupart d'entre eux - compris qu'ils ne pouvaient se priver d'un outil permettant la puissance publique de maîtriser le sol - donc de lutter contre la spéculation - et de planifier l'urbanisation des banlieues.

Mais, au P.S., ceux qui ont toujours réclamé que les communes retrouvent leur indépendance traditionnelle ne désarment pas plus que ceux qui souhaitent qu'un organe communautaire fort puisse imposer le choix aux diverses communes, sur les territoires desquelles est construite la ville nouvelle, pour pouvoir réaliser un ensemble harmonieux.

La discussion ne s'est pas arrêtée avec la rédaction du projet

de loi : le congrès de Marne-la-Vallée l'a encore montré. D'autant que les interventions de M. Alain Richard, rapporteur de ce texte à l'Assemblée nationale, mais aussi ministre socialiste de Saint-Ouen-l'Aumône, une des communes de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, ont suffisamment montré que la formation actuelle de la loi devait être sur bien des points précisée. La préparation des municipales se ressent de ce débat. Ainsi à Torcy, commune de Marne-la-Vallée, les militants qui détiennent des responsabilités au syndicat communautaire ont été exclus de la liste des candidats aux prochaines élections municipales préparées par la section socialiste.

Ces discordes au sein du P.S. ne peuvent bien entendu que satisfaire les communistes qui, favorables à un retour total à l'autonomie communale, ont clairement montré lors de cette assemblée des élus que leurs députés n'avaient voté le projet de loi que par solidarité gouvernementale. Quant à la droite, qui ne préside que trois syndicats communautaires sur neuf (cinq sont socialistes, un est communiste), elle s'inquiète des dispositions de ce texte qui pourraient obliger certaines des grandes villes qu'elle dirige - comme Pontoise et Melun - à quitter les villes nouvelles alors que c'est leur présence qui lui assure la majorité dans les syndicats communautaires concernés. Elle se prépare, en tout cas, à utiliser l'argument employé si souvent jusqu'alors par la gauche : « Si ça ne va pas, c'est de la faute à l'État... »

THIERRY BRÉHER.

## ENVIRONNEMENT

### LES PROJETS DE M. HAROUN TAZIEFF

## Création d'une carte de France des risques naturels

De notre correspondant

Caen. - Sur 600 mètres de long et 30 mètres de profondeur, la falaise du Calvados, sur la commune de Comman, s'est effondrée en août 1981. Non loin de là, à Port-en-Bessin, des mouvements de terrain ont fissuré les habitations du bourg. A Villerville, en janvier 1982, un glissement de terrain a secoué une trentaine de résidences dont vingt sont à présent inhabitables. Le littoral du Calvados, celui-là même sur lequel débarquaient les troupes alliées en juin 1944, continue de reculer comme il le fait depuis deux siècles. Mais ce qui était autrefois sans conséquence peut tourner au drame aujourd'hui puisque, à Villerville notamment, l'imprudence a conduit à construire sur des zones instables.

Les dégâts provoqués par ce phénomène spontané ont été constatés en début de semaine par M. Haroun Tazieff, commissaire à l'étude et à la prévention des risques naturels majeurs, accompagné de spécialistes locaux des sciences de la terre et de M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., ancien député de Caen, conseiller général du Calvados et candidat aux prochaines élections municipales à Caen.

A cette occasion, M. Tazieff a annoncé qu'il voulait faire réaliser en trois ans - si ses crédits le lui permettent - une carte de France des risques naturels, petits et grands. On saurait donc de manière précise où se situent les risques d'incendies de forêts, de mouvements de terrain, d'inondations (« ce qui est arrivé récemment en Espagne peut se produire en France »), et de tremblements de terre. « Dire, comme vient de le faire un professeur d'université, que Nice est à l'abri est une contre-vérité », a précisé M. Tazieff.

Reste toutefois au commissariat aux risques naturels à trouver sur ses futurs crédits et en accord avec les régions et les départements, les moyens de ses ambitions. A Villerville, lundi, des sinistrés ont interpellé M. Mexandeau et Tazieff sur l'« obole » qui leur avait été accordée en réparation de leur préjudice. Un communiqué a été distribué indiquant qu'après le glissement de ter-

rain de Villerville, en janvier dernier, le conseil général présidé par M. Michel d'Ornano (U.D.F.) avait sollicité en vain le concours financier du nouveau commissariat et qu'il avait donc dû assumer seul l'étude de la catastrophe.

Dans le Calvados, comme ailleurs, les grandes manœuvres électorales sont déjà commencées.

JACK AUGER.

## SPORTS

### FOOTBALL

#### Le championnat de France

### NANTES CONSERVE LA PREMIÈRE PLACE

Les trois premiers du championnat de France de football ont gardé leur position lors de la douzième journée qui a été jouée mardi 26 octobre. Avec une victoire acquise par un but à zéro contre Auxerre, Nantes reste à la première place ; Bordeaux, vainqueur de Toulouse sur le même score, demeure à la deuxième place en compagnie de Lens, qui a dominé Metz 4-2.

#### Les résultats

\*Nantes b. Auxerre, 1-0 ; \*Bordeaux b. Toulouse, 1-0 ; \*Lens b. Metz, 4-2 ; Sochaux b. Nancy, 3-1 ; \*Brest b. Lyon, 2-1 ; \*Saint-Etienne (7) b. Rouen, 1-0 ; \*Paris-S.G. b. Strasbourg, 4-3 ; \*Monaco b. Tours (15), 3-0 ; \*Bastia et Laval, 1-1 ; \*Mulhouse b. Lille, 1-0.

CLASSEMENT. - 1. Nantes, 19 points ; 2. Bordeaux, 17 ; 3. Lens, 17 ; 4. Brest, 15 ; 5. Saint-Etienne, 14 ; 6. Paris-S.G., 14 ; 7. Nancy, 13 ; 8. Monaco, 13 ; 9. Toulouse, 13 ; 10. Laval, 12 ; 11. Auxerre, 11 ; 12. Sochaux, 10 ; 13. Metz, 10 ; 14. Strasbourg, 10 ; 15. Lyon, 9 ; 16. Bastia, 9 ; 17. Tours, 9 ; 18. Mulhouse, 9 ; 19. Rouen, 8 ; 20. Lille, 8.

5021

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le 1er oct. =	Le 1er nov./oct. 77 =
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

## OFFRES D'EMPLOIS

[illegible]

... rue des Italiens, 75009 Paris. propositions. Tél. 547-

rus Montyon, 75428 Par  
Codex 09.

the 1990s, the number of people in the world who are illiterate has increased from 1.2 billion to 1.5 billion. The number of illiterate people in the world is projected to reach 1.7 billion by the year 2015. The number of illiterate people in the world is projected to reach 1.7 billion by the year 2015.





حکومت من الاصل

Le Monde

# économie

## COMMERCE INTERNATIONAL

### La France est déficitaire à l'égard de tous les pays de la C.E.E., sauf la Grèce

M. Jobert se trouve placé, dit-il, à l'embouchure d'un fleuve, le déficit extérieur résultant de « tout ce qui se passe en amont, le long des berges et à la source ». En fait, pour prolonger l'image ministérielle, il ne s'agit plus de flot, mais de crue, tant est forte la montée des importations et dangereux l'accroissement du solde négatif. Ce péril apparaît clairement à la lecture des statistiques détaillées (1) pour les neuf premiers mois de 1982, qui font ressortir notamment l'importance du déséquilibre enregistré à l'égard des autres pays industriels.

M. Jobert - dont le Japon n'est pas le seul souci - a réuni en « conseil », le 26 octobre, les conseillers commerciaux en poste dans les pays de la C.E.E. Face à un corps, dont le ministre d'Etat avait déclaré crûment, le 16 octobre, à Blois : « *Beau-coup de gens y rouspillent, même si certains chefs de poste sont très effacés* », M. Jobert a souligné l'importance du commerce courant, qui se fait sans soutiens spéciaux, alors que les grands contrats, comme il l'indiquait en février, à Marseille, sont passés avec des pays particulièrement fragiles et ne sont bénéficiaires que parce qu'ils apportent de l'activité au pays.

Selon un communiqué du quai Branly, la grave situation actuelle « résulte sans doute des difficultés économiques générales - hausse du dollar, récession internationale, maintien de taux de croissance et d'inflation élevés en France, - mais aussi des insuffisances du commerce courant et de la faiblesse des implantations commerciales des entreprises à l'étranger ». Après avoir rappelé les mesures prises le 20 octobre en conseil des ministres, M. Jobert a indiqué que les conseillers commerciaux étaient, « en première ligne de la mobilisation de l'ensemble des agents économiques vers le retour à l'équilibre des échanges ».

#### Dérèglement

Il s'agit pour eux de « chercher à se rapprocher en permanence des entreprises en France comme à l'étranger ».

La tâche sera rude, même si la France n'est pas aux abois. En effet, l'accroissement du déficit à l'égard de la C.E.E. est d'autant plus inquiétant qu'il n'est pas lié à un seul effet de masse, mais à une dégradation des performances, les importations ayant d'une année à l'autre augmenté de 23,6 % pour atteindre 264,7 milliards et les exportations n'ayant progressé que de 11,4 % pour représenter 218,4 milliards de francs. Le taux de couverture des achats par les ventes s'est détérioré, étant revenu de 91,6 % à 82,5 %.

L'analyse par pays confirme ce dérèglement : vis-à-vis de l'Allemagne fédérale, le principal partenaire de la France, le déficit est passé de 14,9 milliards à 28 milliards de francs, les importations ayant augmenté de 26 %, à 94,5 milliards et

les exportations de 10,6 %, à 66,5 milliards. Le taux de couverture s'est établi à 70,4 % contre 80,2 %. De même, le taux est revenu de 94,5 % à 90,8 % vis-à-vis de l'Union belgo-luxembourgeoise, le solde négatif étant passé de 2 à 4 milliards (+ 19,8 % pour les importations ; + 15,1 % pour les exportations) et - faible variation dans ce cas, - de 67,2 % à 66 % pour les Pays-Bas, le déficit étant passé de 8,8 à 10,5 milliards (+ 17,2 % pour les importations ; + pour les exportations).

Le solde des échanges a même changé de sens à l'égard de la Grande-Bretagne et de l'Italie. Positif de 2,8 milliards vis-à-vis de Londres, il est devenu négatif de 0,9 milliard, les importations ayant augmenté de 27,7 % pour atteindre 33,1 milliards, et les exportations de 32,2 milliards. Le taux de couverture est revenu de 110,6 % à 97,3 %. En ce qui concerne Rome, l'excédent de 4,2 milliards s'est transformé en déficit de 2,5 milliards, les importations s'étant accrues de 24,9 % à 52,6 milliards et les exportations de 8,2 % seulement à 50,1 milliards. Le taux s'est inscrit à 95,1 % au lieu de 109,9 %.

Il en a été de même globalement pour les trois derniers pays de la C.E.E. (Irlande, Danemark, Grèce) vis-à-vis desquels le solde positif de 0,8 milliard de janvier à septembre 1981 est devenu négatif de 0,2 milliard pour la même période de 1982. Finalement, compte tenu des déficits enregistrés à l'égard de Dublin et de Copenhague, la France ne s'est retrouvée excédentaire que vis-à-vis d'Athènes.

Le bilan n'est pas non plus glorieux, s'il est peut-être moins significatif, à l'égard des autres pays industriels. Vis-à-vis de l'Espagne, pays candidat à l'entrée dans la C.E.E., le déficit s'est accru, passant de 1,3 à 3,6 milliards, les importations ayant augmenté de 29,3 % pour atteindre 17,2 milliards et les exportations de 13,8 % pour représenter 13,6 milliards. Forte détérioration : le taux de couverture est revenu de 90,4 % à 79,5 %. En revanche, à l'égard de la Suisse, la France a conservé pratiquement le même excédent : 6,9 milliards contre 7,1 milliards, les importations s'étant toutefois accrues de 6,6 % à 11 milliards et les exportations de 2,7 % à 17,9 milliards.

### Les Dix cherchent à réduire les importations d'acier et de textile

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). - Plusieurs dossiers ont été examinés par le conseil de ministres de la C.E.E. réuni le 26 octobre.

● **ACIER.** - Les Dix ont délibéré du mandat à confier à la commission européenne pour négocier avec les fournisseurs extérieurs les accords d'autolimitation qui seront appliqués en 1983. Les importations de produits sidérurgiques en provenance des pays tiers représentent environ 20 % des besoins de la C.E.E., et un peu plus de la moitié de ses importations sont couvertes par quatorze accords d'autolimitation.

Compte tenu de la mauvaise conjoncture, les Dix estiment nécessaire de réduire en 1983 les quotas d'importations autorisés, mais ils ne se sont pas encore mis d'accord sur l'ampleur moyenne de cette réduction : la commission, appuyée par l'Allemagne, trouve que 10 % seraient suffisants ; la France et la Belgique demandent 12,5 %, le Royaume-Uni et l'Italie 15 %. En outre les Dix voudraient imposer des accords d'autolimitation à un certain nombre de nouveaux producteurs, en particulier latino-américains, qui pour l'instant échappent à cette discipline. Sont notamment visés la Venezuela, et l'Argentine. Avec le Brésil, la C.E.E. a signé un accord qui porte sur la fonte et le ferromanganèse. Elle voudrait l'étendre à d'autres produits.

● **TEXTILE ET HABILEMENT.** - La C.E.E. négocie depuis juin les accords d'autolimitation avec ses fournisseurs signataires de l'accord multi-fibres (A.M.F.). Il s'agit surtout des pays producteurs d'Asie, d'Amérique latine et de l'Est européen. Des

négociations ont déjà eu lieu, mais certains pays exportateurs refusent jusqu'à présent les offres qui leur sont faites par la C.E.E.

Le conseil a accepté de quelque peu assouplir les propositions à soumettre aux fournisseurs de l'ASEAN. Un accord a déjà été signé avec l'un d'eux eux, le Thaïlande. Il reste à conclure avec les quatre autres : les Philippines, la Malaisie, l'Indonésie, Singapour. En revanche les ministres ont refusé d'améliorer l'offre faite aux trois fournisseurs « dominants » : Hongkong, la Corée du Sud et Macao. La C.E.E. demande que les importations des produits les plus sensibles en provenance de ces trois pays soient réduites de 10 %.

● **AIDES A L'AMERIQUE CENTRALE.** - L'aide fournie par la Communauté serait de l'ordre de 10 millions d'ECU par pays (environ 67 millions de francs), et la commission a proposé de retenir quatre pays bénéficiaires : le Honduras, le Costa Rica, Saint-Domingue et le Nicaragua. Une fois de plus aucune décision n'a été prise car deux pays membres, Royaume-Uni et la R.F.A. sont hostiles à l'inclusion du Nicaragua dans la liste pour des raisons politiques.

● **LA COMPENSATION BUDGETAIRE BRITANNIQUE.** - Les Dix sont parvenus à un accord sur la manière dont serait réglée la compensation financière de 850 millions d'ECU qui avait été décidée en mai dernier d'accorder au Royaume-Uni afin de réduire sa « contribution nette » au budget européen. Bientôt vont commencer les discussions sur l'octroi d'une nouvelle compensation pour 1983. - Ph. L.

Vis-à-vis de l'ensemble de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques), le déficit a presque doublé, passant de 40,4 milliards de francs pour les trois premiers trimestres de 1981 à 78,2 milliards durant la même période de cette année. A l'égard de la seule C.E.E., le bilan est encore plus sombre, puisque le solde négatif a été deux fois et demi plus élevé, s'établissant à 46,3 milliards au lieu de 18 milliards de francs. La France s'est ainsi retrouvée déficitaire à l'égard de tous les pays de la Communauté européenne, sauf la Grèce, alors qu'elle était encore excédentaire l'an dernier vis-à-vis de la Grande-Bretagne et de l'Italie.

La dégradation des échanges extérieurs est comparative moins forte à l'égard des deux puissances commerciales dominantes que sont les Etats-Unis et le Japon, premier et troisième exportateurs de l'O.C.D.E. en 1981 (avec respectivement 11,5 % et 7,7 % du total), la France s'étant située au cinquième rang, (5,1 %) après la R.F.A. (8,9 %) et la Grande-Bretagne (5,4 %). Vis-à-vis de Washington, le déficit a peu augmenté, étant passé de 18,3 milliards pour les neuf mois de 1981 à 19,3 milliards durant la même période de 1982. Les exportations (+ 8,8 %) s'étant situées respectivement à 23,9 et 43,1 milliards ; mais le dollar est haut et le taux de couverture reste faible (55,5 % contre 53,9 %).

Les résultats ont été voisins avec Tokyo, le taux de couverture ayant été de 37,2 % seulement contre 37 %. Les exportations ont progressé de 35,4 %, mais n'ont accrues de 34,6 % pour atteindre 14,6 milliards. Le déficit est établi à 9,2 milliards au lieu de 6,9 milliards de francs.

Il faut ajouter à ce bilan le solde, naguère excédentaire, des échanges avec les pays à économie centralisée, dont le déficit a fortement augmenté, étant passé de 2,5 à 9,1 milliards de francs. Les importations ont augmenté de 14,3 %, ayant atteint 23,6 milliards, alors que les exportations ont diminué de 20,6 % étant revenues à 14,5 milliards. Le taux de couverture a chuté, s'étant inscrit à 61,2 % contre 88,1 %.

Enfin, le déséquilibre à l'égard de l'O.P.E.P. a fléchi, étant revenu de 47,6 milliards à 40,4 milliards. Les importations ont atteint 89,1 milliards (- 1,2 %) et les exportations 48,7 milliards (+ 14,3 %). Mais l'excédent observé vis-à-vis du reste du monde - les pays en développement - a été régressif, s'étant établi à 14,2 milliards contre 18,7 milliards. Les achats ont représenté 61,5 milliards, en augmentation de 21,3 % et les ventes 75,7 milliards, en progression de 9,1 %.

#### Un poste alarmant

Le glissement du commerce extérieur à l'égard des pays industriels, sensible surtout depuis 1978, mais accéléré par la politique de relance et pris tardivement en compte par le gouvernement - ce que dénonce M. Jobert à la fois juge et partie - s'inscrit aussi dans les résultats par produit. A côté d'une facture énergétique possédée de 119,3 milliards à 31,9 milliards et d'un excédent agro-alimentaire revenu de 17,1 milliards à 10,1 milliards, le poste alarmant est constitué par les produits industriels, dont le solde positif s'est établi à 21,4 milliards de janvier à septembre 1982 contre 44,5 milliards pour les neuf premiers mois de 1981. Les importations ont augmenté de 20,5 % pour atteindre 345,7 milliards et les exportations de 10,6 % pour représenter 367,1 milliards, le taux de couverture s'étant situé à 106,2 % contre 115,5 %.

Ces échanges de produits industriels comprennent en outre le matériel confidentiel, c'est-à-dire les ventes et achats d'armes, dont le surplus a fléchi, étant revenu de 15,3 milliards à 13 milliards. Les exportations ont représenté 17,7 milliards, en baisse de 9,2 % et les importations 4,7 milliards, en hausse de 16,1 %. Ils comprennent aussi les opérations exceptionnelles (avions ou navires, livraisons de très gros contrats) qui ont dégagé un solde positif de 9,8 milliards au lieu de 6,9 milliards. Une fois retranchés ces deux postes, le bilan des échanges de produits industriels a été déficitaire de 1,3 milliard, alors qu'il avait été excédentaire de 22,3 milliards l'an dernier.

A l'intérieur même de ce secteur industriel, l'excédent des échanges de biens d'équipement - non compris le matériel militaire - a légèrement diminué, s'étant situé à 11,6 milliards contre 12,1 milliards. En revanche, le surplus enregistré dans le domaine automobile a fortement reculé, étant revenu de 10,1 milliards à 6,1 milliards. Les importations ont augmenté de 43,4 %, ayant atteint 20,7 milliards et les exportations de 9,7 %, ayant représenté 26,8 milliards. Le taux de couverture est donc revenu de 169,9 à 130 %.

Dépendant, en ce qui concerne les biens d'équipement ménager, le déficit a augmenté, étant passé de 5,1 milliards à 7,7 milliards. Les importations se sont accrues de 32,9 % à 12,7 milliards et les exportations de 13,8 % à 5 milliards. Le taux de couverture s'est inscrit à 39,4 % au lieu de 45,9 %. Enfin, dans le domaine des biens de consommation courante, le solde négatif s'est encore davantage accru, s'étant établi à 8,7 milliards au lieu de 2,3 milliards. Les importations ont augmenté de 21,2 % à 68,9 milliards et les exportations de 10,4 % à 60,2 milliards, le taux de couverture ayant été de 87,4 % contre 96 %.

Un ultime contrôle du déficit peut être effectué en croisant, à l'intérieur de la Communauté européenne, les résultats par pays et ceux par produits. D'après les experts officiels, la détérioration du solde industriel serait due, à raison d'un quart pour chaque facteur, à l'automobile et aux véhicules utilitaires, à la filière électronique, aux productions traditionnelles et aux biens intermédiaires. Plus concrètement, la détérioration s'est concentrée sur une quinzaine de postes, notamment les aciers et les produits finis sidérurgiques (dont ont profité le Benelux et l'Italie), les machines diverses (Belgique, R.F.A.), les réfrigérateurs et machines à laver (Italie, R.F.A.), les voitures particulières et véhicules utilitaires (Italie, R.F.A.), les textiles (Italie, R.F.A.) et les meubles (Italie).

De façon globale, les déficiences apparaissent pour les biens d'équipement professionnels avec l'Allemagne fédérale, l'Italie et la Grande-Bretagne, pour les biens intermédiaires, avec la R.F.A., la R.F.A., la Belgique et les Pays-Bas, pour les biens de consommation avec l'Italie, la Grande-Bretagne et la R.F.A. ; pour le matériel de transport terrestre, avec l'Allemagne fédérale. Avec ce dernier pays - vis-à-vis duquel le déficit est actuellement comparable à celui observé à l'égard de l'Arabie saoudite - la détérioration des échanges a surtout résulté des faiblesses traditionnelles de la plupart des industries d'équipement, de la très mauvaise situation de l'automobile et d'un déficit nouveau des biens de consommation courante. Face à l'aggravation de la dépendance française à l'égard des autres pays de la C.E.E., dont les origines anciennes ont été aggravées récemment, le gouvernement donne l'impression de construire à la hâte quelques digues.

Michel BOYER.

(1) Dans les statistiques - corrigées des variations saisonnières - par pays et par produit, les importations sont comptabilisées C.A.F., c'est-à-dire incluant le coût de l'assurance et du fret, qui gonfle le montant. Elles doivent donc être comparées à un déficit global de même nature F.A.B. (franco à bord) - C.A.F. qui a atteint, de janvier à septembre 1982, 101,7 milliards de francs, contre 57,1 milliards pour les neuf premiers mois de 1981.

**ARTISANAT PERSAN**

**55 %**

**TAPIS**

ANCIEN STOCK

**45 %**

NOUVEL ARRIVAGE

**15 %**

**maison de l'iran**

44 Champs-Élysées (8<sup>e</sup>), 25-42-90  
25 Champs-Élysées (8<sup>e</sup>), 25-42-90  
Tél : 81-74-08

### AU CONGRÈS DE L'ETHIC M. Delors dénonce la tentative protectionniste

« Au moment où la tentative protectionniste renait un peu partout, M. Delors n'a pas hésité à rappeler, à droite comme à gauche, que si le protectionnisme s'imposait, non seulement la France mais l'Europe iraient vers le déclin. Ce n'est pas 2 % de pouvoir d'achat que nous perdrons, mais 10 ou 15 %, comme en Grande-Bretagne », a ajouté le ministre de l'économie et des finances qui s'adressait le 26 octobre au sixième congrès de l'ETHIC (Entreprises de taille humaine industrielles et commerciales, la formation patronale créée par M. Gattaz).

Accueilli souvent chaleureusement par plusieurs centaines de dirigeants d'entreprises de taille moyenne, M. Delors a justifié sa politique de maîtrise des coûts de production « au cœur de la lutte contre l'inflation ». Dès lors, « les prévisions d'augmentation de 4 % du pouvoir d'achat du SMIC ne pourront pas être respectées ». Le SMIC, précise-t-il, ne peut être « ni une voiture-balai ni une locomotive qui tirerait la politique contractuelle et écraserait la hiérarchie des salaires ».

M. Delors s'est aussi engagé à donner des instructions pour que les entreprises publiques ne rapatrient pas la sous-traitance - une des techniques actuelles de l'ETHIC - et a reconnu que « les conditions ne sont pas réunies pour ceux qui voudraient investir ». Il faut, a poursuivi M. Delors, un redressement du revenu brut d'exploitation des entreprises pour redonner du dynamisme à notre économie.

### Le pétrole soviétique ne peut plus être importé en France

Depuis une dizaine de jours, la direction des hydrocarbures ne « vise » plus les importations de pétrole brut et de produits pétroliers en provenance d'U.R.S.S., empêchant ainsi l'entrée en France de ces hydrocarbures. Le ministère du commerce extérieur, s'il reste très discret, a pris cette mesure au raison de la forte dégradation, cette année, des échanges entre les deux pays, au détriment de la France. Le 21 octobre, M. Jobert avait d'ailleurs été jusqu'à menacer l'U.R.S.S. de remettre en cause l'accord gazier si elle n'augmentait pas ses achats de produits français (le Monde du 23 octobre).

Si les importations de pétrole brut d'origine soviétique sont comparables à ce qu'elles étaient l'an passé à la même époque (4,5 millions de tonnes, ou 0,10 %), les achats français de produits (principalement du gazole) sont en progression de 56 % (avec 22 millions de tonnes de janvier à août). Les Soviétiques, qui avaient besoin de devises pour payer leurs achats de céréales, ont accru leur offre de produits sur le marché à bon prix. Les compagnies françaises ont alors jugé parfois plus avantageux d'acheter ces produits que de raffiner à perte du pétrole brut.

Les importateurs français de brut soviétique sont la Compagnie française de raffinage, la Tiflis française de B.P., à un degré moindre, mais pour la majeure partie de ses approvisionnements, C.D.F. Chimie. Pour les produits, Elf Aquitaine et de nombreux indépendants ont été acheteurs cette année.

Il reste à s'interroger sur l'efficacité d'une telle mesure puisque le pétrole il faut le bien l'importer de quelque part. D'autant que ces dispositions sont facilement contournables : les sociétés peuvent faire passer ce brut dans les raffineries de la mer du Nord, le racheter à Rotterdam comme produit libre et l'importer en France. Avec pour seule conséquence un peu moins de travail pour les raffineries de l'Hexagone. - B.D.

### LE CONTROLE DES IMPORTATIONS DE MAGNÉTOSCOPES La direction des douanes de Poitiers est prête à faire face à sa mission

De notre correspondant

Poitiers. - La direction régionale des douanes est assaillie de demandes de renseignements depuis la publication au Journal officiel du 22 octobre de la décision gouvernementale de faire de Poitiers la plaque tournante des magnétoscopes importés. Si la nouvelle a surpris les Poitevin, soucieux des activités de leur cité, elle a presque pris à l'improviste les représentants de l'administration des douanes : « Notre direction a été avisée de cette décision deux jours avant la publication au Journal officiel des quelques lignes consacrées à cette information on ne peut plus officielle, nous a déclaré M. Marcel Mary, directeur régional adjoint. Nous avons été avisés par téléphone. Cette attribution de nouvelles compétences n'était pas prévue pour nous, mais nous avons toujours été habitués à faire face à des situations particulières et nous aurons nous acquitter de notre mission, même si cela s'avère difficile ».

Jusqu'en 1964, les douanes étaient représentées à Poitiers par une petite équipe (un bureau secondaire) qui ne connaissait pas un simple trafic. Mais depuis cette date le service s'est considérablement étoffé. La direction régionale de Poitiers contrôle de nombreux bureaux et annexes répartis dans le Poitou-Charente, et dans le Limousin, soit sept départements. La direction régionale de Poitiers compte soixante-cinq agents, dont huit sont spécialisés dans le contrôle des marchandises.

« Un renfort nous est annoncé, dit encore M. Marcel Mary. Nous attendons, en effet, d'un jour à l'autre deux agents de contrôle, ce qui renforcera un peu notre équipe. Actuellement, nous recevons à Poitiers de cent à cent-vingt déclarations par jour, soit au titre de l'exportation (agro-alimentaire pour l'essentiel), soit au titre de l'importation (marchandises diverses). Nous ne pouvons savoir quelle sera l'augmentation de notre charge, mais il est certain qu'il y aura un surcroît de travail. Il ne faut toutefois pas dramatiser. Les magnétoscopes arrivent en effet par conteneurs et non un par un ».

Le choix de Poitiers s'explique sans doute par le fait que la recette centrale de dédouanement de Poitiers est implantée depuis une dizaine d'années dans une zone industrielle, au nord de la ville, que cette zone dispose de vastes parcs à voitures et à camions et qu'elle n'est pas très éloignée de la nationale 10, et de l'autoroute A 10 (Paris-Bordeaux). Pour les Poitevin, une crainte : l'accroissement de la circulation.

**groupe ESCP**

**RELATIONS DANS LE TRAVAIL**

Vous avez le souci de développer vos compétences vous voulez améliorer la productivité de votre entreprise.

**LE CENTRE DE FORMATION PERMANENTE DE L'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS**

vous propose

- un cycle de formation aux communications
- des sessions : Nouvelles dispositions sociales
- innovations sociales en 1982
- Gérer le personnel demain

Téléphonez au 355.39.08 - Mme CUOMO poste 1299 ou renvoyez le bon ci-dessous

M. ENTREPRISE \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

**GROUPE ESCP - CFP**  
79, avenue de la République 75011 Paris



## SOCIAL

### A LA CIT-ALCATEL

#### Tous les syndicats, à l'exception de F.O., signent un accord pilote sur la durée du travail

Majoritaire au comité central d'entreprise et bien implantée dans les centres techniques, la C.F.D.T. ne cache pas sa satisfaction après la signature de l'accord sur le passage à trente-cinq heures, le 1<sup>er</sup> novembre, de sept établissements de CIT-Alcatel (voir le Monde du 26 octobre). « Compte tenu de la situation de l'emploi, explique M. Renaudin, un des négociateurs cégétistes, cet accord est un pas important. Mais ce n'est qu'une première marche, l'objectif étant de trouver les moyens de ne plus procéder à des licenciements. » Finalement non signé par F.O., l'accord a cependant été ratifié par la grande majorité des syndicats. Il témoigne ainsi d'une évolution importante des comportements sociaux chez CIT-Alcatel. Mais il répond aussi à des objectifs précis de la direction, qui a réussi à faire accepter par les syndicats des contreparties jugées encore irrécevables il y a un an.

Lorsqu'en mai, 1982 M. Claude Vincent, directeur général adjoint de CIT-Alcatel, responsable des affaires sociales, a entamé les discussions avec les syndicats, le climat était très tendu, notamment avec la C.G.T. Mais peu à peu, et malgré l'épisode non prévu du blocage des salaires et le rejet unanime par tous les syndicats d'un projet d'accord début septembre, les difficultés ont été surmontées. Comme on l'explique aujourd'hui à la direction, « on est sorti d'une sorte de guerre des tranchées, d'une longue tradition du front à front, du dialogue toujours bloqué, toujours maximaliste ». Partant du principe que l'industrie doit intégrer l'environnement - et à cet égard les lois Auroux sont loin d'être mal accueillies - la direction voit dans l'accord « un gisement social de productivité » : les avantages concédés devraient ainsi être compensés par un changement d'attitude des syndicats et des salariés avec « l'entrée dans un dialogue social constructif ».

Pour autant, les trente-cinq heures ne sont pas conçues comme une mesure essentiellement générale et philanthropique. Comment aurait-il pu en être ainsi alors que CIT-Alcatel estime qu'elle aura un surcoût de 1 650 postes à la fin de 1983 ? Pour M. Vincent, l'objectif numéro un de l'accord est de « permettre de limiter la réduction des effectifs, néanmoins nécessaire ». Ainsi, il ne débouchera pas sur des créations d'emplois, mais sur la maîtrise de 400 postes de travail. En ce à dire que 1 250 emplois devront être supprimés dans un proche avenir alors que pour la Compagnie générale d'électricité M. Feberreau, son directeur général, a affirmé le 25 octobre, que la perspective d'emploi devrait être en légère croissance ? De 100 à 200 emplois à temps plein pourraient se transformer en emplois à temps partiel dans les sept établissements concernés par les trente-cinq heures grâce notamment à l'important contrat passé avec l'Inde, le 2 août dernier, le surcoût est aujourd'hui ramené, selon la direction, de 1 650 à 1 100 postes. Pour ces emplois en excédent - environ 500 par le jeu de l'accord - des mises en pré-retraite et des « reclassements honorables » dans des P.M.E. pourraient être envisagés.

#### Meilleure utilisation des machines

Tout d'abord, la compensation salariale ne sera pas intégrale : la réduction de salaires sera de 4,50 % pour les salariés qui passeront à trente-cinq heures et de 1 % pour ceux qui seront à trente-huit heures. Pour le temps partiel, une grille de compensation a été définie par l'accord-cadre et s'appliquera dans chaque établissement où des signatures syndicales l'auront ratifié. Ainsi, si l'on prend la base 100 pour trente-neuf heures, la compensation salariale sera de 90 % pour trente-deux heures, de 72,1 % pour vingt-cinq heures et de 59,2 % pour vingt heures.

Pour sauver 400 emplois, les syndicats ont cependant dû accepter des contreparties assez rigoureuses.

« Notre plan d'investissement pour les cinq ans à venir, explique M. Vincent, est très conditionné par la possibilité de faire travailler ces sept établissements de soixante-dix à quatre-vingts heures par semaine ». Dans une telle optique, la direction de CIT-Alcatel a posé le principe dans cet accord-cadre d'une meilleure utilisation des équipements. La mise en œuvre précise de ces principes - ou encore de ces tabous ainsi transgressés, - qu'il s'agisse du doublement des équipes, du travail du samedi, d'équipes, chevauchantes ou encore, à la limite extrême - dit la C.F.D.T., du travail de nuit, seront négociés au niveau de chaque établissement, direction et syndicats ayant voulu éviter de tout décider au niveau central. Mais d'ores et déjà les syndicats signataires ont reconnu la nécessité d'un effort de productivité, et la direction compte beaucoup sur la diminution de l'absentéisme - oscillant entre 12 % et 15 % pour le personnel ouvrier - qu'elle juge « coûteux, intenable et générateur de tension ».

Ainsi, à certains égards, cet accord fait penser à celui qui, en avril dernier, a introduit chez Gervais-Danone les trente-cinq heures pour le 1<sup>er</sup> janvier 1984. Comme pour la filiale de B.S.N., CIT-Alcatel n'accepte les trente-cinq heures qu'à condition que la compensation salariale ne soit pas intégrale et que des gains de productivité puissent être dégagés. Mais mesurer la productivité est ici plus complexe que chez Gervais-Danone, car dans la télécommunication « on ne compte pas la production en unités physiques ». A peu de chose près cet accord fait penser aux accords sociaux de compétitivité recommandés par M. Jacques Delors. L'esprit est très voisin. Mais le texte ne comprend pas de clause sur les augmentations salariales en 1982 et en 1983. Après « échange de vues » avec les syndicats, la direction a décidé une augmentation générale pour 1982 légèrement inférieure à 10 % avec un effort pour les bas salaires. « Pour les sept usines qui passent à trente-cinq heures explique M. Renaudin, il y aura au 1<sup>er</sup> novembre une augmentation plancher de deux cent cinquante francs. En gros, les salariés auront 4,5 % de moins au titre de la compensation salariale et 5 % de plus au titre de la sortie du blocage. C'est donc une opération blanche ». Des négociations au niveau central doivent prochainement s'ouvrir sur les salaires 1983, la formation professionnelle, les procédures de reclassement du personnel, la notion de forfait et le droit syndical. La C.F.D.T. espère aussi que, au moins pour le temps partiel, l'accord sera assez rapidement étendu à l'ensemble des établissements de CIT-Alcatel.

MICHEL NOBLECOURT.

## Restrictions

(Suite de la première page.)

Autres nouveautés : le champ d'application de la loi exclut les filiales où la participation de l'entreprise est inférieure à 50 %, les actions détenues par les banques et établissements financiers n'étant pas comptabilisées ; le rôle du comité d'entreprise est calqué à l'encore sur celui défini par les lois Auroux, l'hypothèse d'un droit d'obtenir en justice une expertise contre des opérations de gestion étant abandonnée ; l'insertion dans la vie locale, l'obligation de créer une commission avec des élus devenant une possibilité ; l'importance nouvelle donnée au plan de formation : un accord et non plus un avis étant préconisé avec les partenaires sociaux, faute de quoi le conseil d'administration serait saisi.

Avec ses trente-huit articles au lieu d'une cinquantaine, le projet de loi Auroux devient une loi-cadre, au nom de la souplesse.

Restrictions et coups de frein concernent aussi des aspects plus quantitatifs, touchant à la politique salariale.

La promesse d'une majoration du pouvoir d'achat du SMIC (+ 4 %), a annoncé clairement M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, ne sera pas respectée. « Ce retrait par rapport aux promesses », a déclaré M. Delors, s'explique non seulement par la situation économique et celle délicate des entreprises, mais aussi par le fait que le SMIC ne doit pas tuer la politique contractuelle et éroder la hiérarchie. Décidément, MM. Rocard et Auroux n'ont pas de chance. Dans son plan intérimaire, le premier annonçait que la programmation du SMIC « devait comporter une augmentation du pouvoir d'achat du même ordre de grandeur qu'en 1981 » soit 6 % à 7 % ; en février dernier, le ministre du travail rappelait cette promesse et parlait d'un accroissement de 4 % à 5 % en pouvoir d'achat. Les restrictions annoncées par M. Delors ne sont pas, en fait, nouvelles.

Déjà cet été, lors de la consultation des syndicats sur le blocage des prix et des revenus, le premier ministre avait refusé de s'engager à nouveau sur cette promesse, mais aucune précision n'avait été donnée. Le fait nouveau est que le SMIC ne bénéficiera d'un petit coup de pouce qu'en décembre et non plus en novembre. La majoration du pouvoir d'achat sera sans doute d'environ 3 % et non plus de 4 %. Marche ar-

rière ? Certes. Mais le coup de pouce est néanmoins significatif à une époque où le gouvernement demande à tous les autres salariés, mais aussi aux travailleurs indépendants, d'accepter une baisse relative de leur pouvoir d'achat en 1982, même si pour certains le versement de prestations sociales compensera cette perte. En outre, revenir sur ses promesses peut être aussi considéré comme un acte politique courageux. C'est ce qu'a fait M. Delors. C'est ce que pense Matignon. Seront-ils suivis ? Sans parler des pressions exercées par les syndicats, encore faudrait-il qu'au sein du gouvernement ou certains voudraient maintenir la date du 1<sup>er</sup> novembre, tout le monde parle le même langage et ne continue pas à parler d'un maintien du pouvoir d'achat moyen en 1982... alors que les propositions présentées aux syndicats ne le permettent pas.

Au total, qu'il s'agisse de salaires ou d'améliorations qualitatives, le gouvernement maintient officiellement son nouveau cap, ce que M. Fabius appelle même « une politique de grande rigueur ». Il s'agit, par ailleurs, de « casser les mécanismes d'indexation ». Il s'agit aussi, par les restrictions apportées au droit de réunion politique, d'éviter un mécanisme plus pernicieux et politique qui aurait permis aux communistes - par le biais des conseils d'ateliers et surtout du droit aux réunions politiques - de s'insérer de plus en plus dans la vie de l'entreprise.

JEAN-PIERRE DUMOND.

#### LE NOMBRE DES ACCIDENTS MORTELS DU TRAVAIL A DIMINUÉ EN 1980

Les statistiques fournies par la Caisse nationale d'assurance-maladie sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, portant sur l'année 1980, font état d'une baisse de 4 % des accidents mortels par rapport à 1979.

Pour 14,08 millions de salariés du régime général, la Caisse a recensé 971 301 accidents du travail avec arrêt (- 0,8 % par rapport à 1979), dont 101 821 graves (- 2,3 %) et 1 423 décès (- 4,1 %). Le nombre des accidents de trajet s'est élevé à 133 255 (- 13,8 %), dont 957 mortels (- 6,5 %).

## LA SORTIE DU BLOCAGE DES PRIX

### La C.G.T. met en garde le gouvernement sur les conséquences politiques d'une baisse du pouvoir d'achat

« Nous mettons le gouvernement en alerte pour que le pouvoir d'achat des salariés soit maintenu en 1982 », a affirmé, le 26 octobre, lors d'une conférence de presse, M. Henri Krasucki. Pour le secrétaire général de la C.G.T., les travailleurs « ne croient pas une politique qui prétendrait combattre l'inflation à leurs frais, et ils auront raison. (...) Il est aussi de notre devoir de dire qu'il est des décisions qui nuisent à la crédibilité d'une politique de gauche et, par conséquent, à l'appui populaire indispensable pour réussir. Il faut écouter mieux les travailleurs et en tenir compte dans les négociations sociales ».

En présentant à la presse un dossier sur les salaires, M. Louis Vianet, secrétaire de la C.G.T., responsable de la politique revendicative, a qualifié de « parodie de négociations » les discussions dans le secteur privé : « Dans les branches où des propositions précises sont faites, elles conduisent à une perte de pouvoir d'achat, qui atteint fréquemment 3 %, 4 %, 5 %, quelquefois plus ». Dans le secteur public et nationalisé, les propositions des directions vont, selon M. Vianet, conduire en 1982 à une perte de pouvoir d'achat « de 2 % à 3 % », si

l'on prend l'indice INSEE comme référence, de 3,5 % à 4,5 % si l'on compare à l'indice C.G.T. « Avec le 1 % de la contribution de solidarité, on voit tout de suite l'étendue des dégâts : de 4 % à 5 % de perte de pouvoir d'achat. C'est totalement inacceptable ».

La C.G.T. va écrire à M. Mauroy pour demander « une prochaine et importante revalorisation du SMIC », qui, à la sortie du blocage, devrait être relevé à 3 700 F. « Nous demandons partout, dans chaque branche, a ajouté M. Vianet, une grille nationale unique de salaires et de classifications, qui permette de définir une échelle hiérarchique correcte, où tout le monde se retrouve. » Annonçant des « initiatives multiformes », M. Vianet a répété que la C.G.T. refusait de considérer « le dossier 1982 comme clos ».

« Attention, il faut régler correctement 1982 et ne pas faire baisser le pouvoir d'achat. Prendre du retard aujourd'hui, c'est aller très vite vers des difficultés. Socialement, c'est inacceptable ; économiquement, c'est un non-sens, et politiquement cela ne sera pas sans conséquence. Autant le savoir et ne pas commettre cette faute-là. »

## CONJONCTURE

### Les prix ont augmenté de 0,4 % en septembre

L'indice des prix de détail a augmenté de 0,4 % au mois de septembre, a annoncé l'INSEE mardi 26 octobre (l'estimation provisoire, publiée huit jours auparavant, avait été de 0,4-0,5 %). L'indice s'est établi à 322,5 sur la base 100 en 1970, contre 321,1 en août. En un an (septembre 1982 comparé à septembre 1981), la hausse est de 10,1 %. Elle est de 1 % en rythme annuel calculé sur les trois derniers mois connus (juillet-août-septembre). Le blocage des prix, intervenant sur ces trois mois, a évidemment joué un très grand rôle. En 1981, la hausse des prix de détail pour le mois de septembre avait été de 1,1 %.

Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,5 % en un mois (+ 10,9 % en un an). La hausse la plus importante est enre-

gistrée sur les œufs (+ 1,3 % en un mois), la viande et les volailles ayant augmenté respectivement de 0,7 % et 0,9 % en septembre.

Les prix des produits manufacturés progressent de 0,6 % en un mois et de 9,7 % en un an. La hausse des produits énergétiques est de 1,4 % en un mois ; celle des tabacs et produits manufacturés divers, et celle des articles chaussants, de 0,8 %.

Les prix des services n'augmentent que de 0,1 % en un mois, ce qui ramène l'augmentation en un an de 11,2 % au mois d'août à 10 % au mois de septembre. Le seul mouvement notable est enregistré sur les tarifs publics qui progressent de 1,1 % en un mois et de 11,1 % sur les douze derniers mois.

## AFFAIRES

### Pour faire face à ses difficultés LA FILIALE FRANÇAISE DE DUNLOP OBTIENT UNE AIDE PUBLIQUE

L'Etat français a décidé d'accorder son aide à la société Dunlop S.A., filiale du fabricant britannique de pneumatiques en proie à de très sérieuses difficultés financières. Cette aide, d'un montant de 270 millions de francs, est destinée à financer le plan de restructuration de l'entreprise d'un coût global évalué à 300 millions de francs. Elle sera pour partie constituée de prêts bonifiés. Le Crédit national en prendra 50 % à sa charge, les 135 millions de francs restants devant être versés par un consortium bancaire dont le Crédit lyonnais sera le chef de file, l'intérêt servi devant être aux taux du marché.

D'autre part, les banques de Dunlop S.A. ont décidé, de leur côté, de considérer la dette de la société à long et moyen terme.

Comme tous les fabricants de pneus, Dunlop (1,75 milliard de francs de chiffre d'affaires) traverse une passe très difficile. En 1981, la firme a enregistré une perte de 140 millions de francs et, pour le premier semestre de cette année, ses comptes se sont soldés par une nouvelle perte de 73 millions.

Afin d'améliorer sa productivité et de tenter de restaurer sa rentabilité, elle a décidé de moderniser ses installations. Des réductions d'effectifs (10 % environ sur les six mille quatre cents personnes employées) étaient prévues au programme, notamment à l'usine de Montluçon (Allier).

Le concours de l'Etat étant acquis, Dunlop sera peut-être amené à réviser sa position en matière d'emploi.

Tranchant électronique repris par le groupe Bernard Tapie. Le groupe Bernard Tapie vient de prendre le contrôle de la société Tranchant électronique. Une nouvelle société - N.A.V.S. - vient d'être créée afin de poursuivre les contrats d'importation des produits grands publics du groupe japonais Toshiba.

## L'ART DE RESERVER SA CHAMBRE A DJEDDAH



### HOTEL MERIDIEN: RESERVATIONS INTERNATIONALES

Pour vos réservations d'hôtel, entrez en contact par téléphone avec le système Meridien Réservations International. Un ordinateur enregistrera votre demande et la confirmera instantanément et gratuitement. Pour les hôtels Meridien, la réservation se traite à l'échelle internationale.

Meridien Réservation Internationale Paris : 757.15.70. Réservations également auprès de votre agence de voyages, votre agence Air France. Meridien Djeddah, King Khalid Street, Mecca Road Kilo: 2, P.O. Box 6582: Djeddah, Arabie Saoudite.



L'ART DE VIVRE FRANÇAIS DANS LE MONDE.

## DROIT DU TRAVAIL

COLLECTION DES TRAITES DALLOZ (volumes reliés 16 x 24)

### LE CONTRAT DE TRAVAIL

G.-H. Camerlynck

2<sup>e</sup> éd. 1982, 726 pages. Prix public TTC : 310 F

### LE SALAIRE

G. Lyon-Caen

2<sup>e</sup> éd. 1981, 498 pages. Prix public TTC : 205 F

### L'ENTREPRISE

N. Catala

1<sup>re</sup> éd. 1980, 1292 pages. Prix public TTC : 340 F

DALLOZ 11 rue Soufflot 75240 PARIS CEDEX 05

# ÉTRANGER

## Aux États-Unis

### Les ouvriers de Chrysler rejettent la grève

De notre correspondant

Washington. - Chrysler vient d'éviter une grève qui aurait pu sérieusement menacer son avenir. Par 70 % des suffrages, les cinquante mille ouvriers de ce groupe automobile ont voté, mardi 26 octobre, pour la poursuite du travail, malgré l'expiration de leur contrat. Ils n'ont négocié un nouveau qu'en janvier prochain, espérant que l'entreprise sera alors en position d'être plus généreuse.

Le contrat, qui a expiré le 15 septembre, était un accord exceptionnel, conclu en 1979 pour permettre à Chrysler d'échapper à la faillite. Les ouvriers avaient accepté d'être moins bien payés que leurs homologues de General Motors et de Ford, en échange d'une participation limitée aux décisions de l'entreprise.

La situation financière du groupe s'étant améliorée, direction et syndicat sont arrivés à un accord, le 16 septembre, qui prévoyait le rétablissement de l'indexation des salaires sur le coût de la vie, mais faisait dépendre les augmentations des bénéfices trimestriels.

La base syndicale a rejeté cet accord à une très large majorité : elle réclamait des augmentations immédiates. « Nous n'avons tout simplement pas d'argent », répliqua la direction. Dès lors, se profilait le risque d'une grève - la première depuis 1959 - qui menaçait d'épuiser les réserves du troisième constructeur de Detroit. Quoique opposés à la grève, qu'ils jugeaient catastrophique, les dirigeants syndicaux se sont gardés de prendre position publiquement.

Chrysler sera-t-il capable d'accorder beaucoup mieux en janvier ? Les ventes d'automobiles aux États-

Unis restent molles, malgré des rabais exceptionnels. La baisse des taux d'intérêt ne s'est pas encore fait sentir dans ce secteur. Au cours des vingt premiers jours d'octobre, on a constaté une très légère progression par rapport à 1982 : + 1,2 %. Chrysler s'est mieux défendu que les « deux grands » (+ 10 %), grâce à ses nouveaux modèles. Le groupe espère faire un petit bénéfice en 1982, après avoir perdu 3,5 milliards de dollars entre 1978 et 1981. Sa situation financière reste néanmoins très fragile. - R.S.

### LE COUT DE LA VIE A AUGMENTÉ DE 0,2 % EN SEPTEMBRE

Washington (Afp). - Les prix de détail ont augmenté aux États-Unis de 0,2 % en septembre, contre 0,3 % en août et 0,6 % en juillet. Il s'agit de la hausse la plus faible enregistrée depuis le mois d'avril dernier (+ 0,2 %).

Pour les neuf premiers mois de l'année, le coût de la vie s'est accru en taux annuel de 4,8 %, soit un rythme d'inflation égal à celui de 1976. Les prix ont augmenté de 8,9 % en 1981.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dég. -	Rep. + ou Dég. -	Rep. + ou Dég. -
S.E.-U.	7,1570 7,1610	+ 190 + 230	+ 360 + 430	+ 890 + 1010
S. can.	5,8355 5,8400	+ 15 + 45	+ 75 + 135	+ 280 + 405
Yen (100)	2,5950 2,5985	+ 130 + 160	+ 255 + 295	+ 520 + 610
D.M.	2,8190 2,8225	+ 140 + 160	+ 275 + 315	+ 595 + 680
Flora	2,5960 2,5980	+ 140 + 160	+ 280 + 310	+ 565 + 630
F.B. (100)	14,5815 14,5975	+ 35 + 105	+ 95 + 125	+ 390 + 490
F.S.	3,2720 3,2755	+ 275 + 305	+ 535 + 580	+ 1.045 + 1.190
L. (1 000)	4,9340 4,9385	+ 350 + 390	+ 680 + 790	+ 1.735 + 1.990
£ (1 000)	12,6750 12,6860	+ 310 + 410	+ 650 + 820	+ 2.040 + 2.290

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	5/8	10	5/8	10	5/8	10	1/8	10	1/2
S.E.-U.	6 7/8	7 1/4	6 15/16	7 5/16	6 7/8	7 1/4	6 7/8	7 1/4	7 1/4
D.M.	6 1/2	6 3/4	6 7/16	6 13/16	6 7/16	6 13/16	6 1/2	6 1/2	7 1/8
Flora	12	13	12 1/2	13 1/2	12 1/2	13 1/2	13	13 1/2	13 3/4
F.B. (100)	1/8	3/4	3	5/8	3	5/8	3 1/8	3 1/2	4 1/2
L. (1 000)	18	20	20	21 1/4	20	21 1/4	20 1/8	21	21 1/2
£ (1 000)	10	10 3/4	9 5/8	10 1/4	9 7/16	10 1/4	9 1/4	9 7/8	9 7/8
F. français	18	22	19	20	19 3/4	20 3/4	19 1/2	20 1/2	20 1/2

(Publicité)

## ROYAUME DU MAROC

OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE  
Division Equipement - Service Logistique

ALIMENTATION EN EAU POTABLE  
DES VILLES DE KHOURIBGA ET FOUIH BEN SALAH

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 43/DE/82

Dans le cadre de l'alimentation en eau potable des villes de Khouribga et de Fouih Ben Salah, l'ONEP envisage de réaliser une adduction à partir d'un forage nommé K272T situé à environ 20 km à l'est de Fouih Ben Salah.

Pour ce projet qui est conçu pour un débit de 400 l/s une demande a été faite concernant une participation financière par des fonds de la coopération financière de la République fédérale d'Allemagne.

#### CONSISTANCE SOMMAIRE DES TRAVAUX

- LOT 1 - Conduites
- Fourniture, transport et pose des conduites :
  - 800 mm de diamètre en béton précontraint, pression de service 7 bars sur une longueur de 8.250 m ;
  - 700 mm de diamètre en béton précontraint, pression de service 7 bars sur une longueur de 12.880 m ;
  - 350 mm de diamètre en amiant-ciment, classe 25 sur une longueur de 2.900 m ;
  - Traversées ;
  - Equipement hydraulique des conduites (ventouses, vidanges, vannes, etc.).
- LOT 3 - Equipements
- Fourniture, transport, installations et essai des équipements suivants :
  - 2 groupes électro-pompes immergés :
    - Débit : 400 l/s ;
    - HMT : 60 m ;
  - Poste de transformation à isolation en pyralène, 22.000/380/220 V, puissance apparente 630 KVA, 50 Hz ;
  - Colonne montante et équipements hydrauliques (cônes, coudes, rés. etc.) ;
  - Equipements de chloration ;
  - Régulation de la station de pompage ;
  - Equipements électriques (tableau de commande, etc.).

Il est à signaler que les délais d'exécution de ces travaux ne doivent pas dépasser seize (16) mois pour le lot 1 (Conduites) et quinze (15) mois pour le lot 3 (Equipements).

Les entreprises intéressées peuvent soumissionner pour un ou les deux lots à la fois à condition que chaque lot fasse l'objet d'une soumission distincte.

Les entreprises désirant participer à l'appel d'offres pourront retirer les dossiers aux bureaux de la Division Equipement sis à Rabat, Quartier Administratif, moyennant le paiement d'une somme de mille (1.000) dirhams par dossier du lot 1 (Conduites) et cinq cents (500) dirhams par dossier du lot 3 (Equipements).

L'offre chiffrée et le cautionnement provisoire fixé à 1,5 % du montant de celle-ci seront obligatoirement inclus dans une enveloppe cachetée portant la mention « SOUMISSION », placée à l'intérieur d'une seconde enveloppe contenant les références techniques et financières du soumissionnaire pour des travaux de même nature et importance.

Le pli portant clairement le numéro et l'objet de l'appel d'offre ainsi que le nom du soumissionnaire sera adressé à M. le Directeur de l'O.N.E.P. - B.P. RABAT CHELLAH et devra parvenir au plus tard le mercredi 29 décembre 1982 avant 18 heures.

## En Grande-Bretagne

### Malgré une légère stabilisation le chômage reste très fort

De notre correspondant

Londres. - En chiffre brut, le nombre de chômeurs a diminué en Grande-Bretagne au mois d'octobre. Selon les données officielles publiées le mardi 26 octobre, le nombre des sans-emploi s'élève à 3 295 128, soit 13,8 % de la population active, en baisse de 47 947 par rapport au mois précédent. Cette régression s'explique essentiellement par la diminution du nombre des jeunes à la recherche d'un premier emploi. Quelques-uns auraient trouvé un travail, mais la plupart ont été intégrés dans un des huit programmes spéciaux de formation mis en place par le gouvernement. Six cent dix-sept mille jeunes profitent actuellement de cette possibilité.

Cependant, la tendance générale est toujours à l'augmentation du chômage. Corrigé des variations saisonnières et sans les jeunes qui sortent de l'école, le nombre des sans-emploi atteint 3 06 millions, soit 12,8 % de la population active, en hausse de 23 000 par rapport à septembre. Cette augmentation est toutefois plus faible qu'au cours des trois mois précédents.

Les régions les plus touchées par le chômage sont toujours l'Irlande du Nord, le Pays de Galles et le nord de l'Angleterre, alors que dans le

sud-est, le taux de chômage est inférieur à 10 %.

M. Norman Tebbit, secrétaire d'Etat à l'emploi, s'est félicité de la légère diminution du chômage en chiffre brut, mais s'est gardé de trop d'optimisme : « Bien que le total des chômeurs ne doive pas augmenter beaucoup avant la fin de l'année, a-t-il dit, il devrait atteindre des chiffres sensiblement plus élevés dans les mois qui suivront, avant que les effets bénéfiques d'une plus grande compétitivité industrielle, de la baisse de l'inflation et des taux d'intérêt, se traduisent par des créations d'emplois. »

DANIEL VERNET.

● Un accord des « Dix » sur la contribution britannique : Les Dix se sont mis d'accord mardi 26 octobre à Luxembourg sur la mise en œuvre de leur décision du 25 mai dernier, de rembourser 850 millions d'Ecus (1 Ecu = 0,93 dollar) à la Grande-Bretagne pour sa contribution au budget 1982 de la C.E.E., à l'appris de source communautaire mardi à Luxembourg.

La solution retenue, ajoute-t-on, fait l'objet d'une réserve d'ensemble de la France, qui sera levée ou confirmée dans les trois jours.

● ERRATUM. - L'Association des paralysés de France. Dans l'article consacré à la manifestation des handicapés organisée à Paris le 23 octobre par l'Association des paralysés de France (le Monde du 26 octobre), une erreur typographique nous a fait écrire que cette association comptait huit mille adhérents. Il s'agit en réalité de quatre-vingt mille adhérents. L'Association des paralysés de France est d'ailleurs la plus importante du genre en France.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SILC

Le conseil d'administration, réuni le 19 octobre dans la salle de la M. Jean Lorenceau, a pris connaissance des comptes du premier semestre de l'exercice 1982 et de la situation du bilan au 30 juin 1982.

Il a constaté avec satisfaction que les loyers étaient supérieurs de 9,7 % à ceux du premier semestre de 1981 (40 635 000 millions de francs contre 37 042 000 F) alors que le bénéfice après amortissements et provisions progresse de 15,5 % (16 249 000 F contre 14 070 000 F).

Le Conseil a noté que les émissions du deuxième semestre 1982, qui ont été affectées à hauteur de 600 000 F environ par l'incidence des mesures de blocage des loyers, entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 octobre, permettent d'escompter pour l'année entière 81,4 millions de francs de loyers (contre 78,5 millions de francs pour l'exercice précédent). Ce résultat, que le statut de SICOMI oblige à distribuer à hauteur d'au moins 85 %, conduirait à un dividende d'au moins 22,80 F au titre de l'exercice 1981.

Le Conseil a été informé du démarrage des travaux d'une nouvelle tranche d'environ 21 000 m<sup>2</sup> de planchers à Rungis, dans le cadre du programme qui était à l'étude depuis plus d'un an, et de l'état des négociations d'ores et déjà engagées pour la location du premier bâtiment. Le Conseil a pu ainsi arrêter les modalités d'une augmentation de capital dans des conditions qui permettent de maintenir la progression régulière du résultat par action, comme M. Lorenceau l'avait annoncé dans son allocution à l'Assemblée générale des actionnaires du 28 juin dernier.

Le Conseil a donc décidé, sous réserve de la délivrance du visa de la Commission des opérations de bourse, d'augmenter le capital social de 120 736 millions de francs à 140 858 600 F par l'émission de 201 226 actions nouvelles de 100 F nominal, jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1983, à souscrire à raison d'une action nouvelle pour six anciennes, à un prix d'émission qui devrait être de l'ordre de 260 F. La souscription sera ouverte du 6 décembre 1982 au 6 janvier 1983.

### SOLEIL INVESTISSEMENT

Au 30 septembre, l'actif net de la Société s'élevait à 183 203 156,70 F et le nombre d'actions à 568 973.

L'actif net se répartissait comme suit (en valeur boursière) :

Obligations françaises	39,84 %
Obligations étrangères	13,02 %
Actions françaises	12,14 %
Actions étrangères	33,53 %
Autres éléments d'actif	1,47 %

La valeur nette de l'action était au 30 septembre de 321,99 F contre 313,96 F au 30 juin dernier.

Par rapport au 31 décembre 1981, elle est en hausse de 13,3 %, compte tenu d'un coupon net de 18,38 F mis en paiement le 25 mars dernier.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SOCIÉTÉ BANCAIRE DE PARIS

Le 20 octobre 1982, M. Roger PALUEL-MARMONT, Président, et M. Carlos MONARDINO, vice-président-directeur général, ont inauguré le bureau de représentation de la banque à Porto (Portugal) en présence de très nombreuses personnalités portugaises et françaises.

La Société Bancaire de Paris a pour actionnaire, le groupe PALUEL-MARMONT et le groupe ESPRITO SANTO qui fut pendant longtemps le premier groupe bancaire privé du Portugal. Par son installation à Porto, elle se propose de mettre son expérience et sa connaissance des milieux d'affaires portugais au service des exportateurs et importateurs français.

Le choix de Porto a été décidé en raison de l'importance économique particulière de la ville et de sa région. La Société Bancaire de Paris est la première banque étrangère, non installée au Portugal, à ouvrir un bureau de représentation à Porto.

### SOCIÉTÉ BANCAIRE DE PARIS

24, rue Murillo, 15008 PARIS  
Rue Julio-Dinis 803-1<sup>er</sup> Dto 4000 PORTO (Portugal)  
Tél. 267-01-00 Tlx : 69-18-64

### CRICA

Caisse de Retraite par répartition des Ingénieurs, Cadres et Assimilés  
13, avenue du Général-de-Gaulle, 92807 PUTEAUX CEDEX

L'Assemblée générale extraordinaire du 20 octobre 1982 n'ayant pu avoir lieu, faute de quorum, les délégués des Adhérents et Participants sont convoqués en Assemblée générale extraordinaire.

Le mardi 16 novembre 1982 à 15 heures

Salle des Conférences de la Tour NOBEL, Défense 11 - Terrasse Bellini Métro Pont-de-Neuilly

### SAUQUIET

Les résultats consolidés du Groupe Sauquet pour le premier semestre 1982 font apparaître un bénéfice net après impôts, intérêts minoritaires compris, de 12,9 millions de francs contre 7,5 millions de francs pour le premier semestre 1981. Les résultats incluent une plus-value nette de 6 millions de francs réalisés sur la vente du théâtre Président-Pola. Les mesures liées au blocage des prix et le ralentissement de la consommation observé depuis le début du deuxième semestre laissent prévoir une diminution des résultats pour l'ensemble de l'exercice 1982.

## SICAV DU GROUPE CIC

30.9.82 (30.6.82) Sicav (vocation)	Actif net	Nombre d'actions	Valeur liquidative	Coupon (dernier payé)
<b>CREDINTER</b> (INTERNATIONALE)	285 974 941 F (289 901 568 F)	1 222 451 (1 225 043)	233,94 F (220,14 F)	7,80 F (1,4.82)
<b>FRANCIC</b> (MONORY)	984 117 495 F (936 352 757 F)	5 765 169 (5 517 492)	170,70 F (169,71 F)	10,00 F (1,7.82)
<b>OBLISEM</b> (RENDEMENT)	440 803 544 F (425 328 720 F)	3 327 081 (3 374 016)	132,49 F (126,06 F)	11,50 F (22.12.81)
<b>SICAVIMMO</b> (VALEURS IMMOBIL.)	286 413 407 F (277 217 261 F)	878 364 (857 264)	326,08 F (323,37 F)	24,00 F (1,7.82)
<b>S.N.I.</b> (GENERALE)	1 238 275 834 F (1 143 409 936 F)	1 736 797 (1 756 965)	712,97 F (650,79 F)	33,00 F (8.4.82)
<b>UNIJAPON</b> (VALEURS JAPONAISES)	1 014 842 010 F (1 087 206 010 F)	1 821 218 (1 840 384)	557,12 F (590,75 F)	18,07 F (1,7.82)

## ELECTRICITE DE FRANCE

### EMPRUNT OCTOBRE 1982

4 milliards de francs - Obligations de 5000 F.

#### Deux formules au choix du souscripteur :

Durée : 10 ans.

Intérêt annuel : 16,30 %.

Prix d'émission : 99,70 % soit 4 985 F.

Date de jouissance : 8 novembre 1982.

Amortissement normal : au pair en totalité le 8 novembre 1992. Toutefois, avant ce terme et si cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché de l'emprunt, Electricité de France rachètera des obligations en Bourse à partir du 8 novembre 1982 dans la limite annuelle de 10 % du nombre de titres en circulation.

Amortissement anticipé : EDF se réserve le droit de procéder à toute époque à des rachats en Bourse supplémentaires.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,36 %.

Durée : 18 ans.

Intérêt annuel : 16,50 %.

Prix d'émission : 99,44 % soit 4 972 F.

Date de jouissance : 8 novembre 1982.

Amortissement normal : au pair en totalité le 8 novembre 2000.

Amortissement anticipé : après 7, 10 et 14 ans au gré, soit du porteur, soit de l'émetteur.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance en cas de remboursement anticipé :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

16,60 %.

LA CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE EST CHARGÉE DU SERVICE DES TITRES. Notice au B.A.L.O. du 25 octobre 1982.



FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

26 octobre

### Tassement

« Les us, nous paniques pas. La Bourse de Paris n'a, mardi, que modestement réagi à ce que certains commentateurs avaient qualifié d'« effondrement de Wall Street ».

Les cours ont baissé, certes, mais de façon assez peu marquée dans l'ensemble et avec des volumes d'échanges étonnants dans la plupart des cas.

« Paris n'a même plus la force de baisser », nous a déclaré un professionnel, rapportant les propos de l'un de ses collègues.

En fait, notre marché semble avoir parfaitement jugé la situation, se refusant à dramatiser un événement qui ne méritait pas de l'être. Toute comparaison ou même toute analogie avec ce qui s'est produit au New-York Stock Exchange le 26 octobre 1929, serait non seulement hasardeuse, mais dangereuse », affirmait un gérant de portefeuille, qui ajoutait : « Rien ne permet encore d'affirmer que la FED va effectivement restreindre le crédit ».

Ajoutons à cela qu'après sa hausse vertigineuse en l'espace de trois mois, Wall Street était indubitablement appelé un jour ou l'autre à céder sous la pression des ventes bénéficiaires. Cela, note-t-on, place la parité entre les deux marchés, la tendance à se révéler à la fois aussi résistante. Avec le recul du dollar, la devise-titre à fléchir, se négocierait entre 8,47 F et 8,51 F, quand la veille elle était montée jusqu'à 8,55 F. Nouveau repli de l'or dont le prix à Londres a été fixé à 416,50 dollars l'once (- 2,30 dollars). A Paris, le Rupte a perdu 1.500 F à 96 000 F et le napoleon 7 F à 690 F.

L'union latine, dont la cotation avait été temporairement réservée à 676 F, a valu 680 F (+ 65 F).

## NEW-YORK

Derechef au-dessus de 1000

Wall Street malade ? Beaucoup l'auraient cru après la soudaine et brutale attaque du marché américain qui a débuté en début de semaine. Mardi, les cours se sont redressés, pas immédiatement. Le démarrage fut laborieux, la tendance était très marquée à l'irréversibilité. Mais, durant la seconde partie de la séance, les achats, principalement axés sur les « blue chips », se firent plus abondants, et à la clôture, l'indice des industriels, après avoir franchi la barre des 1000, s'inscrivait à 1006,07, enregistrant ainsi un gain de 10,95 points.

Un peu ralenti la veille, l'activité s'est développée, et 102,08 millions de titres ont changé de mains contre 87,72 millions mercredi.

Ce ne fut pas un franc retour à l'optimisme, comme en témoigne le bilan de la journée avec un nombre de baisses (923) encore supérieur à celui des hausses (664). Mais des rumeurs sur l'imminence d'un nouvel abaissement du taux de l'escompte ont rassuré les opérateurs que le plongeon de lundi ne serait que le début d'un mouvement de hausse que Wall Street avait franchi depuis trois mois n'était pas terminée. D'autres pronostiquaient d'ici les prochaines élections de novembre une stabilisation du « Dow » entre 950 et 1010. En tout cas, le plus grand nombre s'accordent à dire que ces péripéties étaient excellentes pour la Bourse.

VALEURS	Cours de 25 oct.	Cours de 26 oct.
Alcoa	27 1/2	28 1/4
A.T.T.	59	58 7/8
Am. Express	25 1/4	25 1/8
Am. International Bank	53 3/8	52 7/8
Am. Oil	38 3/4	38 3/8
Am. Tel. & Tel.	88 7/8	88 3/4
Am. Tobacco	31 1/2	31
Am. Water	29 1/8	29 3/8
Am. Zinc	63 3/4	64 1/4
Am. Sugar	31 1/2	31 1/4
Am. Steel	51 3/4	52 7/8
Am. Gas	28 7/8	29 1/2
Am. Chemical	31 1/2	31
A.T.T.	29 1/2	29 1/4
Oil	25 5/8	25 1/2
Am. Express	67 3/4	68 1/4
Am. International Bank	35 5/8	35 1/4
Am. Oil	30 3/8	31 1/8
A.L.I.C.	24 3/4	25 1/2
Am. Tel. & Tel.	52 1/2	52 1/4
S. Steel	20 3/4	19
Am. Gas	35 1/4	35 1/2
Am. Chemical	31 1/2	31 1/4

سكنا من الاول

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. ADIEU A P. M. F. : « L'homme et la statue », par André Fontaine ; « La droite intellectuelle », par Étienne Monod ; « Compléments à un portrait », par Daniel Meyer ; « La composante grenobloise », par Hubert Dubedout ; « Un hommage démesuré », par Paul Séran.

### ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE — Le budget du Quai d'Orsay souffre de la dépréciation du franc.  
4. EUROPE — Pologne : le vote de la loi contre le « parasitisme social ».  
5. G. ASIE — CHINE : la lutte idéologique contre les gauchistes s'accompagne d'une énergie reprise en main de l'appareil.  
— CAMBODGE : après le vote des Nations unies, le gouvernement de coalition va devoir faire la preuve de sa crédibilité.

### POLITIQUE

7. La loi de finances pour 1983 à l'Assemblée nationale.  
8. Le différend sur les « séquelles » de la guerre d'Algérie : trois points de vue : « Se refuser godillots », par Guy Carcassonne ; « Savoir oublier », par Roland Durand ; « A sens unique », par le général Binoche.  
9. Le congrès des maires de France. — Le Sénat refuse la décentralisation proposée par le gouvernement pour les départements d'outre-mer.

### ARTS ET SPECTACLES

11. EXPOSITIONS : la Tunisie au Petit Palais ; Paris, Babel architecturale.  
12-13. CINÉMA : l'atelier régional de Bretagne ; le Festival des films sur l'art ; les films méditerranéens à Brest ; *Alien*, la *Chose*, *Pollux*.  
14. « Réclamations », par Martine Viard ; Jacques Higelin en album ; une sélection.  
19 à 23. PROGRAMMES EXPOSITIONS ET SPECTACLES.  
15 à 18. PROGRAMMES DE RADIO ET DE TÉLÉVISION.  
22. INSTITUT.

### SOCIÉTÉ

18. COMMUNICATION.  
24. L'affaire de Loraux, aux États-Unis.  
— JUSTICE.  
25. MÉDECINE.  
— ÉDUCATION.

### ÉCONOMIE

28. COMMERCE INTERNATIONAL : la France est déficitaire à l'égard de tous les pays de la C.E.E., sauf la Grèce.  
— Les Dix cherchent à réduire les importations d'acier et de textile.  
29. SOCIAL : accord sur la durée du travail à C.I.T.-Alcatel.  
— CONJONCTURE.  
30. ÉTRANGER.

RADIO-TELEVISION (15-18)  
INFORMATIONS  
— SERVICES — (10) :  
La maison ; « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.  
Annonces classées (26-27) :  
Carnet (23) ; Bourse (43).

### DIRECTIONS ET CAHORS

#### GAGNEZ UNE HEURE PAR JOUR

Séminaire d'une journée  
par PASCAL BAUDRY  
JEUDI 18 NOVEMBRE 82  
Stage également proposé  
en intra-entreprise

OGIVES 12, rue de Valenciennes  
75017 PARIS  
Tél. : 766-19-20

**Church's**  
famous English  
shoes  
collection complète en plusieurs largeurs  
J. CARTIER  
chasseur pour homme  
à 30 m de la rue Tronchet  
23, rue des Mathurins 8° - tél. 266.26.85

A B C D E F G H

## L'HOMMAGE SOLENNEL A PIERRE MENDES FRANCE

### M. Mitterrand exalte la mémoire de l'ancien président du Conseil

Le président de la République a présidé, mercredi 27 octobre à midi, la cérémonie d'hommage solennel à Pierre Mendès France décidé par le gouvernement au lendemain de la mort de l'ancien président du Conseil, le 18 octobre dernier.

La voix de Pierre Mendès France s'est élevée dans la cour d'honneur de l'Assemblée nationale, la cérémonie ayant débuté par la diffusion du « message » à la jeunesse enregistré par P.M.F. en décembre 1955. « France part à la vie politique qui, sans votre inspiration, risquerait toujours de retomber dans les routines ornées », disait Pierre Mendès France dans son message. « Vous ne pouvez pas vous borner à répéter : « A quoi bon ? » Vous devez vous employer de maintenant à faire changer ce qui doit être changé », ajoutait-il à l'adresse des jeunes. Après la diffusion de ce texte, M. François Mitterrand a pris la parole pour rappeler l'action et la pensée de l'ancien homme d'Etat qui fut, selon lui, conciliateur et la tolérance. Le chef de l'Etat qui avait, le 20 octobre dernier, salué en Pierre Mendès

## LES GRÈVES A LA R.A.T.P. ET A LA S.N.C.F.

### Le trafic des transports parisiens était réduit de 60 % mercredi matin

Les transports parisiens étaient paralysés à plus de 60 % mercredi 27 octobre par la grève de vingt-quatre heures lancée par les syndicats autonomes F.O. et C.F.T.C. de la R.A.T.P. et par les arrêts de travail organisés au cours de cette même journée par la C.G.T. Vers 10 heures, selon la direction de la région, la circulation n'était assurée qu'à 38 % pour le métro, à 41 % pour le R.E.R. et à 34 % pour le réseau des bus de Paris et sa banlieue.

La veille, au cours d'une rencontre avec les syndicats, la direction avait proposé une augmentation de 2 % au 1<sup>er</sup> novembre, s'ajoutant aux 6 % accordés avant le blocage des salaires soit un total de 8 % pour l'année — et une prime uniforme de 250 francs pour le personnel d'exécution, versée dès novembre et bénéficiant à environ vingt-cinq mille salariés. Selon la Régie, des mesures de reclassement pour les agents les moins qualifiés étaient d'autre part envisagées. Ces diverses propositions ont été rejetées d'entrée de jeu par les représentants F.O., autonomes, C.F.T.C. et indépendants, qui ont quitté la séance en annonçant que la mainlevée de l'ordre de grève, estimant qu'ils ne pouvaient « accepter aujourd'hui ce qu'ils avaient refusé hier, quelle que soit la couleur du gouvernement ». Selon eux, la réduction de 8 % pour l'ensemble de l'année ne suivrait pas l'évolution des prix, et se traduirait par une perte de pouvoir d'achat pour trente-sept mille salariés de la R.A.T.P.

Après le départ des représentants de ces quatre organisations — qui rassemblent plus de la moitié des conducteurs du métro et environ 40 % des chauffeurs d'autobus — la négociation s'est poursuivie avec la C.G.T. et la C.F.D.T. dont l'attitude, apparemment, s'est revivifiée plus souplement. Cette dernière a déclaré d'arrêter d'arrêter de travail de vingt-quatre heures aux impôts à la suite d'un appel commun du Syndicat national unifié des impôts, organisation autonome majoritaire, de la C.G.T. et de la C.F.D.T. (au total 75 % du personnel), pour le pouvoir d'achat.

## Le gouvernement demande à Thomson de maintenir son activité microolithographique

Pour la première fois le gouvernement a demandé à un groupe nationalisé de revenir sur une décision prise : Thomson va en effet poursuivre son activité microolithographique, c'est-à-dire l'élaboration des équipements de fabrication pour composants électroniques. Thomson a en effet usé la semaine dernière l'abandon de cette activité par l'accord signé par Matra avec la firme américaine G.C.A. spécialisée dans ce type de machines. Cette association affirmait que Thomson, « réduit sensiblement le marché européen accessible et ne permet plus de s'appuyer sur le triomphe pour s'imposer sur le marché mondial ».

## DES ÉMEUTES A CARACTÈRE RELIGIEUX ONT ÉCLATÉ DANS LE NORD DU NIGÉRIA

Lagos (A.F.P.). — Des émeutes à caractère religieux se déroulent depuis mardi 26 octobre à Maiduguri, extrême nord-est du Nigeria, où se trouvent des sources d'approvisionnement en pétrole. Selon des sources locales, les émeutes seraient tout à fait comparables à celles qui, en 1981, sous la direction d'un musulman fanatique, Alhaji Marwan Maitatsine, avaient fait à Kano, dans le nord du Nigeria, 4 177 morts.

## LES ÉLECTIONS MUNICIPALES AURONT LIEU LES 6 ET 13 MARS

Le conseil des ministres qui s'est réuni mercredi 27 octobre, sous la présidence de M. François Mitterrand, a décidé que les élections municipales auront lieu les 6 et 13 mars 1983.

## M. GISCARD D'ESTAING INVITE A BURNHAUT-LE-HAUT (HAUT-RHIN)

Le conseil municipal de Burnhaupt-le-Haut (Haut-Rhin) invite M. Valéry Giscard d'Estaing à assister, le 11 novembre, à la messe du souvenir de la libération du village et à la cérémonie aux monuments aux morts. Le maire de la commune, M. Gérard Kieffer (R.P.R.), a indiqué que cette décision a été prise par le conseil municipal, à la séance extraordinaire, l'ancien président de la République, M. Giscard d'Estaing, s'était déjà rendu dans cette localité lors d'un voyage en Alsace en 1976. Il y avait séjourné aussi en 1944 avec son régiment, le 2<sup>e</sup> dragons. L'invitation de la municipalité alsacienne fait suite au report d'une cérémonie du 11 novembre qui devait être organisée par les anciens du 2<sup>e</sup> dragons, à Masevaux (Haut-Rhin). (Le Monde du 22 octobre.)

M. Giscard d'Estaing, qui se rendra en Alsace les 9, 10 et 11 novembre, devrait répondre favorablement à cette invitation.

## LE PRIX AUJOURD'HUI A M. MICHEL ALBERT POUR « LE PARIS FRANÇAIS »

Le prix Aujourd'hui a été attribué, mercredi 27 octobre, à M. Michel Albert pour son essai *Le Paris français*, publié au Seuil, par huit voix contre six à M. François de Closets pour son ouvrage *Toujours plus*, publié chez Grasset (Le Monde du 28 mai), et une abstention.

Le prix Aujourd'hui, décerné par le jury du prix Aujourd'hui, couronne un ouvrage historique ou politique portant sur la période contemporaine.

M. Jean-Ernest Hallier, de New-York où il se trouve, vient d'annoncer qu'il retirait sa candidature à l'Académie française. L'écrivain rappelle notamment qu'il s'était porté candidat peu avant la mort de son père, « l'Académie, écrit-il alors, est mon refuge naturel face à la colonie ». « Aujourd'hui, ajoute Jean-Ernest Hallier, les raisons politiques de ma candidature sont tombées d'elles-mêmes ».

L'élection au fauteuil du duc de Lévis-Mirepoix aura lieu le jeudi 28 octobre. Deux candidats restent en piste : Louis Fauvel et Bertrand Poirot-Delpech.

## Nouvelle baisse du loyer de l'argent

Pour la seconde fois depuis le début de la semaine, la Banque de France a abaissé, mercredi 27 octobre, le taux de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire de Paris, le ramenant de 13,75 % à 12,50 %, au plus bas niveau de l'année 1982. Lundi, elle avait baissé de 14 à 13,75 %, entraînant, en outre, de 0,25 % le taux des interventions à un mois fixé à 13,75 % (13,75 %). Ces initiatives successives qu'autorise la bonne tenue du franc sur les marchés des changes et qui devaient se poursuivre laissent présager une nouvelle réduction du taux de base des banques passant de 12,75 % à 12,25 % le 15 octobre prochain.

Le numéro du « Monde » daté 27 octobre 1982 a été tiré à 496 648 exemplaires.

## A LUXEMBOURG

## Adoption à neuf d'une politique commune de la pêche

L'adoption d'une politique commune de la pêche semble à portée de main. Neuf délégations ont accepté sans réserve les dernières propositions de compromis présentées le mardi 26 octobre par la Commission européenne. Le ministre danois ne s'est pas estimé en mesure de les approuver, mais, conscient de l'effort fait pour tenir compte de ses demandes, s'est engagé à soumettre le projet d'accord, et à le défendre, devant son Parlement. Copenhague fera connaître sa réponse le 5 novembre.

### Un ultimatum est lancé au Danemark

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Un nouveau conseil des ministres aura lieu le 3 novembre, soit pour constater l'accord de tous, soit, comme l'a formé M. Le Pensec, le ministre français de la mer, « pour examiner les conséquences à tirer d'un refus danois des propositions de la Commission ». Selon M. Le Pensec, mais c'est également l'avis des autres parlementaires du Danemark, « il n'y a plus de place pour la négociation ». Autrement dit, en cas de nouvelles réactions négatives des Danois, les Neuf se hâteront de débiter, lors du conseil du 8 novembre, de la méthode à suivre pour appliquer l'ensemble des mesures proposées par la Commission et acceptées par eux en dépit du rejet persistant du Danemark.

Il s'agit, en se conformant au projet d'accord existant, d'adopter une série de mesures nationales qui seraient appliquées par la Commission européenne. Une fois formulée, qui aboutirait à la mise en place d'une politique commune de pêche, général sans doute les Danois, et on peut penser que cette perspective menaçante sera de nature à les faire réfléchir au cours des prochains jours. Mais elle ne serait pas sans inconvénient politique : un pays membre, pour qui la pêche constitue une activité très importante, verrait ainsi, d'une certaine manière, son consentement forcé. Cela ne pourrait qu'accroître l'hostilité d'une partie déjà non négligeable de l'opinion publique danoise à l'encontre du Marché commun.

En outre, le consensus de fait dans lequel on s'installerait serait probablement tout à fait praticable, mais il n'aurait pas la force juridique des traités. Cela aurait notamment comme conséquence de placer la Communauté dans une position plus vulnérable au moment où la négociation d'adhésion avec l'Espagne aborde le chapitre de la pêche. Or l'Espagne, qui possède la flotte de très loin la plus importante de l'Europe de l'Ouest constitue un danger réel pour les pêcheurs des autres États membres. Les Danois, mécontents des propositions initiales de la Commission, insistent pour qu'elles soient améliorées sur trois points. Ils demandaient que leur quota, ou

LOOK  
DE  
CHIFFON  
PRIX  
DE  
CHOC!  
RODIN  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

## TÉLEX PARTAGE

ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS 345.21.62

## CELINE A L'HONNEUR

Lors de l'inauguration d'une nouvelle unité de production de la Société AIRCO qui fabrique des objets de valeur pour plusieurs marques de prestige, Monsieur RAMBOURG, Maire de CARRIGNAN, a remis à la Maison CELINE, prise en la personne de son Président, la Médaille d'Honneur de la Ville de CARRIGNAN.

Cette distinction vise à récompenser l'esprit d'entreprise de cette Maison, la première, à confier à AIRCO, la fabrication de ses stylos et briquets de haut de gamme et à ainsi permis la création d'emploi dans une région particulièrement touchée par la crise.

Dans la brillante assistance qui participait à la cérémonie, on remarquait notamment Monsieur Jacques SOURDILLE, Président du Conseil Régional Champagne-Ardenne, Monsieur MARTY, Commissaire de la République, de nombreuses personnalités officielles ainsi que les représentants d'autres grandes Maisons qui avaient suivi l'exemple donné par CELINE et confié la fabrication de leurs produits à la Société AIRCO.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que CELINE voyait son travail et son dynamisme récompensés. En 1973 déjà, elle avait reçu la Médaille de VERMEIL de la Ville de Paris pour sa contribution à l'expansion de la mode Française et du prestige de Paris dans le monde. Tout récemment encore, elle recevait la Distinction Suprême, la Plaque du BI-Millénaire qui venait consacrer la longue tradition de la Maison.